



DIRECTION DE LA SÉANCE

# LA SÉANCE PLÉNIÈRE ET L'ACTIVITÉ DU SÉNAT

*(1<sup>er</sup> octobre 2018 - 30 septembre 2019)*



**RAPPORT**

*présenté à M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT*

*par*

**Bertrand FOLLIN**  
*Directeur de la Séance*

**TOME II**  
**STATISTIQUES**



# SOMMAIRE

Pages

<b>PROPOS INTRODUCTIF</b> .....	7
<b>LES CHIFFRES CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE</b> .....	9
<b>LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE ANNÉE PARLEMENTAIRE 2018-2019 (1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2018 – 30 SEPTEMBRE 2019)</b> .....	11
<b>LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSION ORDINAIRE 2018-2019</b> .....	13
<b>LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSIONS EXTRAORDINAIRES 2018-2019</b> .....	15
<b>STATISTIQUES RELATIVES À LA COMPOSITION DU SÉNAT</b> .....	17
<b>L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2018-2019</b> .....	23
<b>I. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT</b> .....	23
<b>A. SÉANCE PUBLIQUE : NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES, DURÉE DES TRAVAUX SELON LEUR NATURE</b> .....	23
<b>B. RÉPARTITION DES SEMAINES DE SÉANCE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SÉNAT</b> .....	25
<b>C. ACTIVITÉ DU SÉNAT, HORS ORDRE DU JOUR GOUVERNEMENTAL</b> .....	26
1. <i>Ordre du jour des « espaces réservés »</i> .....	26
2. <i>Ordre du jour des semaines sénatoriales de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques</i> .....	29
3. <i>Ordre du jour des semaines d'initiative sénatoriale</i> .....	34
4. <i>Ordre du jour à l'initiative du Sénat dans les semaines réservées au Gouvernement</i> .....	38
5. <i>« Superpriorité » gouvernementale</i> .....	39
6. <i>Discussion immédiate</i> .....	39
<b>D. MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE</b> .....	40
<b>E. RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE EN SÉANCE PUBLIQUE</b> .....	41
<b>II. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT</b> .....	42
<b>A. PROJETS DE LOI DÉPOSÉS EN PREMIER LIEU SUR LE BUREAU DU SÉNAT</b> .....	42
<b>B. TEXTES ADOPTÉS PAR LE SÉNAT</b> .....	44
1. <i>Bilan législatif</i> .....	44
2. <i>Propositions de loi sénatoriales</i> .....	47
3. <i>Décisions de rejet émises par le Sénat sur l'ensemble des propositions de loi issues de l'Assemblée nationale et des projets de loi</i> .....	53

C. MODALITÉS D'ADOPTION DES TEXTES .....	54
1. Commissions spéciales.....	54
2. Procédures accélérées.....	54
3. Motions déposées au cours de l'année parlementaire 2018-2019.....	57
4. Modalités d'adoption des lois.....	61
5. Procédure de vote unique.....	63
6. Demandes de seconde délibération .....	63
7. Commissions mixtes paritaires .....	64
8. Nouvelle délibération (Article 10, alinéa 2, de la Constitution) .....	66
9. Délibérations législatives du Sénat .....	67
10. Adoptions définitives.....	69
D. AMENDEMENTS .....	71
1. « Braquet » d'examen des amendements (comparaison pluriannuelle) .....	71
2. « Braquet » d'examen des amendements sur les principaux textes de l'année parlementaire 2018-2019.....	71
E. ACCROISSEMENT TOTAL DES TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS PAR LE PARLEMENT (HORS CONVENTIONS INTERNATIONALES).....	73
F. EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES INITIALE (1 <sup>RE</sup> LECTURE).....	76
G. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION .....	78
1. Propositions de résolution déposées (hors article 88-4 de la Constitution) .....	78
2. Propositions de résolution adoptées (hors article 88-4 de la Constitution) .....	80
H. CONSULTATION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL.....	81
<b>III. DÉBATS ET CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT.....</b>	<b>82</b>
A. DÉBATS.....	82
1. Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement .....	82
2. Débats préalables ou consécutifs aux réunions du Conseil européen .....	82
3. Interventions des forces armées à l'étranger.....	83
4. Débats d'initiative sénatoriale .....	84
B. QUESTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE.....	89
1. Questions d'actualité au Gouvernement .....	89
2. Questions orales.....	90
3. Questions écrites.....	91
C. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION EUROPÉENNE DÉPOSÉES.....	92
D. COMMISSIONS D'ENQUÊTE .....	94
E. MISSIONS D'INFORMATION .....	94
1. Missions d'information .....	94
2. Missions d'information disposant des prérogatives d'une commission d'enquête .....	95
F. DÉPÔTS DE RAPPORTS AU PARLEMENT.....	96
1. Liste des rapports périodiques déposés sur le bureau du Sénat (total : 31 rapports) .....	97
2. Liste des rapports uniques déposés sur le bureau du Sénat (total : 60 rapports).....	101
3. Liste des rapports sur la mise en application des lois déposés sur le bureau du Sénat (Article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit) (total : 6 rapports).....	107

G. LA PROCÉDURE D'AUDITION PUIS D'AVIS DES COMMISSIONS PERMANENTES.....	109
1. Nominations en application de l'article 13 de la Constitution .....	109
2. Auditions ou avis de commissions en application de divers textes législatifs.....	113
<b>IV. COMPARAISONS STATISTIQUES PLURIANNUELLES :</b>	
<b>LES 60 ANS DU SÉNAT</b> .....	115
1. Nombre et durée des séances .....	115
2. Projets et propositions de loi déposés .....	117
3. Déclarations d'urgence et procédures accélérées.....	118
4. Nombre de lois adoptées définitivement et nombre d'amendements de séance déposés et adoptés.....	121
5. Modalités d'adoption des lois (hors conventions) .....	124
6. Origine des lois promulguées depuis 1959 .....	133
7. Taux de reprise par l'Assemblée nationale des amendements adoptés au Sénat depuis 1970 .....	134
8. Questions d'actualité au Gouvernement .....	136
9. Questions orales avec débat .....	137
10. Questions orales avec débat européennes.....	140
11. Questions orales.....	142
11. Questions écrites.....	144
12. Débats d'orientation des finances publiques.....	147
13. Comparaisons pluriannuelles sur l'activité du Sénat lors de la session ordinaire .....	159
14. Liste des 63 commissions de contrôle et commissions d'enquête créées par le Sénat depuis 1959.....	172
15. Liste des 73 missions d'information créées par le Sénat depuis 1969.....	180
<b>V. CALENDRIERS DE LA SESSION 2018-2019</b> .....	190
1. Dates des réunions de la Conférence des Présidents .....	190
2. Date des espaces réservés et des séances de questions .....	190
3. Calendrier de la session 2018-2019.....	194



## PROPOS INTRODUCTIF

Le présent document rassemble les statistiques établies par la direction de la Séance sur l'activité du Sénat au cours de l'année parlementaire 2018-2019 (du 1<sup>er</sup> octobre 2018 au 30 septembre 2019). Pour la troisième année, il est entièrement dématérialisé.

Il comprend en introduction un **bilan général de l'année** (chiffres clés de la séance publique).

Quatre ensembles de **séries statistiques** présentent ensuite de façon synthétique l'activité du Sénat : son activité générale en **séance publique** (I), son **activité législative** (II), son **activité de contrôle** ou de « prospective » (III) et des **comparaisons statistiques sur plusieurs années** (IV).

Les calendriers des Conférences des Présidents, des séances réservées et des semaines de séance sont rappelés en fin de volume (V).





## **LES CHIFFRES CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE**



**LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE**  
**ANNÉE PARLEMENTAIRE 2018-2019**  
**(1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2018 – 30 SEPTEMBRE 2019)**

	2016-2017	2017-2018	2018-2019
<b>Semaines de séance publique</b>	24	39	38
- Semaines gouvernementales	12,5	15	19
dont PLFSS et PLF	2,5	4	4
- Semaines sénatoriales	6,5	14	14
dont semaines de contrôle	3,5	6,5	7,5
- Sessions extraordinaires	5	6	5
<b>Jours de séance publique</b>	76	125	125
<b>Heures de séance publique</b>	465 h 18	825 h 12	837 h 50
dont travaux législatifs	291 h 33	501 h 46	499 h 05
dont travaux de contrôle	101 h 35	152 h 09	153 h 39
dont lois de finances	38 h 30	126 h 17	139 h 12
dont lois de financement de la sécurité sociale	31 h 37	38 h 33	40 h 30
dont travaux divers	2 h 01	6 h 25	5 h 22
<b>Durée moyenne du jour de séance</b>	6 h 07	6 h 36	6 h 42
<b>Heures de séances de soir/nuit</b>	92 h 09 20 %	170 h 13 21 %	176 h 34 21 %
<b>Projets de loi déposés au Sénat</b> (hors conventions internationales)	70 sur 99 70,7 %	21 sur 61 34,4 %	24 sur 62 38,7 %
<b>Propositions de loi déposées au Sénat</b>	119	157	163
<b>Amendements déposés</b>			
- En commission	1 590	4 115	5 059
- En séance	3 411	8 557	10 175
<b>Amendements adoptés</b>			
- En commission	847	2 121	2 189
- En séance	984	1 816	2 404
<b>Taux de reprise des amendements du Sénat par l'Assemblée nationale</b>	68 %	53 %	55 %
<b>Textes examinés par le Sénat</b> (hors conventions internationales)	56	74	86
dont propositions de loi (dont Sénat)	30 (18)	42 (28)	58 (40)
<b>Procédures accélérées</b>	38	34	45

	2016-2017	2017-2018	2018-2019
<b>Textes adoptés définitivement</b> (hors conventions internationales)	46	41	50
dont propositions de loi (dont Sénat)	21 (9)	12 (2)	25 (12)
<b>Conventions internationales</b>	21	28	22
<b>Total des textes adoptés</b>	67	69	72
<b>Modalités d'adoption des textes</b> (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	20	11	21
Adoptions texte CMP	12	18	17
Dernier mot à l'Assemblée nationale	14	12	12
<b>Réunions CMP</b> (Accords)	22 (12)	35 (19)	28 (18)
<b>Délai moyen d'adoption des textes<sup>1</sup></b> (en jours)	196	177	240

<b>Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement</b>	4	3	4
<b>Débats relatifs au Conseil européen</b>	2	3	4
<b>Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger</b>	-	-	-
<b>Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger</b>	-	1	-
<b>Débats d'initiative sénatoriale</b>	21	33	34

<b>Questions d'actualité au Gouvernement</b> (nombre de séances)	22	35	37
<b>Questions orales avec débat</b>	1	-	-
<b>Questions orales discutées</b>	160	309	391
<b>Questions écrites</b>	4 101	5 580	5 405

<b>Scrutins publics</b>	144	231	181
<b>Rappels au règlement</b>	16	58	68

<sup>1</sup> Hors PLF, PLFR, PJJ de Règlement, PLESS, PJLC et conventions.

## LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSION ORDINAIRE 2018-2019

	2016-2017	2017-2018	2018-2019
<b>Semaines de séance publique</b>	19	33	33
- Semaines gouvernementales	12,5	19	19
dont PLFSS et PLF	2,5	4	4
- Semaines sénatoriales	6,5	14	14
dont semaines de contrôle	3,5	6,5	7,5
<b>Jours de séance publique</b>	60	105	110
<b>Heures de séance publique</b>	381 h 14	659 h 34	734 h 23
dont travaux législatifs	218 h 39	349 h 04	410 h 33
dont travaux de contrôle	91 h 10	139 h 13	142 h 16
dont lois de finances	38 h 30	126 h 17	135 h 45
dont lois de financement de la Sécurité sociale	31 h 37	38 h 33	40 h 30
dont travaux d'ordre interne	1 h 16	6 h 25	5 h 16
<b>Durée moyenne du jour de séance</b>	6 h 21	6 h 16	6 h 40
<b>Heures de séances de soir/nuite</b>	77 h 36 20 %	127 h 19 19 %	153 h 44 21 %
<b>Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)</b>	67 sur 89 75,3 %	21 sur 55 38,2 %	17 sur 40 42,5 %
<b>Propositions de loi déposées au Sénat</b>	92	128	136
<b>Amendements déposés</b>			
- En commission	1 187	3 030	4 241
- En séance	2 679	6 316	8 814
<b>Amendements adoptés</b>			
- En commission	687	1 646	1 873
- En séance	875	1 355	2 009
<b>Textes examinés par le Sénat (hors conventions internationales)</b>	48	64	74
dont propositions de loi (dont Sénat)	30 18	37 27	53 39
<b>Procédures accélérées</b>	34	34	36
<b>Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)</b>	40	29	29
dont propositions de loi (dont Sénat)	21 9	7 1	15 6
<b>Conventions internationales</b>	15	23	18
<b>Total des textes adoptés</b>	55	52	47

	2016-2017	2017-2018	2018-2019
<b>Modalités d'adoption des textes</b> (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	17	7	15
Adoptions texte CMP	10	14	5
Dernier mot à l'Assemblée nationale	13	8	9
<b>Réunions CMP</b>	19	25	19
(Accords)	10	14	11

<b>Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement</b>	3	2	3
<b>Débats relatifs au Conseil européen</b>	2	3	4
<b>Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger</b>	-	-	-
<b>Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger</b>	-	1	-
<b>Débats d'initiative sénatoriale</b>	21	33	34

<b>Questions d'actualité au Gouvernement</b> (nombre de séances)	18	30	32
<b>Questions orales avec débat</b>	1	-	-
<b>Questions orales discutées</b>	134	233	320
<b>Questions écrites</b>	2 680	4 530	4 205

<b>Scrutins publics</b>	103	178	158
<b>Rappels au règlement</b>	12	30	57

## LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSIONS EXTRAORDINAIRES 2018-2019

	2016-2017	2017-2018	2018-2019
<b>Semaines de séance publique</b>	5	6	5
<b>Jours de séance publique</b>	16	20	15
<b>Heures de séance publique</b>	84 h 04	165 h 37	103 h 27
dont travaux législatifs	72 h 54	152 h 41	88 h 32
dont travaux de contrôle	10 h 25	12 h 56	11 h 23
dont lois de finances	-	-	3 h 26
dont lois de financement de la sécurité sociale	-	-	-
dont travaux d'ordre interne	0 h 45	-	0 h 05
<b>Durée moyenne du jour de séance</b>	5 h 15	8 h 23	6 h 53
<b>Heures de séances de soir/nuite</b>	14 h 33 17,3 %	42 h 54 25,6 %	22 h 49 32 %
<b>Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)</b>	3 sur 10 67 %	0 sur 6 0 %	7 sur 22 32 %
<b>Propositions de loi déposées au Sénat</b>	27	29	27
<b>Amendements déposés</b>			
- En commission	403	1 085	818
- En séance	732	2 241	1361
<b>Amendements adoptés</b>			
- En commission	160	475	316
- En séance	109	461	395
<b>Procédures accélérées</b>	4	-	9
<b>Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)</b>	6	12	21
dont propositions de loi	-	5	10
dont Sénat	-	1	6
<b>Conventions internationales</b>	6	5	4
<b>Total des textes adoptés</b>	12	17	25

	2016-2017	2017-2018	2018-2019
<b>Modalités d'adoption des textes</b> (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	3	4	6
Adoption texte CMP	2	4	12
Dernier mot à l'Assemblée nationale	1	4	3
<b>Réunions CMP</b>	3	10	9
(Accords)	2	5	7
<b>Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement</b>	1	1	1
<b>Débats relatifs au Conseil européen</b>	-	-	-
<b>Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger</b>	-	-	-
<b>Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger</b>	-	-	-
<b>Débats d'initiative sénatoriale</b>	-	-	-

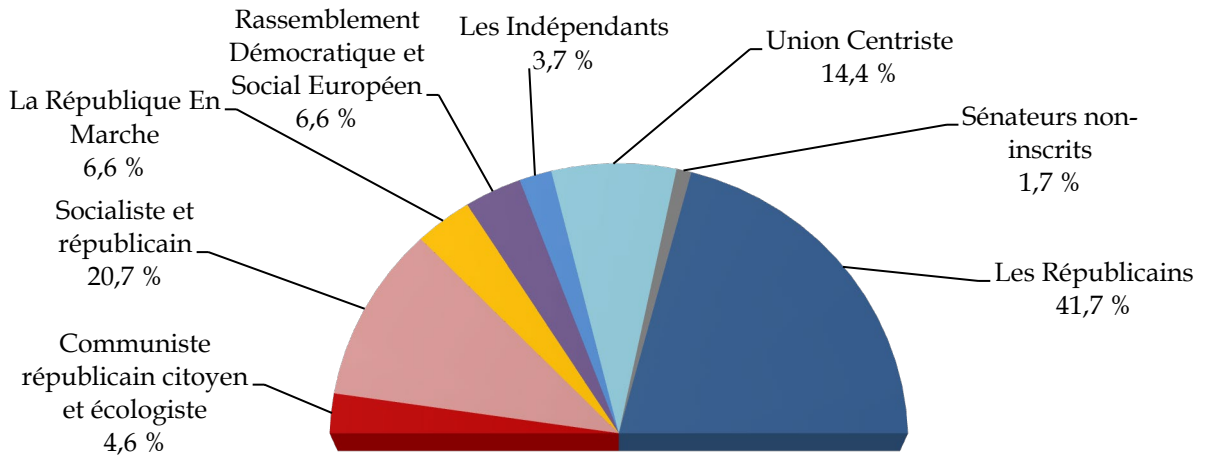
<b>Questions d'actualité au Gouvernement</b> (nombre de séances)	4	5	5
<b>Questions orales avec débat</b>	-	-	-
<b>Questions orales discutées</b>	25	76	71
<b>Questions écrites</b>	1 421	1 050	1 200

<b>Scrutins publics</b>	37	53	23
<b>Rappels au règlement</b>	4	28	11

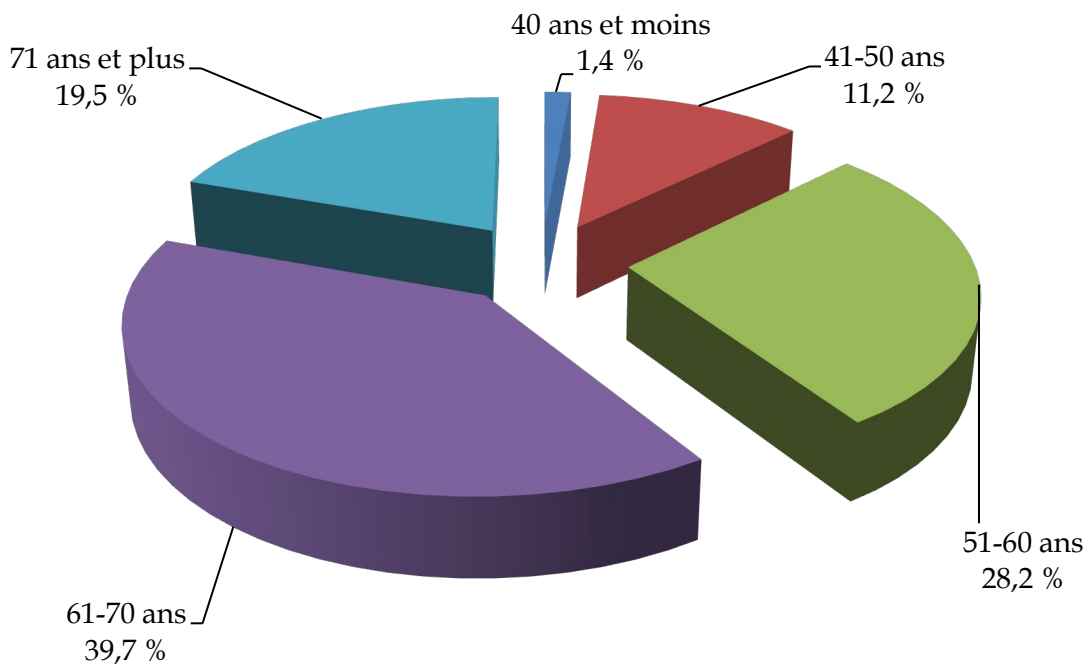


## STATISTIQUES RELATIVES À LA COMPOSITION DU SÉNAT

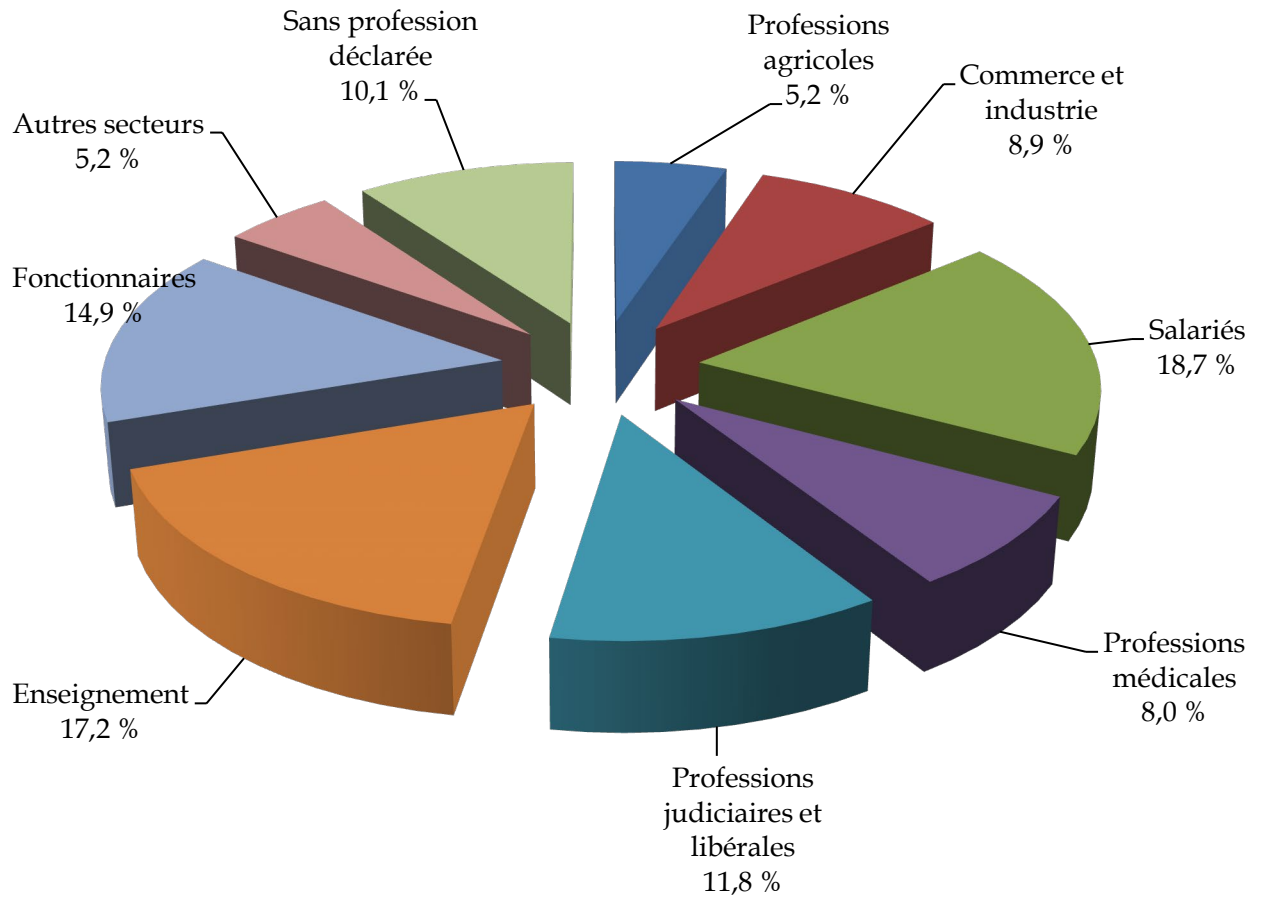
**Effectifs des groupes au 30 septembre 2019  
(348 sénateurs)**



**Les sénateurs par âge  
au 30 septembre 2019  
(348 sénateurs)  
Moyenne d'âge : 62 ans 8 mois**



**Les sénateurs par catégorie socioprofessionnelle  
au 30 septembre 2019  
(348 sénateurs)**



**Missions temporaires des sénateurs lors de l'année parlementaire 2018-2019**

(11 missions)

<b>Nom des parlementaires</b>	<b>Intitulé de la mission</b>	<b>Ministre auprès duquel s'exerce la mission</b>	<b>Date du décret de nomination</b>	<b>Fin de la mission</b>
M. Dominique THÉOPHILE	Actions de coopération régionale en matière de lutte contre les sargasses dans la Caraïbe	Ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire et ministre des outre-mer	17.07.2018	16.01.2019
M. Jérôme BIGNON	Préservation des zones humides	Ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire et ministre des outre-mer	03.08.2018	02.02.2019
M. Arnaud de BELENET	Formation et gestion des carrières des agents des collectivités territoriales	Ministre de l'action et des comptes publics et secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics	04.10.2018	12.02.2019
M. Jean-Noël CARDOUX	Régulation des populations de grand gibier et réduction de leurs dégâts	Ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire et ministre de l'agriculture et de l'alimentation	05.11.2018	25.03.2019
M. Laurent LAFON	Mobilité académique dans l'accès au premier cycle de l'enseignement supérieur en Île-de-France	Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	06.12.2018	02.06.2019
Mme Corinne IMBERT	Adoption	Ministre des solidarités et de la santé	15.04.2019	14.10.2019
M. Patrice JOLY	Plan national en faveur des territoires ruraux	Ministre de l'agriculture et de l'alimentation et ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales	25.04.2019	26.07.2019
M. Pierre MÉDEVIELLE	Pêche de loisir en mer	Ministre de l'agriculture et de l'alimentation	06.05.2019	09.09.2019
Mme Nathalie GOULET	Fraude sociale	Ministre de l'action et des comptes publics et ministre des solidarités et de la santé	28.05.2019	05.11.2019
M. Georges PATIENT	Finances des collectivités locales en outre-mer	Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et ministre des outre-mer	19.06.2019	18.12.2019
Mme Patricia SCHILLINGER	Lutte contre la précarité menstruelle	Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations	08.07.2019	-

**Évolution des effectifs des groupes politiques  
au cours de la session 2018-2019**

Date	Groupes politiques																		
	Les Républicains			SOCR		UC			LaREM			RDSE		CRCE		Les Indépendants		NI	Sièges vacants
	Memb.	App.	Ratt.	Memb.	App.	Memb.	App.	Ratt.	Memb.	App.	Ratt.	Memb.	Ratt.	Memb.	Ratt.	Memb.	App.		
01.10.2018	129	7	10	74	1	43	5	3	20	1	1	21	2	12	3	10	1	5	-
16.10.2018	129	7	10	<b>73</b>	1	43	5	3	20	1	1	21	2	12	<b>4</b>	10	1	5	-
17.10.2018	129	7	10	<b>72</b>	<b>2</b>	43	5	3	20	1	1	21	2	12	4	10	1	5	-
04.11.2018	129	7	10	<b>71</b>	2	43	5	3	20	1	1	21	2	12	4	10	1	<b>6</b>	-
17.11.2018	129	7	10	71	2	43	5	3	<b>21</b>	1	1	<b>20</b>	2	12	4	10	1	6	-
01.12.2018	129	7	<b>9</b>	71	2	43	5	3	21	1	1	20	2	12	4	<b>11</b>	1	6	-
06.12.2018	129	7	9	<b>72</b>	2	43	5	3	21	1	1	20	2	12	4	11	1	<b>5</b>	-
31.12.2018	129	<b>6</b>	9	72	2	43	5	3	21	1	1	20	2	12	4	11	1	<b>6</b>	-
11.01.2019	129	<b>7</b>	9	72	2	43	5	3	21	1	1	20	2	12	4	11	1	<b>5</b>	-
04.03.2019	129	7	9	72	2	43	5	3	21	1	1	<b>19</b>	2	12	4	11	1	<b>6</b>	-
05.03.2019	129	7	9	72	2	43	5	3	21	1	1	<b>20</b>	2	12	4	11	1	<b>5</b>	-
04.04.2019	129	7	<b>8</b>	72	2	43	5	3	21	1	1	20	2	12	4	11	1	<b>6</b>	-
30.04.2019	129	7	8	<b>71</b>	2	43	5	3	21	1	1	<b>21</b>	2	12	4	11	1	6	-
15.05.2019	129	7	8	71	2	43	5	3	21	1	1	<b>20</b>	2	12	4	<b>12</b>	1	6	-
29.05.2019	129	7	8	<b>70</b>	2	43	5	3	21	1	1	<b>21</b>	2	12	4	12	1	6	-
14.06.2019	129	7	8	70	2	<b>42</b>	5	3	21	1	1	21	2	12	4	12	1	<b>7</b>	-
26.06.2019	<b>130</b>	7	8	70	2	42	5	3	21	1	1	21	2	12	4	12	1	<b>6</b>	-
01.07.2019	130	7	8	70	2	42	5	3	21	1	-	21	2	12	4	12	1	<b>7</b>	-
04.07.2019	130	7	8	70	2	42	5	3	<b>22</b>	1	-	21	2	12	4	12	1	<b>6</b>	-
28.08.2019	130	7	8	<b>69</b>	2	42	5	3	22	1	-	21	2	12	4	12	1	<b>7</b>	-
03.09.2019	130	7	8	<b>70</b>	2	42	5	3	22	1	-	21	2	12	4	12	1	<b>6</b>	-

- 16 octobre 2018 : Mme Marie-Noëlle LIENEMANN (Paris) se rattache administrativement au groupe communiste républicain citoyen et écologiste ;
- 17 octobre 2018 : Mme Sophie TAILLÉ-POLIAN (Val de Marne) s'apparente au groupe socialiste et républicain ;
- 4 novembre 2019 : à la suite de la cessation de ses fonctions ministérielles le mercredi 3 octobre 2018, reprise du mandat de sénateur de M. Gérard COLLOMB (Rhône) qui ne figure sur la liste d'aucun groupe, le mandat de M. Gilbert-Luc DEVINAZ (socialiste et républicain) ayant cessé le samedi 3 novembre à minuit ;
- 17 novembre 2018 : à la suite de la cessation de ses fonctions ministérielles le mardi 16 octobre 2018, reprise du mandat de sénateur de M. Jacques MÉZARD (Cantal) qui adhère au groupe du Rassemblement Démocratique et Social européen, le mandat de Mme Josiane COSTES (Rassemblement Démocratique et Social européen) ayant cessé le vendredi 16 novembre à minuit ;
- 17 novembre 2018 : remplacement de M. Didier GUILLAUME (Rassemblement Démocratique et Social européen - Drôme), à la suite de la nomination à la fonction de ministre de l'agriculture et de l'alimentation, par M. Bernard BUIS qui adhère au groupe La République En Marche ;
- 1<sup>er</sup> décembre 2018 : M. Robert LAUFOAULU (Ratt. Les Républicains - Îles Wallis et Futuna) adhère au groupe Les Indépendants - République et Territoires ;
- 5 décembre 2018 : remplacement de M. Gérard COLLOMB (ne figure sur la liste d'aucun groupe - Rhône), à la suite de la fin de plein droit de son mandat de sénateur, par M. Gilbert-Luc DEVINAZ, qui ne figure sur la liste d'aucun groupe.
- 6 décembre 2018 : M. Gilbert-Luc DEVINAZ (Rhône) adhère au groupe socialiste et républicain ;
- 31 décembre 2018 : remplacement de M. Gérard CORNU, démissionnaire de son mandat de sénateur d'Eure-et-Loir, par Mme Françoise RAMOND, qui ne figure sur la liste d'aucun groupe ;
- 11 janvier 2019 : Mme Françoise RAMOND (Eure-et-Loir) s'apparente au groupe Les Républicains ;
- 4 mars 2019 : remplacement de M. François PILLET (Les Républicains - Cher), nommé membre du Conseil constitutionnel, par Mme Marie-Pierre RICHER qui se rattache administrativement au groupe Les Républicains ;
- 4 mars 2019 : remplacement de M. Jacques MÉZARD (Rassemblement Démocratique et Social européen - Cantal), nommé membre du Conseil constitutionnel, par Mme Josiane COSTES qui ne figure sur la liste d'aucun groupe ;
- 5 mars 2019 : Mme Josiane COSTES (Cantal) adhère au groupe du Rassemblement Démocratique et Social européen ;
- 4 avril 2019 : Mme Fabienne KELLER (Bas-Rhin) cesse d'être rattachée au groupe Les Républicains pour figurer sur la liste des sénateurs n'appartenant à aucun groupe ;
- 30 avril 2019 : M. Henri CABANEL (Hérault) adhère au groupe du Rassemblement Démocratique et Social européen ;
- 15 mai 2019 : M. Franck MENONVILLE (Meuse) adhère au groupe Les Indépendants - République et Territoires ;
- 29 mai 2019 : M. Éric JEANSANNETAS (Creuse) adhère au groupe du Rassemblement Démocratique et Social européen ;

- 14 juin 2019 : Mme Sylvie GOY-CHAVENT (Ain) cesse d'appartenir au groupe Union Centriste pour figurer sur la liste des sénateurs n'appartenant à aucun groupe ;
- 24 juin 2019 : remplacement de Mme Fabienne KELLER (ne figure sur la liste d'aucun groupe), démissionnaire de son mandat de sénatrice du Bas-Rhin, par Mme Esther SITTLER, qui ne figure sur la liste d'aucun groupe ;
- 26 juin 2019 : Mme Esther SITTLER (Bas-Rhin) adhère au groupe Les Républicains ;
- 1<sup>er</sup> juillet 2019 : remplacement de M. Robert NAVARRO (La République En Marche), démissionnaire de son mandat de sénateur de l'Hérault, par Mme Agnès CONSTANT qui ne figure sur la liste d'aucun groupe ;
- 4 juillet 2019 : Mme Agnès CONSTANT (Hérault) adhère au groupe La République En Marche ;
- 28 août 2019 : remplacement de M. Philippe MADRELLE (Gironde), décédé, par M. Hervé GILLÉ qui ne figure sur la liste d'aucun groupe ;
- 3 septembre 2019 : M. Hervé GILLÉ (Gironde) adhère au groupe socialiste et républicain.

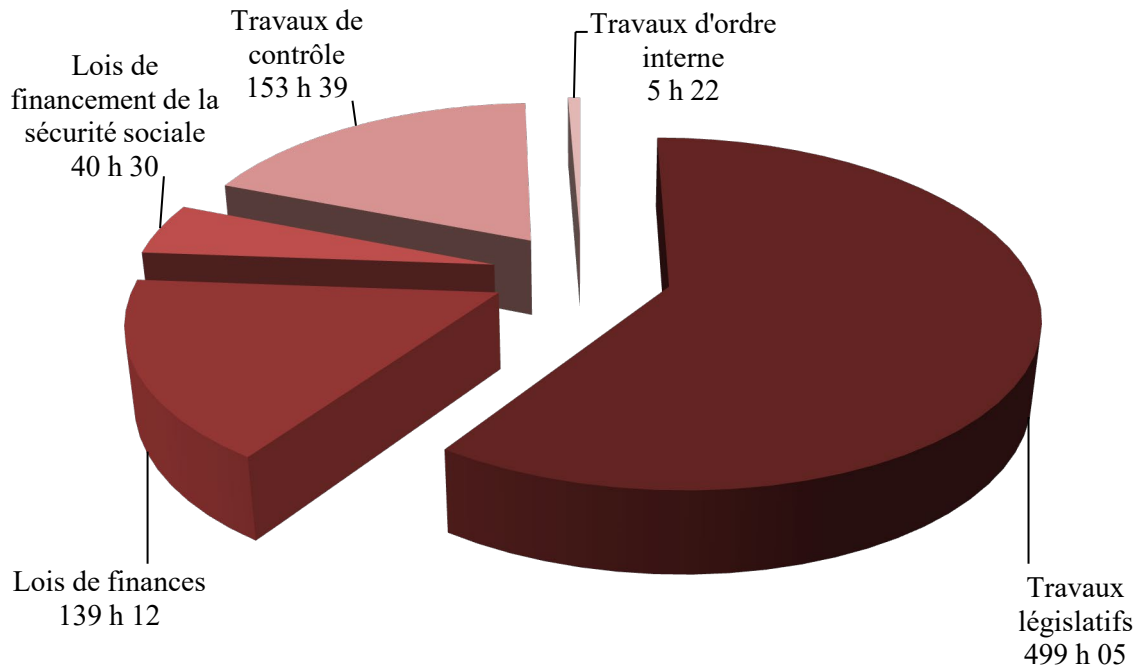
## L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2018-2019

### I. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT

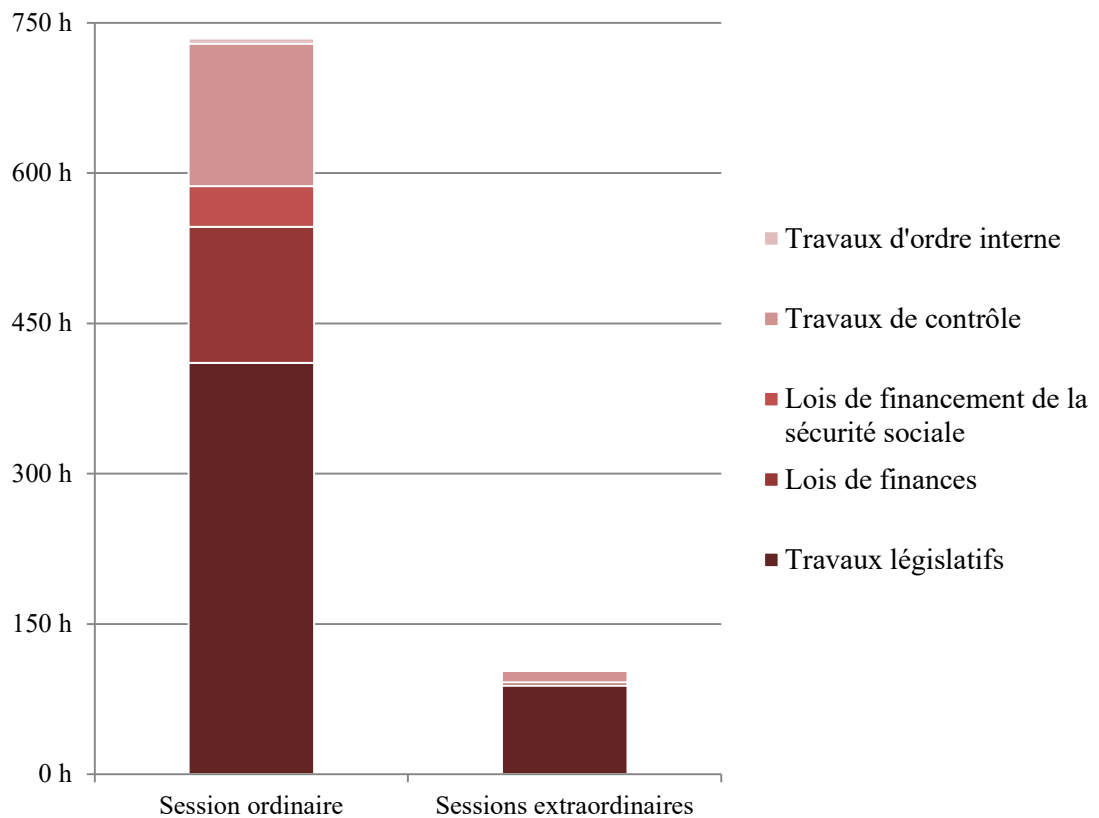
#### A. SÉANCE PUBLIQUE : NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES, DURÉE DES TRAVAUX SELON LEUR NATURE

SESSIONS		Session ordinaire de 2018-2019	Sessions extraordinaires de 2019-2020	TOTAL
SEANCE	Semaines	33	5	38
	Jours	110	15	125
TRAVAUX LEGISLATIFS (hors PLF/PLFSS)	OJ Gouv.	281 h 12	88 h 32	369 h 44
	OJ Sénat	129 h 21	-	129 h 21
	<b>Sous-total</b>	<b>410 h 33</b>	<b>88 h 32</b>	<b>499 h 05</b>
LOIS DE FINANCES	LFI (toutes lectures)	132 h 41	-	132 h 41
	Autres	3 h 04	3 h 26	6 h 31
	<b>Sous-total</b>	<b>135 h 45</b>	<b>3 h 26</b>	<b>139 h 12</b>
LOIS DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	LFSS	40 h 30	-	40 h 30
	LFSS rect.	-	-	-
	<b>Sous-total</b>	<b>40 h 30</b>	<b>-</b>	<b>40 h 30</b>
TRAVAUX DE CONTROLE	QO	29 h 02	6 h 25	35 h 27
	QOAD	-	-	-
	QAG	32 h 34	4 h 58	37 h 32
	Débats d'initiative sénatoriale	52 h 53	-	52 h 53
	Débats européens	8 h 15	-	8 h 15
	Déclarations et messages	9 h 58	-	9 h 58
	PPR 34-1	6 h 04	-	6 h 04
	PPR européenne	3 h 28	-	3 h 28
	<b>Sous-total</b>	<b>142 h 16</b>	<b>11 h 23</b>	<b>153 h 39</b>
TRAVAUX D'ORDRE INTERNE	Divers	5 h 16	0 h 05	5 h 22
<b>TOTAL Général</b>		<b>734 h 23</b>	<b>103 h 27</b>	<b>837 h 50</b>

### Répartition des heures de séance par nature des travaux Année parlementaire 2018-2019



### Activité par session

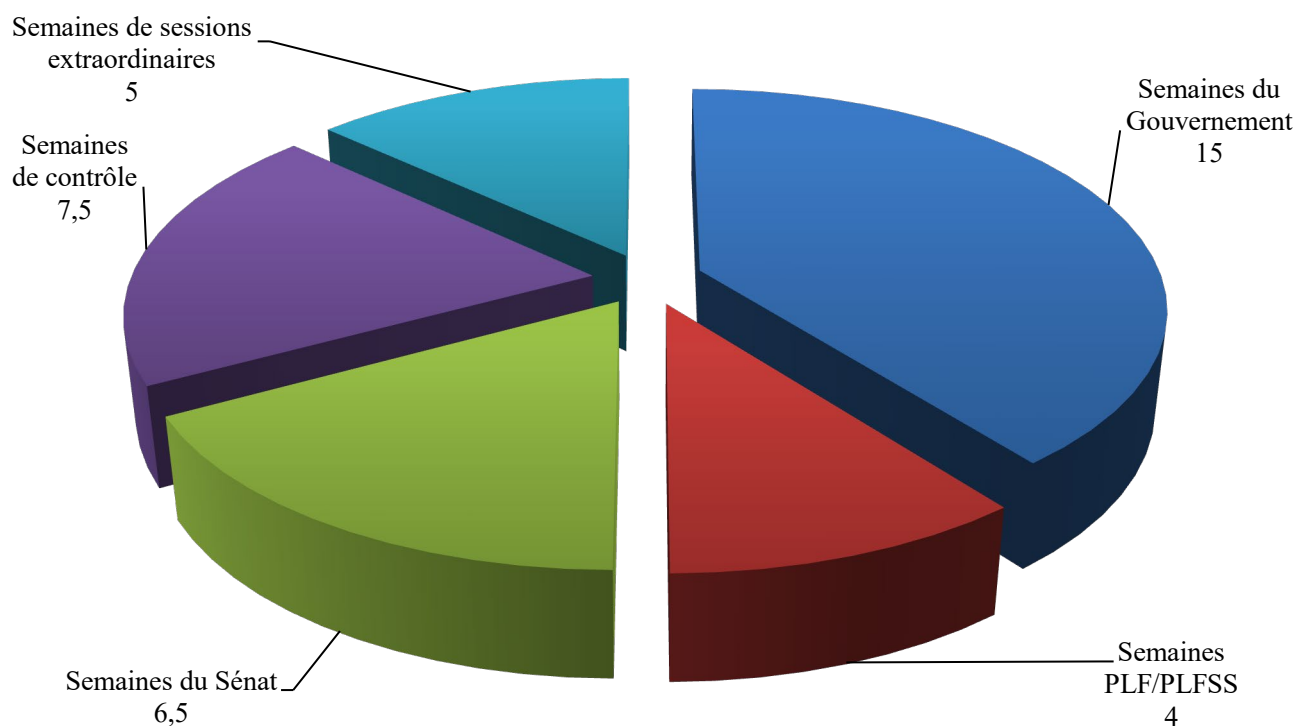




## B. RÉPARTITION DES SEMAINES DE SÉANCE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SÉNAT

### Partage des semaines d'ordre du jour Gouvernement/Sénat en 2018-2019

Semaines de séance publique	2018-2019	2017-2018
<b>Semaines de séance en session ordinaire</b>	<b>33</b>	<b>33</b>
Semaines gouvernementales	<b>19</b>	<b>19</b>
• <i>dont semaines du Gouvernement</i>	15	15
• <i>dont semaines PLF/PLFSS</i>	4	4
Semaines sénatoriales	<b>14</b>	<b>14</b>
• <i>dont semaines sénatoriales de contrôle</i>	7,5	6,5
• <i>dont semaines du Sénat</i>	6,5	7,5
<b>Semaines de séance en sessions extraordinaires</b>	<b>5</b>	<b>6</b>



**C. ACTIVITÉ DU SÉNAT, HORS ORDRE DU JOUR GOUVERNEMENTAL**

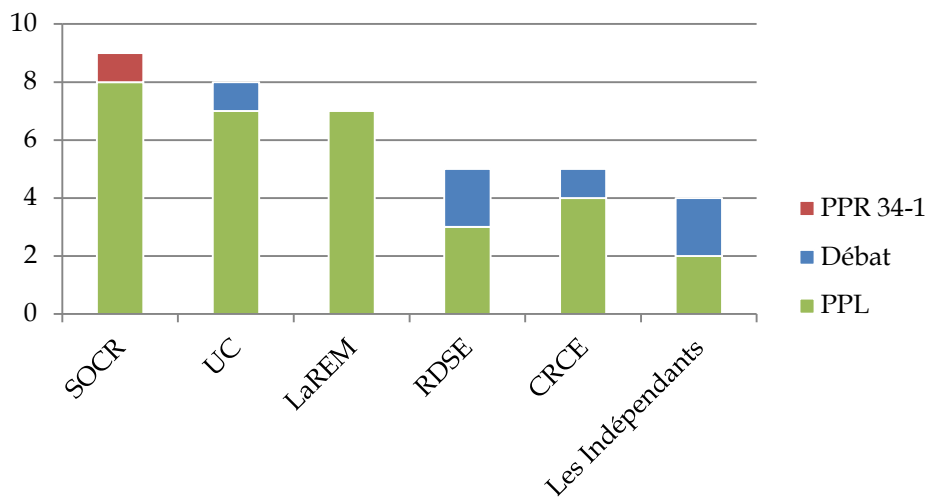
**1. Ordre du jour des « espaces réservés »**

Date	Groupe	Sujet	Durée	Sort si texte
24.10.2018	CRCE	PPL (S) - Suppression de la prise en compte des revenus dans l'AAH	1 h 38	Rejet
		Débat : « Dette publique, dette privée : héritage et nécessité ? »	1 h 19	-
25.10.2018	Union centriste	PPL (S) - Reconnaissance des proches aidants	2 h 42	Adoption
		Débat : « La scolarisation des enfants en situation de handicap »	1 h 22	-
21.11.2018	RDSE	Débat : « La ruralité, une chance pour la France »	1 h 22	-
		PPL (S) - Désertification bancaire des territoires ruraux	2 h 43	Adoption
21.11.2018	LaREM	PPLO (S) - Élection des sénateurs	1 h 54	Rejet
		PPL (S) - Pneumatiques usagés dans les terrains de sport synthétique	1 h 21	Adoption
12.12.2018	Socialiste et républicain	PPR 34-1 - Création de paiements pour services environnementaux rendus par les agriculteurs	1 h 30	Rejet
		PPL (S) - Funérailles républicaines	2 h 00	Rejet
12.12.2018	Les Indépendants	PPL (S) - Déclaration d'un préavis de grève pour les contrôleurs aériens	1 h 45	Adoption
		Débat : « Emplois non pourvus en France : quelles réponses ? quelles actions ? »	1 h 31	-
23.01.2019	Union centriste	PPL (S) - Aménagement du permis à point	2 h 13	Rejet
		PPL (AN) - Santé visuelle des personnes âgées ( <i>Législation en commission</i> )	0 h 47	Adoption définitive
24.01.2019	Socialiste et républicain	PPL (S) - Représentation des petites communes au sein des conseils communautaires	2 h 20	Adoption
		PPL (S) - Droit voisin au profit des agences de presse	1 h 40	Adoption
20.02.2019	RDSE	PPL (S) - Désenclavement des territoires ruraux	2 h 17	Adoption

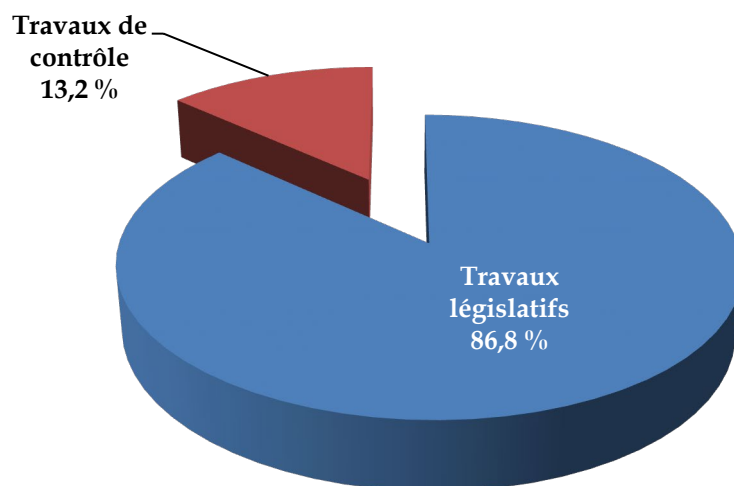
Date	Groupe	Sujet	Durée	Sort si texte
		Débat : « L'hydrogène, une énergie d'avenir »	1 h 20	-
21.02.2019	Union centriste	PPL (AN) - Lutte contre le démarchage téléphonique	2 h 37	Adoption
		PPL (AN) - Prise en charge des cancers pédiatriques	1 h 13	Adoption définitive
06.03.2019	LaREM	PPL (AN) - Engagement associatif	2 h 35	Adoption
		PPL (AN) - Protection des activités agricoles et culture marines	1 h 21	Adoption
06.03.2019	Socialiste et républicain	PPL (S) - Sécurité des sapeurs-pompiers ( <i>Législation en commission</i> )	0 h 53	Adoption
		PPL (S) - Violences éducatives ordinaires	1 h 39	Adoption
07.03.2019	CRCE	PPL (S) - Nationalisation des sociétés concessionnaires	2 h 15	Rejet
		PPL (S) - Interdiction des LBD	1 h 45	Rejet
03.04.2019	Socialiste et républicain	PPL (S) - Qualité et origine des produits agricoles	4 h 02	Adoption
04.04.2019	Union centriste	PPL (S) - Actionnariat des sociétés publiques locales et des SEM	1 h 31	Adoption
		PPL (S) - Interdiction vente des drapeaux des associations d'anciens combattants	1 h 20	Adoption
02.05.2019	LaREM	PPL (AN) - Droit de résiliation sans frais des complémentaires santé	2 h 19	Adoption
		PPL (S) - Clarification de diverses dispositions du droit électoral	1 h 47	Examen non achevé (adoption le 26 juin 2019)
		PPLO (S) - Clarification de diverses dispositions du droit électoral		
02.05.2019	Socialiste et républicain	PPL (S) - Reconnaissance du crime d'écocide	2 h 36	Rejet
		PPL (S) - Affectation des avoirs issus de la corruption transnationale	1 h 24	Adoption
09.05.2019	Les Indépendants	PPL (S) - Renforcer les synergies entre les conseils municipaux et communautaires	3 h 10	Adoption
		Débat sur le mécénat territorial au service des projets de proximité	0 h 54	-

Date	Groupe	Sujet	Durée	Sort si texte
12.06.2019	CRCE	PPL (S) - Statut de l' élu communal	3 h 58	Examen non achevé
13.06.2019	RDSE	PPL (S) - Médiateur territorial	1 h 24	Adoption

### Répartition par nature de sujet selon l'auteur de l'inscription



### Répartition horaire par catégorie de sujets des points inscrits à l'ordre du jour



## 2. Ordre du jour des semaines sénatoriales de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques<sup>2</sup>

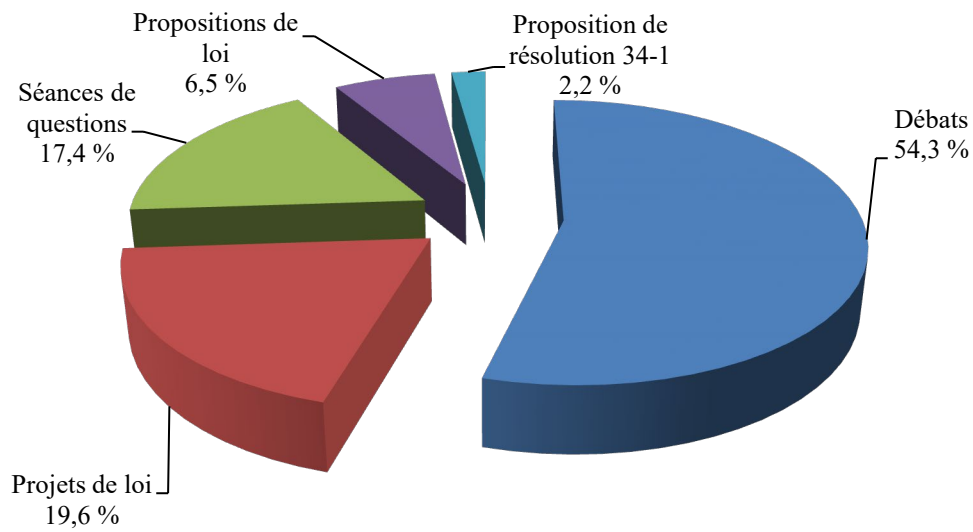
Date de séance	Sujet	Nom de l'auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
<b>Première semaine de contrôle</b>				
02.10.2018	Proposition de résolution en application de l'article 34-1 C sur le pastoralisme	Mme Sophie PRIMAS (Les Républicains)	Président du Sénat	1 h 30
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	0 h 58
	Proposition de loi relative à la désignation aléatoire des comités de protection des personnes	Assemblée nationale	Groupes Les Républicains et Union centriste	0 h 48
	Débat sur la politique énergétique	-	Groupe Les Républicains	1 h 37
03.10.2018	Débat sur la réforme du baccalauréat	-	Commission de la culture, de l'éducation et de la communication	1 h 36
	Débat sur la politique industrielle et l'avenir de notre industrie	-	Mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays	1 h 31
<b>Deuxième semaine de contrôle</b>				
30.10.2018	Explications de vote et vote sur l'ensemble de la proposition de loi relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des SDIS	Mme Catherine TROENDLÉ (Les Républicains)	Groupe Les Républicains	0 h 42
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	0 h 58
	Débat sur : « La crise migratoire : quelle gestion européenne ? »	-	Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, et commission des affaires européennes	1 h 49
31.10.2018	Débat sur le préjudice représenté, pour les entreprises françaises, par la surtransposition du droit européen	-	Commission des affaires européennes et délégation sénatoriale aux entreprises	1 h 26
	Débat sur le financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées	-	Commission des affaires sociales	1 h 33

<sup>2</sup> Hors espaces réservés.

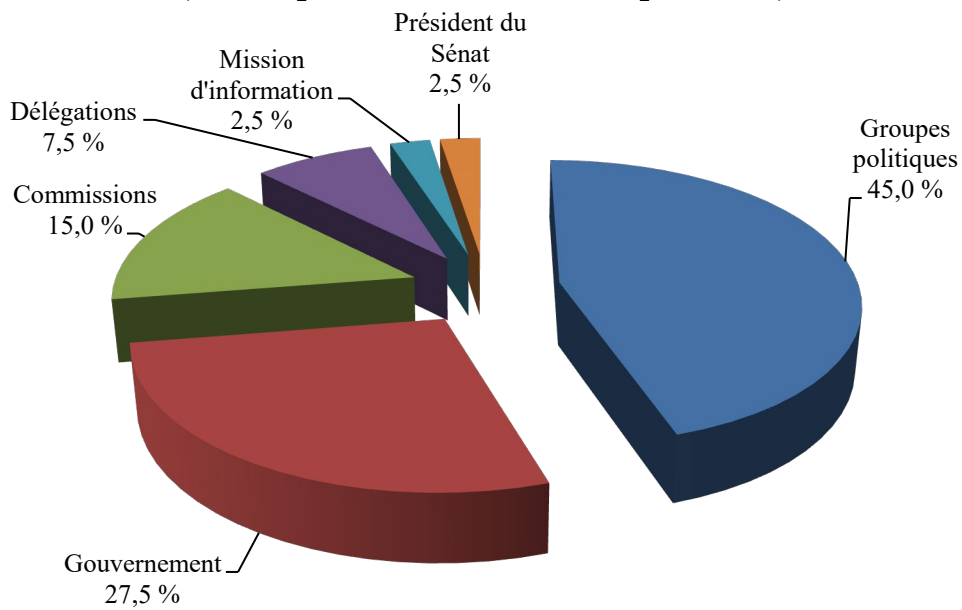
Date de séance	Sujet	Nom de l'auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
<b>Troisième semaine de contrôle</b>				
19.11.2018	Projet de loi de finances rectificative pour 2018	Gouvernement	Gouvernement	2 h 03
20.11.2018	Questions orales	-	-	3 h 07
	Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019	Gouvernement	Gouvernement	1 h 04
	Débat sur la diplomatie climatique de la France à l'aune de la COP 24	-	Groupe Les Républicains	1 h 33
	Explications de vote puis vote des groupes sur la proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans	Mme Catherine MORIN-DESAILLY (Union centriste)	Commission de la culture, de l'éducation et de la communication	0 h 59
	Débat sur : « Les conditions de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global (CETA) »	-	Groupe CRCE	1 h 31
<b>Quatrième semaine de contrôle</b>				
15.01.2019	Débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie	-	Groupe Les Républicains	1 h 45
	Débat sur la gouvernance des grands groupes coopératifs agricoles	-	Groupe Union centriste	1 h 24
	Débat sur les mobilités du futur	-	Délégation sénatoriale à la prospective	1 h 42
16.01.2019	Débat sur le thème : « Quelle politique d'attractivité de la France à l'égard des étudiants internationaux ? »	-	Groupe SOCR	1 h 34
	Débat sur le thème : « Après un an d'application, bilan et évaluation de Parcoursup »	-	Groupe CRCE	1 h 33
	Débat sur la solidarité intergénérationnelle	-	Délégation sénatoriale à la prospective	1 h 29
17.01.2019	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 04
	Débat sur le retrait britannique de l'Union européenne	-	Groupe Les Républicains	1 h 39
	Conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne	Gouvernement	Gouvernement	0 h 51
<b>Cinquième semaine de contrôle</b>				
19.02.2019	Explications de vote et vote des groupes sur l'ensemble du projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française et sur le projet de loi portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française	Gouvernement	Gouvernement	0 h 54

Date de séance	Sujet	Nom de l'auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 01
20.02.2019	Débat sur la fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics	-	Groupe Les Républicains	1 h 48
<b>Sixième semaine de contrôle</b>				
02.04.2019	Explications de vote des groupes et scrutin public solennel sur l'ensemble du projet de loi, modifié par lettre rectificative, d'orientation des mobilités	Gouvernement	Gouvernement	1 h 03
	Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2019	-	Gouvernement	1 h 59
	Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace	Gouvernement	Gouvernement	4 h 41
03.04.2019	Débat sur les enjeux d'une politique industrielle européenne	-	Groupe Les Républicains	1 h 36
	Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace	Gouvernement	Gouvernement	3 h 24
04.04.2019	Questions d'actualité au Gouvernement	-	Gouvernement	1 h 02
	Projet de loi relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace	Gouvernement	Gouvernement	2 h 11
<b>Septième semaine de contrôle</b>				
29.04.2019	Débat sur le projet de programme de stabilité pour 2019-2023	-	Commission des finances	1 h 51
30.04.2019	Débat sur la zone euro	-	Groupe Les Républicains	1 h 41
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 01
	Débat sur le thème : « Quelle politique de lutte contre la pollution et le recyclage du plastique et, plus généralement, quelle utilisation du plastique en France ? »	-	Groupe SOCR	1 h 39
<b>Huitième semaine de contrôle</b>				
27.05.2019	Projet de loi pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet	Gouvernement	Gouvernement	7 h 46
28.05.2019	Débat sur l'avenir du cinéma français	-	Groupe Les Républicains	1 h 38
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	0 h 53
	Débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel	-	Groupe Les Républicains	1 h 33
29.05.2019	Débat sur le thème : « La lutte contre la fraude à la TVA transfrontalière »	-	Groupe RDSE	1 h 31
29.05.2019	Débat sur le thème : « Le cannabis, un enjeu majeur de santé publique »	-	Groupe CRCE	1 h 14

**Semaines de contrôle 2018-2019**  
**Répartition du temps de séance selon la nature des sujets**  
**(hors espaces réservés)**

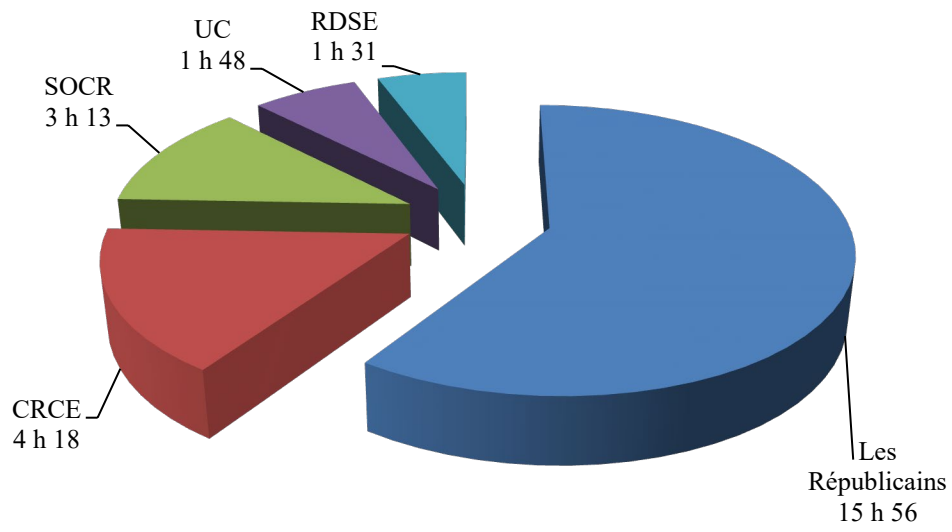


**Semaines de contrôle 2018-2019**  
**Répartition des sujets par auteur de la demande d'inscription**  
**(hors espaces réservés et hors questions)**





**Semaines de contrôle 2018-2019**  
**Répartition des heures de séance par groupe auteur de la demande d'inscription**  
**(hors espaces réservés)**



### 3. Ordre du jour des semaines d'initiative sénatoriale<sup>3</sup>

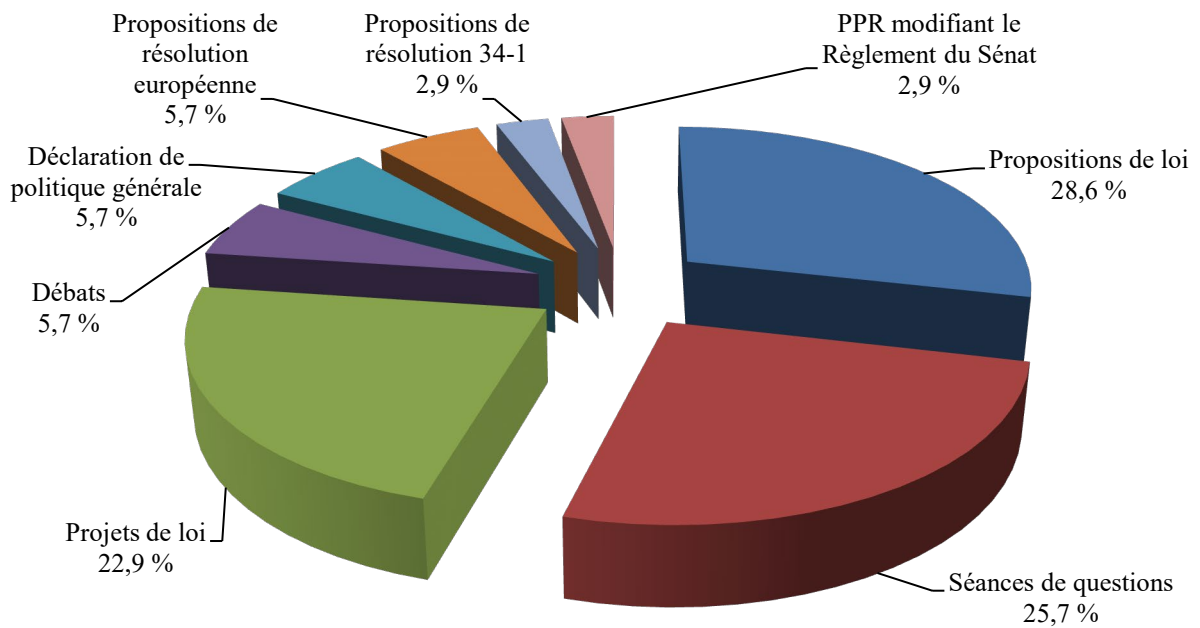
Date de séance	Sujet	Nom de l'auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
<b>Première semaine d'initiative</b>				
23.10.2018	Questions orales	-	-	3 h 20
	Explications de vote et scrutin public solennel sur le projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et sur le projet de loi organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions	Gouvernement	Gouvernement	1 h 02
	Proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs	M. Bruno RETAILLEAU	Groupe Les Républicains	3 h 03
	Deuxième lecture de la proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites	M. Jean-Claude CARLE	Groupe Les Républicains	1 h 58
25.10.2018	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 02
<b>Deuxième semaine d'initiative</b>				
11.12.2018	Proposition de résolution, en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à préserver l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public	M. Bruno RETAILLEAU	Groupe Les Républicains	1 h 26
	Proposition de loi visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires	Mme Françoise GATEL	Groupe UC	3 h 30
13.12.2018	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 06
<b>Troisième semaine d'initiative</b>				
22.01.2019	Questions orales	-	-	3 h 12
	Proposition de résolution européenne, en application de l'article 73 <i>quinquies</i> du Règlement, sur l'appui de l'Union européenne à la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle à dimension internationale en Irak	M. Bruno RETAILLEAU	Groupe Les Républicains	1 h 34
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	0 h 55

<sup>3</sup> Hors espaces réservés.

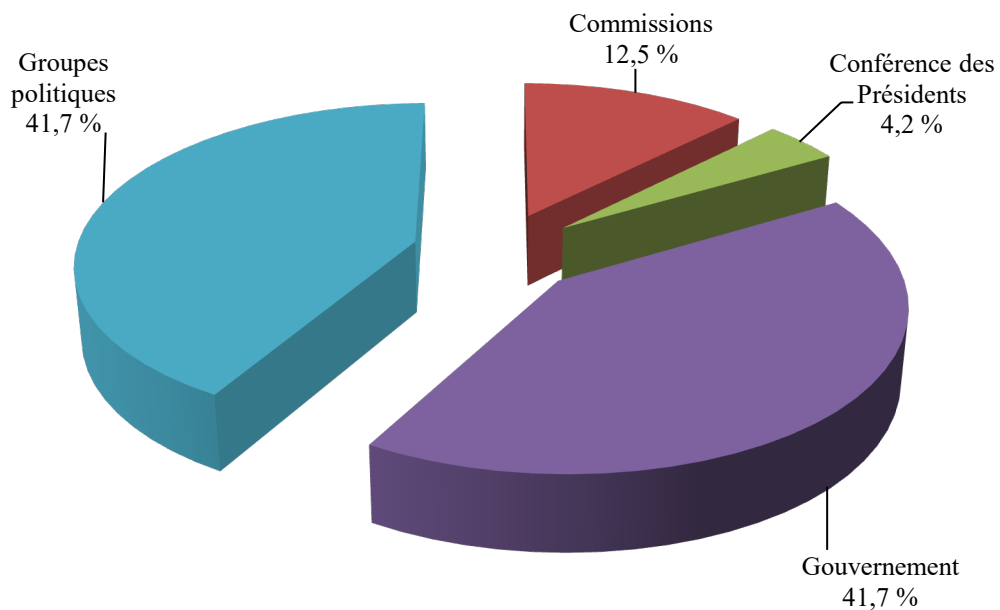
Date de séance	Sujet	Nom de l'auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
	Explications de vote puis vote sur la proposition de loi organique tendant à actualiser les dispositions applicables aux élections organisées à l'étranger et sur la proposition de loi tendant à améliorer le régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France et les conditions d'exercice des mandats électoraux de leurs membres ( <i>législation en commission</i> )	M. Christophe-André FRASSA	Commission des lois	0 h 52
	Proposition de loi relative aux articles 91 et 121 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique	Mme Sophie PRIMAS	Groupe Les Républicains	1 h 46
<b>Quatrième semaine d'initiative</b>				
05.03.2019	Explications de vote et vote sur la proposition de loi visant à fournir une information aux patientes sur la reconstruction mammaire en cas de mastectomie ( <i>législation en commission</i> )	Mme Catherine DEROCHE, MM. Alain MILON et Bruno RETAILLEAU	Groupe Les Républicains	0 h 52
	Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux	M. Bruno GILLES	Groupe Les Républicains	1 h 57
07.03.2019	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 01
<b>Cinquième semaine d'initiative</b>				
26.03.2019	Projet de loi d'orientation des mobilités	Gouvernement	Gouvernement	6 h 59
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	0 h 54
27.03.2019	Projet de loi d'orientation des mobilités	Gouvernement	Gouvernement	8 h 46
28.03.2019	Trois conventions internationales examinées selon la procédure simplifiée	Gouvernement	Gouvernement	0 h 02
	Projet de loi d'orientation des mobilités	Gouvernement	Gouvernement	6 h 19
<b>Sixième semaine d'initiative</b>				
07.05.2019	Explications de vote et vote sur la proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs de police du maire dans la lutte contre l'introduction et la propagation des espèces toxiques envahissantes ( <i>législation en commission</i> )	Mme Agnès CANAYER	Groupe Les Républicains	0 h 53
	Proposition de résolution européenne, au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 <i>quater</i> du Règlement, sur la réforme de la politique agricole commune	M. Daniel GREMILLET, Mme Pascale GRUNY, MM. Claude HAUT et Franck MONTAUGÉ	Commission des affaires économiques et commission des affaires européennes	1 h 53

Date de séance	Sujet	Nom de l'auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	0 h 59
	Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois	M. Franck MONTAUGÉ	Conférence des Présidents	1 h 09
09.05.2019	Débat sur le thème : « La caducité du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union européenne rendra-t-elle une autonomie budgétaire aux États membres ? »	-	Groupe CRCE	1 h 20
<b>Septième semaine d'initiative</b>				
	Explications de vote sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé	Gouvernement	Gouvernement	2 h 02
	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 01
11.06.2019	Explications de vote et vote sur la proposition de loi visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales ( <i>législation en commission</i> )	M. François-Noël BUFFET	Commission des lois	0 h 44
	Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux	M. Bruno GILLES	Groupe Les Républicains	3 h 31
12.06.2019	Lecture d'une déclaration de politique générale	-	Gouvernement	1 h 18
13.06.2019	Déclaration de politique générale	-	Gouvernement	2 h 47

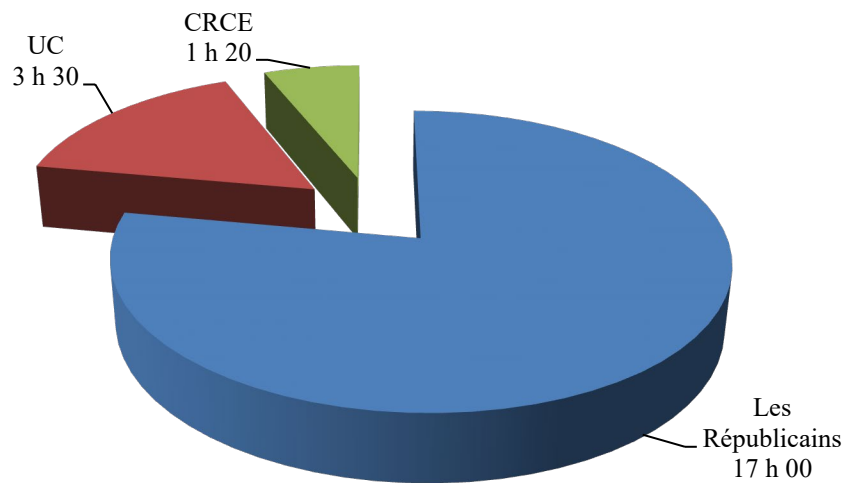
### Semaines d'initiative 2018-2019 Répartition du temps de séance selon la nature des sujets



### Semaines du Sénat 2018-2019 Répartition du nombre d'inscriptions à l'ordre du jour par auteur de la demande (hors espaces réservés et hors questions)



**Semaines du Sénat 2018-2019**  
**Répartition des heures de séance par groupe auteur de la demande d'inscription**  
**(hors espaces réservés)**



**4. Ordre du jour à l'initiative du Sénat dans les semaines réservées au Gouvernement<sup>4</sup>**

Date d'examen	Sujet	Origine de la demande d'inscription	Temps de séance
07.02.2019	Présentation du rapport annuel de la Cour des comptes	Conférence des Présidents	0 h 53
13.03.2019	Proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants	Groupe UC	0 h 47
	Débat sur « La juste mesure du bénévolat dans la société française »	Groupe UC	1 h 30
14.03.2019	Débat sur le thème : « Le bilan des dispositifs de soutien aux territoires ruraux les plus fragiles »	Groupe RDSE	1 h 27
	Débat sur la précarité énergétique des ménages	Groupe CRCE	1 h 26
	Proposition de résolution, en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour soutenir la lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines	Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	1 h 37

<sup>4</sup> Hors sujets d'ordre interne

Date d'examen	Sujet	Origine de la demande d'inscription	Temps de séance
18.06.2019	Proposition de résolution visant à clarifier et actualiser le Règlement du Sénat	Président du Sénat	3 h 43
26.06.2019	Suite de l'examen de la proposition de loi de la proposition de loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral	Groupe LaREM	1 h 56

### 5. « Superpriorité » gouvernementale<sup>5</sup>

Date de la séance	Semaine	Sujet	Auteur	Temps de séance
<u>Année parlementaire 2018-2019</u>				
Néant				

### 6. Discussion immédiate

#### a) Demande

Date de la demande de discussion immédiate	Texte inscrit en discussion immédiate	Origine de la demande de discussion immédiate	Durée de discussion	Position du Gouvernement	Décision du Sénat
<u>Année parlementaire 2018-2019</u>					
Néant					

---

<sup>5</sup> Examen dans les semaines réservées au Sénat des projets de loi de finances, des projets de loi de financement de la sécurité sociale, ainsi que, hors des semaines réservées au contrôle, des textes transmis depuis six semaines au moins, des projets de loi relatifs aux états de crise et des demandes d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger (article 48, alinéa 3 de la Constitution).

*b) Discussion*

Date de la demande de discussion immédiate	Texte inscrit en discussion immédiate	Demande de discussion immédiate	Durée de discussion	Position du Gouvernement	Décision du Sénat
<u>Année parlementaire 2018-2019</u>					
Néant					

***D. MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE<sup>6</sup>***

Date	Objet	Durée
<u>Année parlementaire 2018-2019</u>		
Néant		

---

<sup>6</sup> Depuis la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, l'article 18 de la Constitution dispose que le Président de la République « peut prendre la parole devant le Parlement réuni à cet effet en Congrès. Sa déclaration peut donner lieu, hors sa présence, à un débat qui ne fait l'objet d'aucun vote. » Avant 2008, le Président de la République ne pouvait adresser que des messages écrits au Parlement. Cette faculté a été utilisée pour la première fois par M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, le 22 juin 2009 à 15 heures.



**E. RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE EN SÉANCE PUBLIQUE**

	<b>Session ordinaire</b>	<b>Sessions extraordinaires</b>	<b>Année parlementaire</b>
<b>Gouvernement</b>	24 %	22,3 %	23,8 %
<b>Commissions</b>	16,6 %	14,9 %	16,4 %
<b>Non pris en compte et intervenants divers</b>	0,1 %	-	0,1 %
<b>Sénateurs</b>	59,3 %	62,9 %	59,7 %
<i>dont groupe Les Républicains</i>	15,2 %	13,1 %	14,9 %
<i>dont groupe socialiste et républicain</i>	13,9 %	14,5 %	14,0 %
<i>dont groupe UC</i>	7 %	8,3 %	7,2 %
<i>dont groupe LaREM</i>	4,4 %	4,2 %	4,3 %
<i>dont groupe du RDSE</i>	5,2 %	8,0 %	5,6 %
<i>dont groupe CRCE</i>	9,5 %	11,2 %	9,7 %
<i>dont groupe Les Indépendants</i>	3,2 %	3,3 %	3,2 %
<i>dont NI</i>	0,9 %	0,2 %	0,8 %

## II. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT

### A. PROJETS DE LOI DÉPOSÉS EN PREMIER LIEU SUR LE BUREAU DU SÉNAT

**Les 24 projets de loi  
(hors conventions internationales)  
déposés en premier lieu sur le Bureau du Sénat  
au cours de l'année parlementaire 2018-2019**

Date de dépôt	Projet de loi
03.10.2018	Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne*
03.10.2018	Suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français*
10.10.2018	Ratification de l'ordonnance n° 2018-361 du 16 mai 2018 relative à la distribution d'assurances
17.10.2018	Ratification de l'ordonnance n° 2018-310 du 27 avril 2018 relative à l'exercice par les avocats inscrits aux barreaux d'États non membres de l'Union européenne de l'activité de consultation juridique et de rédaction d'actes sous seing privé pour autrui
30.10.2018	Ratification de deux ordonnances prises sur le fondement du 1° du I de l'article 109 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI <sup>e</sup> siècle
26.11.2018	Orientation des mobilités*
12.12.2018	Modification du statut d'autonomie de la Polynésie française (PJLO)*
12.12.2018	Diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française*
16.01.2019	Ratification de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation
27.02.2019	Compétences de la Collectivité européenne d'Alsace*
27.02.2019	Ratification de l'ordonnance n° 2018-1135 du 12 décembre 2018 portant diverses dispositions relatives à la gestion de l'infrastructure ferroviaire et à l'ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire de voyageurs
10.04.2019	Modernisation de la distribution de la presse*
24.04.2019	Ratification de l'ordonnance n° 2019-59 du 30 janvier 2019 relative à l'exercice et au transfert, à titre expérimental, de certaines missions dans le réseau des chambres d'agriculture
29.05.2019	Ratification de l'ordonnance n° 2019-183 du 11 mars 2019 relative au cadre de fixation des redevances liées à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire ainsi qu'à l'élaboration et à l'actualisation du contrat entre l'État et SNCF Réseau

Date de dépôt	Projet de loi
12.06.2019	Ratification de l'ordonnance n° 2019-207 du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024*
25.06.2019	Ratification de l'ordonnance n° 2019-235 du 27 mars 2019 relative aux dispositions pénales et de procédure pénale du code de l'urbanisme de Saint-Martin
25.06.2019	Ratification de l'ordonnance n° 2019-361 du 24 avril 2019 relative à l'indépendance des activités de conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et au dispositif de certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques
03.07.2019	Ratification de l'ordonnance n° 2019-363 du 24 avril 2019 étendant les pouvoirs de police judiciaire des agents mentionnés à l'article L. 205-1 du code rural et de la pêche maritime et à l'article L. 511-3 du code de la consommation
10.07.2019	Ratification de l'ordonnance n° 2019-414 du 7 mai 2019 modifiant la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative à la lutte contre la piraterie et aux modalités de l'exercice par l'État de ses pouvoirs de police en mer
10.07.2019	Lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire*
17.07.2019	Engagement dans la vie locale et proximité de l'action publique
24.07.2019	Ratification de l'ordonnance n° 2019-501 du 22 mai 2019 portant simplification de la procédure d'élaboration et de révision des schémas de raccordement au réseau des énergies renouvelables
11.09.2019	Ratification de l'ordonnance n° 2019-700 du 3 juillet 2019 relative aux entrepreneurs de spectacles vivants
27.09.2019	Ratification de l'ordonnance n° 2019-698 du 3 juillet 2019 portant mise en cohérence des dispositions législatives des codes et lois avec celles du code de commerce dans leur rédaction résultant de l'ordonnance n° 2019-359 du 24 avril 2019 portant refonte du titre IV du livre IV du code de commerce relatif à la transparence, aux pratiques restrictives de concurrence et aux autres pratiques prohibées

\* Textes examinés en séance publique par le Sénat en 2018-2019.

**B. TEXTES ADOPTÉS PAR LE SÉNAT**

**1. Bilan législatif**

*a) Projets et propositions de loi déposés*

Sessions	Projets de loi déposés			Propositions de loi		
	Déposés en 1 <sup>er</sup> lieu		Total	Déposées en 1 <sup>er</sup> lieu		Total
	À l'AN	Au Sénat		À l'AN	Au Sénat	
Session ordinaire	23	17	40	344	136	480
Sessions extraordinaires	15	7	22	88	27	115
<b>TOTAL</b>	<b>38</b>	<b>24</b>	<b>62</b>	<b>432</b>	<b>163</b>	<b>595</b>

*b) Projets et propositions de loi définitivement adoptés (50)<sup>7</sup> (Hors conventions)*

Sessions	Lois issues de projets de loi déposés			Lois issues de propositions de loi déposées		
	au Sénat	à l'AN	TOTAL	au Sénat	à l'AN	TOTAL
Session ordinaire	6	8	14	6	9	15
Sessions extraordinaires	2	9	11	6	4	10
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>	<b>17</b>	<b>25</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>25</b>

<sup>7</sup> 22 conventions définitivement adoptées soit un total de 72 textes définitivement adoptés.

*c) Projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales examinées au Sénat (29)*

Dates	Procédure simplifiée		Procédure normale			Total conventions examinées	
	nombre	durée	nombre	durée	orateurs <sup>8</sup>	nombre	durée
11.10.2018	2	0 h 02	-	-	-	2	0 h 02
08.11.2018	3	0 h 03	-	-	-	3	0 h 03
17.12.2018	-	-	1	1 h 08	7	1	1 h 08
31.01.2019	2	0 h 02	-	-	-	2	0 h 02
07.02.2019	2	0 h 01	-	-	-	2	0 h 01
14.02.2019	1	0 h 01	1	1 h 23 <sup>9</sup>	8	2	1 h 24
28.03.2019	3	0 h 02	-	-	-	3	0 h 02
22.05.2019	2	0 h 03	-	-	-	2	0 h 03
20.06.2019	1	0 h 01	1	0 h 56	7	2	0 h 57
03.07.2019	-	-	1	2 h 00 <sup>10</sup>	9	1	2 h 00
	<b>16</b>	<b>0 h 15</b>	<b>4</b>	<b>5 h 27</b>	<b>31</b>	<b>20</b>	<b>5 h 42</b>

**Liste des conventions examinées par le Sénat  
au cours de l'année parlementaire 2018-2019**

Dépôt	Procédure	Convention	Date d'examen
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>			
AN	simplifiée	autorisant l'adhésion au protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, adopté à New York le 31 mai 2001	11.10.2018
AN	simplifiée	autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier	11.10.2018
Sénat	simplifiée	autorisant la ratification du protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques	08.11.2018
AN	simplifiée	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine relatif à la mobilité des jeunes	08.11.2018

<sup>8</sup> Hors Gouvernement, commissions et discussion des motions.

<sup>9</sup> Y compris la discussion d'une motion tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité

<sup>10</sup> Y compris la discussion d'une motion tendant à opposer la question préalable

Dépôt	Procédure	Convention	Date d'examen
Sénat	simplifiée	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Autorité européenne des marchés financiers relatif au siège de l'Autorité et à ses privilèges et immunités sur le territoire français	08.11.2018
Sénat	normale	autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts	17.12.2018
Sénat	simplifiée	autorisant l'approbation de l'accord entre la France et l'Albanie relatif à la coopération dans le domaine de la défense et de l'accord de coopération en matière de défense entre la France et Chypre	31.01.2019
Sénat	simplifiée	autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la Suisse portant modification de l'annexe 1 à la convention du 13 septembre 1965 relative à l'extension en territoire français du domaine de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire	31.01.2019
AN	simplifiée	autorisant la ratification de l'accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part	07.02.2019
AN	simplifiée	autorisant la ratification de l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part	07.02.2019
Sénat	simplifiée	autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part	14.02.2019
AN	normale	autorisant l'approbation de la décision 2018/994 du Conseil du 13 juillet 2018 modifiant l'acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la décision 76/787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976 ( <i>procédure accélérée</i> )	14.02.2019
Sénat	simplifiée	autorisant la ratification du protocole additionnel à la Charte européenne de l'autonomie locale sur le droit de participer aux affaires des collectivités locales	28.03.2019
Sénat	simplifiée	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à leur coopération dans le domaine de la mobilité terrestre	28.03.2019
AN	simplifiée	autorisant l'approbation des accords France-République dominicaine et France-Nicaragua relatifs à l'emploi des conjoints des agents et aux activités professionnelles salariées des membres des familles du personnel des missions officielles	28.03.2019
Sénat	simplifiée	autorisant l'approbation d'accords entre la France et la Principauté de Monaco	22.05.2019
Sénat	simplifiée	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie relatif à l'emploi des membres de la famille des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre	22.05.2019

Dépôt	Procédure	Convention	Date d'examen
Sénat	simplifiée	autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier ( <i>procédure accélérée</i> )	20.06.2019
AN	normale	autorisant l'approbation des accords-cadres sur la coopération sanitaire transfrontalière entre le Gouvernement de la République française, le Conseil fédéral suisse et le Grand-Duché de Luxembourg ( <i>procédure accélérée</i> )	20.06.2019
<b><u>Sessions extraordinaires 2018-2019</u></b>			
Sénat	normale	autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes ( <i>procédure accélérée</i> )	03.07.2019

Sur ces 20 projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales examinés au Sénat en 2018-2019, **14 ont été définitivement adoptés par le Parlement** (8 déposés à l'Assemblée nationale et 6 déposés au Sénat).

En tout, ce sont **22 projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales qui ont été adoptés définitivement** pendant l'année 2018-2019.

## 2. Propositions de loi sénatoriales

### a) Tableaux récapitulatifs

#### 163 propositions de loi déposées par les sénateurs en 2018-2019

	Les Républicains	Socialiste et républicain	UC	RDSE	LaREM	CRCE	Les Indépendants	NI	Signataires de plusieurs groupes	TOTAL
2018-2019	34	18	12	9	7	14	6	19	44	163

**Propositions de loi examinées au Sénat en 2018-2019**

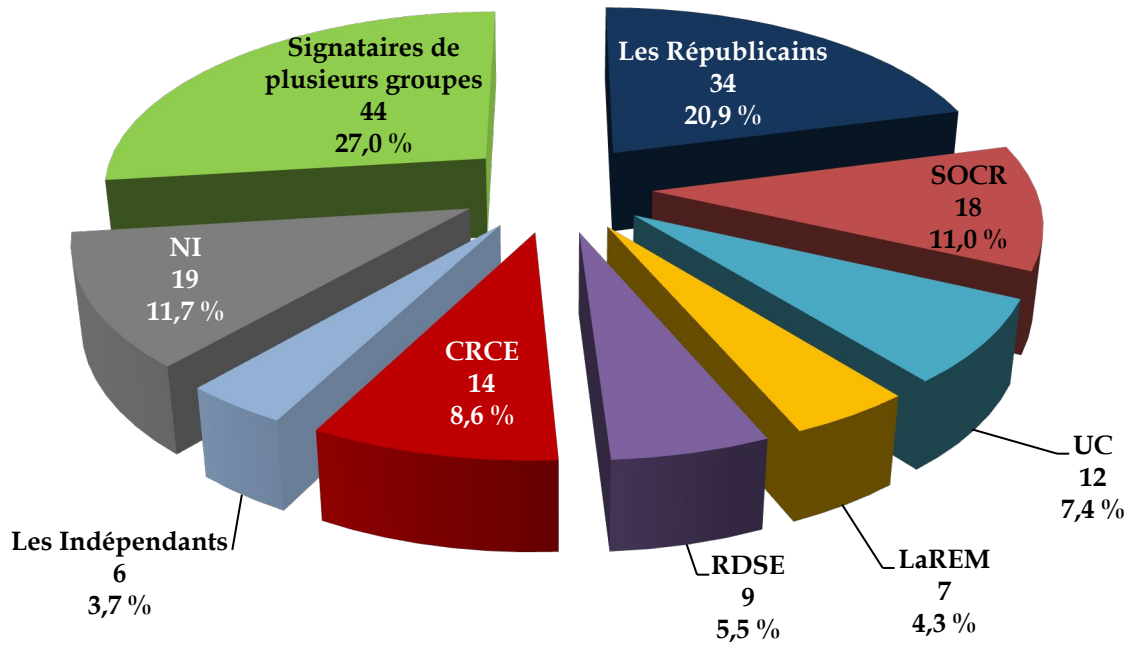
SESSION ORDINAIRE										
	Les Républicains	Socialiste et républicain	UC	RDSE	LaREM	CRCE	Les Indépendants	Signataires de plusieurs groupes	TOTAL	PPL AN
PPL examinées	6	7	-	3	4	4	1	14	39	14
<i>rejetées</i>	-	1	-	-	1	3	-	1	6	1
<i>rejetées par QP</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
<i>examen non achevé</i>	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-
<i>adoptées</i>	6	6	-	3	3	-	1	13	32	11
SESSIONS EXTRAORDINAIRES										
PPL examinées	-	-	-	-	1	-	-	-	1	4
<i>adoptées</i>	-	-	-	-	1	-	-	-	1	4

**Propositions de loi adoptées définitivement par le Parlement  
lors de l'année parlementaire 2018-2019**

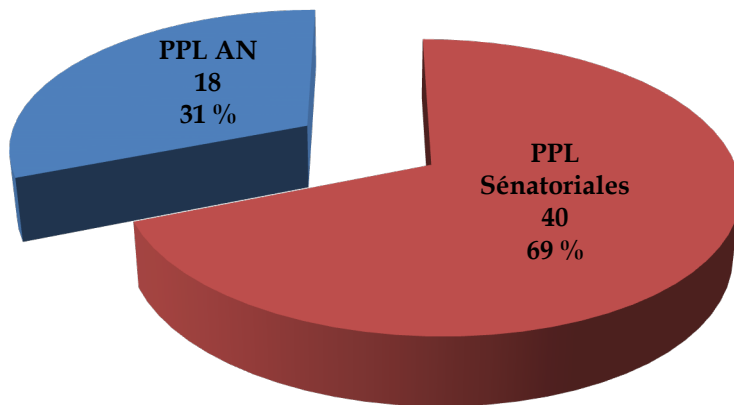
SESSION ORDINAIRE											
	Les Républicains	Socialiste et républicain	UC	RDSE	LaREM	CRCE	Les Indépendants	NI	Signataires de plusieurs groupes	TOTAL	PPL AN
PPL adoptées définitivement	3	-	-	-	-	-	-	-	3	6	9
SESSIONS EXTRAORDINAIRES											
PPL adoptées définitivement	-	1	-	1	1	-	-	-	3	6	4



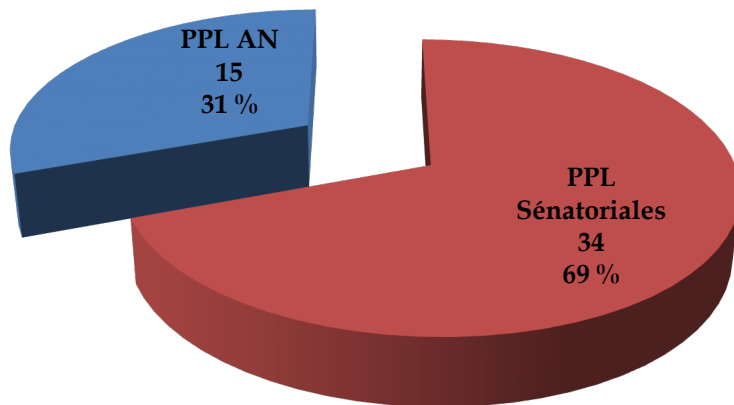
### 163 propositions de loi déposées au Sénat



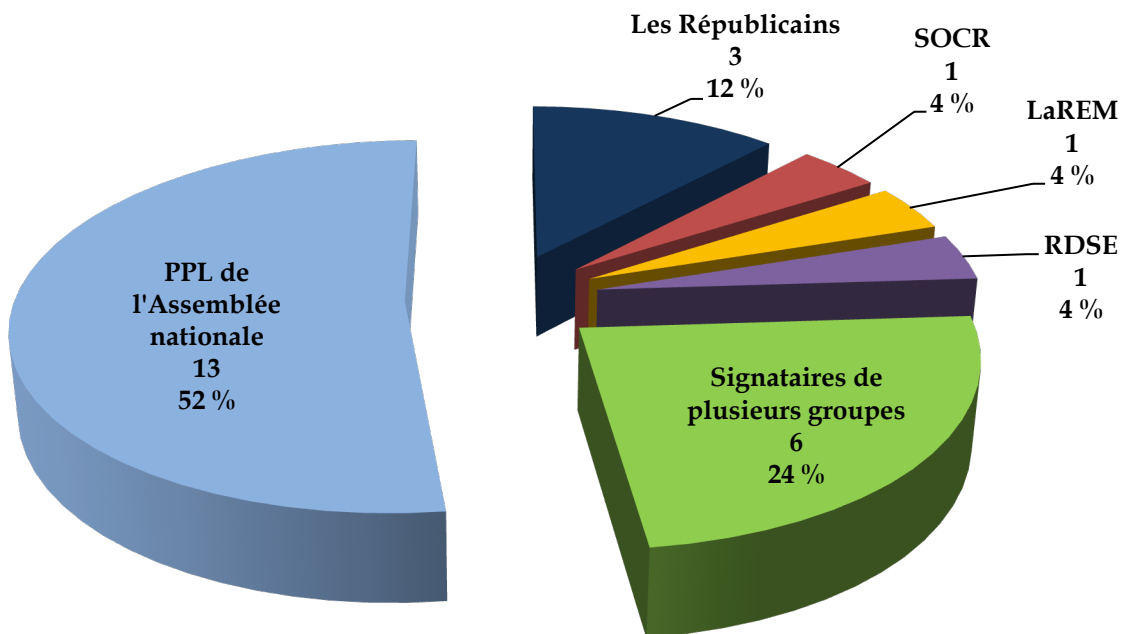
### 58 propositions de loi examinées par le Sénat



### 45 propositions de loi adoptées par le Sénat



### 25 propositions de loi définitivement adoptées



*b) Propositions de loi sénatoriales définitivement adoptées (12)*

<b>Proposition de loi...</b>	<b>Premier signataire</b>	<b>Commission saisie</b>	<b>Adoption définitive</b>
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>			
Soutien aux collectivités territoriales et à leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage	M. Jean-Claude CARLE (Les Républicains)	Lois	23.10.2018
Réforme de la caisse des Français de l'étranger	M. Jean-Yves LECONTE (SOCR)	Affaires sociales	12.12.2018
Prévention des violences lors des manifestations et sanction de leurs auteurs	M. Bruno RETAILLEAU (Les Républicains)	Lois	12.03.2019
Représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des SDIS	Mme Catherine TROENDLÉ (Les Républicains)	Lois	26.03.2019
Actionnariat des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte	M. Hervé MARSEILLE (UC)	Lois	09.05.2019
Reconnaissance des proches aidants	Mme Jocelyne GUIDEZ (UC)	Affaires sociales	09.05.2019
<b><u>Sessions extraordinaires 2018-2019</u></b>			
Création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires	M. Jean-Claude REQUIER (RDSE)	Aménagement du territoire	09.07.2019
Nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (PPLO)	MM. Hervé MAUREY (UC) et Jean-Claude REQUIER (RDSE)	Aménagement du territoire	09.07.2019
Simplification, clarification et actualisation du code de commerce	M. Thani MOHAMED SOILHI (LaREM)	Lois	10.07.2019
Possibilité pour conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales	M. François-Noël BUFFET (Les Républicains)	Lois	08.07.2019
Droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse	M. David ASSOULINE (SOCR)	Culture	23.07.2019

Proposition de loi...	Premier signataire	Commission saisie	Adoption définitive
Adaptation de l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires	Mme Françoise GATEL (UC)	Lois	24.07.2019

*c) Propositions de loi sénatoriales soumises pour avis au Conseil d'État*

Date de la saisine	Texte concerné	Premier signataire	Commission saisie	Suites
<b><u>Année parlementaire 2018-2019</u></b>				
03.10.2018	Proposition de loi portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires	M. Jean-Claude REQUIER	Aménagement du territoire	Avis du 25.10.2018
03.10.2018	Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes	M. Vincent DELAHAYE et Mme Valérie LETARD	Lois	Avis du 20.12.2018

### 3. Décisions de rejet émises par le Sénat sur l'ensemble des propositions de loi issues de l'Assemblée nationale et des projets de loi

**Total textes rejetés : 10**  
**2 PJJ et 1 PPL AN rejetés en première lecture**  
**5 PJJ et 2 PPL AN rejetés en nouvelle lecture**

Texte en discussion	Auteur	Niveau de lecture	Mode de rejet	Date
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>				
Proposition de loi relative à la lutte la manipulation de l'information	M. Richard FERRAND (LaREM)	Nouvelle lecture	Question préalable	06.11.2018
Proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information	M. Richard FERRAND (LaREM)	Nouvelle lecture	Question préalable	06.11.2018
Projet de loi de finances rectificative pour 2018	Gouvernement	1 <sup>ère</sup> lecture	Rejet de l'ensemble du texte	19.11.2018
Projet de loi de finances rectificative pour 2018	Gouvernement	Nouvelle lecture	Question préalable	27.11.2018
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019	Gouvernement	Nouvelle lecture	Question préalable	29.11.2018
Proposition de loi instituant des funérailles républicaines	M. Bruno LE ROUX (SER)	1 <sup>ère</sup> lecture	Rejet de l'ensemble du texte	12.12.2018
Projet de loi de finances initiale pour 2019	Gouvernement	Nouvelle lecture	Question préalable	19.12.2018
Projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises	Gouvernement	Nouvelle lecture	Question préalable	09.04.2019
Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018	Gouvernement	1 <sup>ère</sup> lecture	Rejet de l'ensemble du texte	18.06.2019
<b><u>Session extraordinaire 2018-2019</u></b>				
Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018	Gouvernement	Nouvelle lecture	Rejet de tous les articles du texte	23.07.2019

## C. MODALITÉS D'ADOPTION DES TEXTES

### 1. Commissions spéciales

Date de création	Texte concerné	Initiative	Opposition
<b><u>Année parlementaire 2017-2018</u></b>			
25.09.2019	PJL relatif à la croissance et la transformation des entreprises	Président du Sénat	-
25.09.2019	PJL habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne	Président du Sénat	-
25.09.2019	PJL portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français	Président du Sénat	-

### 2. Procédures accélérées

#### a) Procédures accélérées engagées (45)

Date d'engagement de la procédure accélérée	Texte concerné
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>	
03.10.2018	PJL (S) habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne
03.10.2018	PJL (S) portant suppression de sur-transpositions de directives européennes en droit français
04.10.2018	PPL (S) portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires
05.10.2018	PPL (S) relative à la représentation des personnels administratifs, techniques et spécialisés au sein des conseils d'administration des services départementaux d'incendie et de secours
17.10.2018	PPLO (S) relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires
30.10.2018	PJL (AN) autorisant l'approbation de la décision 2018/994 du Conseil du 13 juillet 2018 modifiant l'acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la décision 76/787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976

Date d'engagement de la procédure accélérée	Texte concerné
08.11.2018	PPL (AN) visant à sécuriser l'exercice des praticiens diplômés hors Union européenne
14.11.2018	PJL (AN) portant création de l'AFB-ONCFS, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement
14.11.2018	PJLO (AN) modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution
26.11.2018	PJL (S) d'orientation des mobilités
05.12.2018	PJL (AN) pour une école de la confiance
12.12.2018	PJL (S) portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française
12.12.2018	PJLO (S) portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française
17.12.2018	PPL (AN) relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte
19.12.2018	PJL (AN) portant mesures d'urgence économiques et sociales
13.02.2019	PJL (AN) relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé
20.02.2019	<i>Lettre rectificative au projet de loi d'orientation des mobilités</i>
27.02.2019	PJL (S) relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace
01.03.2019	PPL (AN) relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé
06.03.2019	PJL (AN) portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés
13.03.2019	PPL (AN) visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles
27.03.2019	PJL (AN) de transformation de la fonction publique
02.04.2019	PPL (AN) relative à la création du Centre national de la musique
09.04.2019	PPL (AN) visant à renforcer l'accompagnement des jeunes majeurs vulnérables vers l'autonomie
10.04.2019	PJL (S) relatif à la modernisation de la distribution de la presse
24.04.2019	PJL (AN) pour la restauration et la conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet
24.04.2019	PJL (AN) relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019
30.04.2019	PJL (AN) relatif à l'énergie et au climat
02.05.2019	PPL (AN) visant à lutter contre la haine sur internet

Date d'engagement de la procédure accélérée	Texte concerné
15.05.2019	PJL (AN) de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018
22.05.2019	PJL (S) autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier
06.06.2019	PPL (AN) visant à homologuer des peines d'emprisonnement en Nouvelle-Calédonie
07.06.2019	PJL (S) autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes
12.06.2019	<i>Lettre rectificative au projet de loi relatif à l'énergie et au climat</i>
12.06.2019	PJL (S) portant ratification de l'ordonnance n° 2019-207 du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024
25.06.2019	PJL (S) ratifiant l'ordonnance n° 2019-362 du 24 avril 2019 relative à la coopération agricole
<b><u>Sessions extraordinaires 2018-2019</u></b>	
01.07.2019	PPL (AN) relative à la Polynésie française
03.07.2019	PJL (S) autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part
10.07.2019	PJL (S) relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire
17.07.2019	PJL (S) autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord
17.07.2019	PJL (S) relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique
21.08.2019	PJL (S) ratifiant l'ordonnance n° 2019-235 du 27 mars 2019 relative aux dispositions pénales et de procédure pénale du code de l'urbanisme de Saint-Martin
11.09.2019	PJL (AN) portant ratification de l'ordonnance n° 2019-610 du 19 juin 2019 portant harmonisation de la terminologie du droit de l'armement dans le code de la défense et le code de la sécurité intérieure et portant diverses dispositions de coordination
11.09.2019	<i>Lettre rectificative au projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique</i>
16.09.2019	PPL (AN) visant à agir contre les violences faites aux femmes



*b) Opposition à la procédure accélérée*

Date	Auteur de la demande	Texte concerné	Décision de la Conférence des Présidents	Suite à l'Assemblée nationale
<b><u>Année parlementaire 2018-2019</u></b>				
-	-	-	-	-

**3. Motions déposées au cours de l'année parlementaire 2018-2019**

Nature de la motion	Session ordinaire	Sessions extraordinaires	TOTAL
Exception d'irrecevabilité (dont adoptées)	9 (1)	1 -	<b>10</b> <b>(1)</b>
Question préalable (dont adoptées)	19 (6)	1 -	<b>20</b> <b>(6)</b>
Renvoi en commission (dont adoptées)	3 (1)	- -	<b>3</b> <b>(1)</b>
Préjudicielle (dont adoptées)	-	-	-
Référendaire (dont adoptées)	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>31</b> <b>(8)</b>	<b>2</b> -	<b>33</b> <b>(8)</b>

*a) Motions de procédure déposées*

Date de dépôt	Texte	Nature	Premier signataire	Statut
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>				
18.10.2018	PPLO relative à la lutte contre la manipulation de l'information (nouvelle lecture)	QP	M. Jean-Christophe FRASSA (lois)	Adoptée
25.10.2018	PPL relative à la lutte contre la manipulation de l'information (nouvelle lecture)	QP	Mme Catherine MORIN-DESAILLY (Culture)	Adoptée
25.10.2018	PPL relative à la lutte contre la manipulation de l'information (nouvelle lecture)	EI	M. Patrick KANNER (SOCR)	Rejetée

Date de dépôt	Texte	Nature	Premier signataire	Statut
31.10.2018	PJL habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne	EI	M. Jean Louis MASSON (NI)	Rejetée
31.10.2018	PJL habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne	QP	M. Jean Louis MASSON (NI)	Rejetée
12.11.2018	PLFSS pour 2019	EI	Mme Éliane ASSASSI (CRCE)	Rejetée
21.11.2018	PLF pour 2019	QP	Mme Éliane ASSASSI (CRCE)	Rejetée
27.11.2018	PLFR pour 2018 ( <i>nouvelle lecture</i> )	QP	M. Albéric de MONTGOLFIER (finances)	Adoptée
29.11.2018	PLFSS pour 2019 ( <i>nouvelle lecture</i> )	QP	M. Jean-Marie VANLERENBERGHE (affaires sociales)	Adoptée
19.12.2018	PLF pour 2019 ( <i>nouvelle lecture</i> )	QP	M. Albéric de MONTGOLFIER (finances)	Adoptée
21.12.2018	PJL portant mesures d'urgence économiques et sociales	EI	Mme Éliane ASSASSI (CRCE)	Rejetée
28.01.2019	PJL relatif à la croissance et la transformation des entreprises	QP	M. Fabien GAY (CRCE)	Rejetée
12.02.2019	PJL de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice ( <i>nouvelle lecture</i> )	QP	M. Jean Louis MASSON (NI)	Rejetée
14.02.2019	PJL autorisant l'approbation de la décision modifiant l'acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct	EI	M. Jean Louis MASSON (NI)	Rejetée
14.02.2019	PPL relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte	QP	M. Jean Louis MASSON (NI)	Rejetée
22.02.2019	PPL visant à améliorer la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux	Renvoi en commission	Mme Dominique ESTROSI SASSONE (affaires économiques)	Adoptée
06.03.2019	PPL visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations ( <i>deuxième lecture</i> )	EI	M. Patrick KANNER (SOCR)	Rejetée
06.03.2019	PPL visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations ( <i>nouvelle lecture</i> )	QP	Mme Éliane ASSASSI (CRCE)	Rejetée

Date de dépôt	Texte	Nature	Premier signataire	Statut
12.03.2019	PJL relatif à l'orientation des mobilités	QP	Mme Éliane ASSASSI (CRCE)	Rejetée
20.03.2019	PJL relatif à l'orientation des mobilités (sur plusieurs amendements)	EI	M. Didier MANDELLI (Aménagement du territoire)	Adoptée
27.03.2019	PJL relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace	EI	M. François GROSDIDIER (Les Républicains)	Rejetée
27.03.2019	PJL relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace	Renvoi en commission	M. François GROSDIDIER (Les Républicains)	Rejetée
27.03.2019	PJL relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace	QP	M. François GROSDIDIER (Les Républicains)	Retirée avant séance
01.04.2019	PJL relatif à la croissance et la transformation des entreprises ( <i>nouvelle lecture</i> )	QP	M. Michel CANEVET, Mme Élisabeth LAMURE et M. Jean-François HUSSON (commission spéciale)	Adoptée
02.04.2019	PJL relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace	QP	M. Jean Louis MASSON (NI)	Rejetée
02.05.2019	PJL pour une école de la confiance	QP	Mme Éliane ASSASSI (CRCE)	Rejetée
15.05.2019	PJL relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019	EI	M. Jean Louis MASSON (NI)	Rejetée
15.05.2019	PJL relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019	Renvoi en commission	M. Jean Louis MASSON (NI)	Rejetée
15.05.2019	PJL relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019	QP	M. Jean Louis MASSON (NI)	Rejetée
28.05.2019	PJL relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé	QP	Mme Laurence COHEN (CRCE)	Rejetée
13.06.2019	PJL relatif à transformation de la fonction publique	QP	Mme Éliane ASSASSI (CRCE)	Rejetée
<b>Sessions extraordinaires 2018-2019</b>				
01.07.2019	PJL autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco allemandes	EI	Mme Marie-Noëlle LIENEMANN (CRCE)	Rejetée

Date de dépôt	Texte	Nature	Premier signataire	Statut
01.07.2019	PJL portant ratification de l'ordonnance relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024	QP	Mme Céline BRULIN (CRCE)	Rejetée

**Récapitulation des motions déposées lors des différentes lectures et adoptées au cours de l'année parlementaire 2018-2019**

		Exceptions d'irrecevabilité		Questions préalables		Renvois en commission		Total	
		déposées	adoptées	déposées	adoptées	déposées	adoptées	déposées	adoptées
1 <sup>ère</sup> lecture	PJL	8	1	11	-	2	-	21	1
	PPL (AN)	-	-	1	-	-	-	1	-
	PPL (S)	-	-	-	-	1	1	1	1
2 <sup>ème</sup> lecture	PJL	-	-	-	-	-	-	-	-
	PPL (AN)	-	-	-	-	-	-	-	-
	PPL (S)	1	-	1	-	-	-	2	-
Nouvelle lecture	PJL	-	-	5	4	-	-	5	4
	PPL (AN)	1	-	2	2	-	-	3	2
	PPL (S)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>PPR</b>		-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>		<b>10</b>	<b>1</b>	<b>20</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>33</b>	<b>8</b>

**b) Motions référendaires**

Date de discussion	Texte en discussion	Premiers signataires	Décision du Sénat	Suite éventuelle à l'Assemblée nationale
<u>Année parlementaire 2018-2019</u>				
Néant				

#### 4. Modalités d'adoption des lois

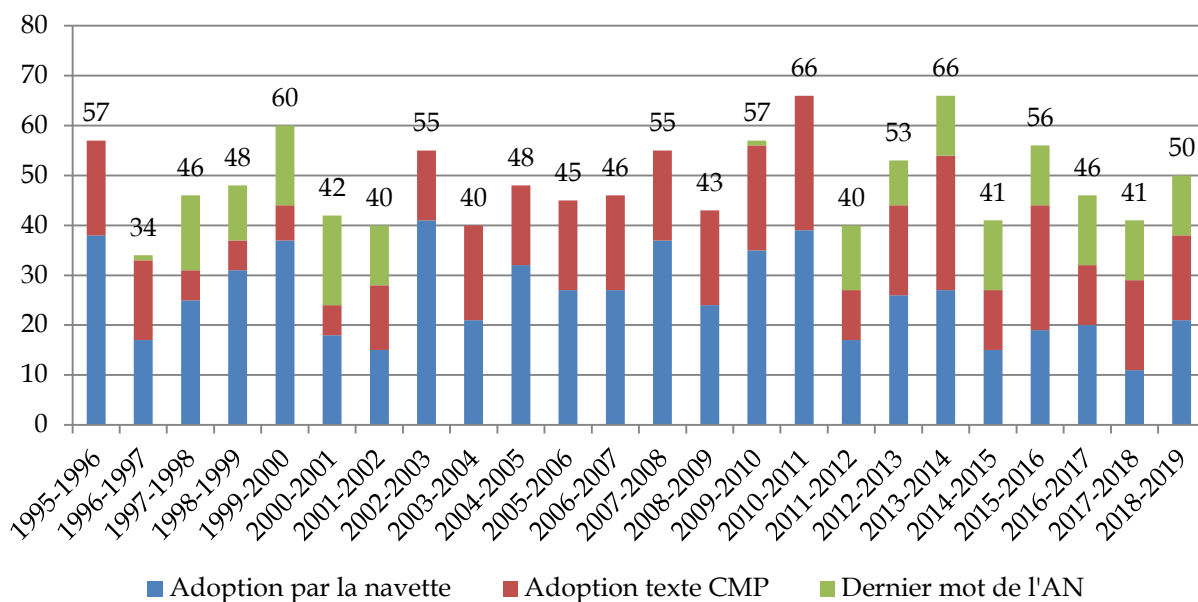
##### a) Tableau récapitulatif

Adoptions définitives du 1 <sup>er</sup> octobre 2018 au 30 septembre 2019		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	Sur rapport CMP	Nouvelle lecture	Décision définitive à l'A.N.	<b>Total</b>
Projets de loi hors conventions	SÉNAT premier dépôt	-	-	-	6	-	2	<b>8</b>
	ASSEMBLÉE NATIONALE premier dépôt	2	-	-	8	-	7	<b>17</b>
Propositions de loi	SÉNAT premier dépôt	4	6	-	1	-	1	<b>12</b>
	ASSEMBLÉE NATIONALE premier dépôt	7	2	-	2	-	2	<b>13</b>
<b>Total hors conventions</b>		<b>13</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>50</b>
Conventions	SÉNAT premier dépôt	<b>15</b>	-	-	-	-	-	<b>15</b>
	ASSEMBLÉE NATIONALE premier dépôt	7	-	-	-	-	-	<b>7</b>
<b>Total conventions</b>		<b>22</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>22</b>
<b>Total tous textes</b>		<b>35</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>72</b>

*b) Comparaisons pluriannuelles*

Année	Total des textes définitivement adoptés (hors conventions)	Adoption par la navette	Adoption textes commission mixte paritaire	Dernier mot de l'Assemblée nationale
1995-1996	57	38	19	(0 %)
1996-1997	34	17	16	1 (2,9 %)
1997-1998	46	25	6	15 (32 %)
1998-1999	48	31	6	11 (22 %)
1999-2000	53	37	7	16 (30 %)
2000-2001	42	18	6	18 (43 %)
2001-2002	40	15	13	12 (30 %)
2002-2003	55	41	14	- (0 %)
2003-2004	40	21	19	- (0 %)
2004-2005	48	32	16	(0 %)
2005-2006	45	27	18	- (0 %)
2006-2007	46	27	19	- (0 %)
2007-2008	55	37	18	- (0 %)
2008-2009	43	24	19	- (0 %)
2009-2010	57	35	21	1 (1,7 %)
2010-2011	66	39	27	- (0 %)
2011-2012	40	17	10	13 (32,5 %)
2012-2013	53	26	18	9 (17 %)
2013-2014	66	27	27	12 (18,2 %)
2014-2015	41	15	12	14 (34,1 %)
2015-2016	56	19	25	12 (21,4 %)
2016-2017	46	20	12	14 (30,4 %)
2017-2018	41	11	18	12 (29,3 %)
2018-2019	50	21	17	12 (24 %)

### Modalités d'adoption des lois (hors conventions)



### 5. Procédure de vote unique

Date	Texte en discussion	Lecture	Dispositions soumises au vote unique	Amendements <sup>11</sup>		Résultat du vote
				retenus	exclus	
<b>Année parlementaire 2018-2019</b>						
<i>Néant</i>						

### 6. Demandes de seconde délibération

Date	Texte en discussion	Auteur de la demande	Objet de la seconde délibération	Position du Gouvernement	Nombre d'amendements	
					déposés	adoptés
<b>Session ordinaire 2018-2019</b>						
29/11/2018	PLF pour 2019	Finances	Article 2 bis B	N/A	1	1
11/12/2018	PLF pour 2019	Gouvernement	Articles 39 et 82	N/A	2	2

<sup>11</sup> Article 42, alinéa 9, du Règlement du Sénat.

11/06/2019	Organisation du système de santé	Affaires sociales	Article 28	Favorable	1	1
<b>Sessions extraordinaires 2018-2019</b>						
Néant						

## 7. Commissions mixtes paritaires

### a) Tableau récapitulatif

Sessions	Adoption définitive du texte CMP			Échec de la procédure CMP		Suite de la procédure	
	Non amendé	Amendé	Total adoption	Sans conclusions	Texte CMP rejeté	Accord en nouvelle lecture	Lecture déf. AN
Session ordinaire	3	2	5	9	-	-	9
Sessions extraordinaires	8	4	12	3	-	-	3
<b>Total année 2018-2019</b>	11	6	17	12	-	-	12



*b) Liste des textes adoptés définitivement en 2018-2019 ayant fait l'objet d'une commission mixte paritaire*

Texte en discussion	Date et résultat de la CMP	Examen du texte de la CMP (ou nouvelle lecture si échec)			Date de l'éventuelle lecture définitive (AN)
		Amendements déposés (si accord CMP)	Décision <sup>12</sup>		
			de l'AN	du Sénat	
<b>Session ordinaire 2018-2019</b>					
PJL (S) relatif à la lutte contre la fraude	04.10.2018 accord	1	10.10.2018 Adop. déf.	09.10.2018	-
PLFR pour 2018	20.11.2018 échec	-	26.11.2018	27.11.2018 Rejet QP	28.11.2018
PLFSS pour 2019	20.11.2018 échec	-	28.11.2018	29.11.2018 Rejet QP	03.12.2018
PLF pour 2019	12.12.2018 échec	-	18.12.2018	19.12.2018 Rejet QP	20.12.2018
PJL (S) de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice	13.12.2018 échec	-	23.01.2019	12.02.2019 Adoption	18.02.2019
PJLO (S) relatif au renforcement de l'organisation des juridictions	13.12.2018 échec	-	23.01.2019	12/02/2019 Adoption	20.02.2019
PJL (S) habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne	18.12.2018 accord	-	16.01.2019	17.01.2019 Adop. déf.	-
PJL (AN) relatif à la croissance et la transformation des entreprises	20.02.2019 échec	-	15.03.2019	09.04.2019 Rejet QP	11.04.2019
PPL (S) portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires	03.04.2019 échec	-	21.05.2019	20.06.2019 Adoption	09.07.2019
PPLO (S) relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires	03.04.2019 accord	-	09.07.2019 Adop. déf.	20.06.2019	-
PJL (S) portant diverses dispositions institutionnelles en Polynésie française	07.05.2019 accord	-	23.05.2019 Adop. déf.	22.05.2019	-
PJLO (S) portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française	07.05.2019 accord	-	23.05.2019 Adop. déf.	22.05.2019	-
PPL (AN) relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé	15.05.2019 accord	-	27.06.2019	04.07.2019 Adop. déf.	-
PJL (AN) pour la restauration et la conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet	04.06.2019 échec	-	02.07.2019	10.07.2019 Adoption	16.07.2019
PJL (AN) pour une école de la confiance	13.06.2019 accord	3	02.07.2019	04.07.2019 Adop. déf.	-
PJL (AN) relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé	20.06.2019 accord	1	10.07.2019	16.07.2019 Adop. déf.	-
PJL (AN) portant création de l'AFB-ONCFS, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement	25.06.2019 accord	4	09.07.2019	16.07.2019 Adop. déf.	-

<sup>12</sup> En cas d'échec de CMP, les dates indiquent l'examen en nouvelle lecture.

Texte en discussion	Date et résultat de la CMP	Examen du texte de la CMP (ou nouvelle lecture si échec)			Date de l'éventuelle lecture définitive (AN)
		Amendements déposés (si accord CMP)	Décision <sup>12</sup>		
			de l'AN	du Sénat	
PJLO (AN) modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution	25.06.2019 accord	-	09.07.2019	16.07.2019 Adop. déf.	-
PJL (AN) portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés	26.06.2019 accord	-	04.07.2019	11.07.2019 Adop. déf.	-
<b><u>Sessions extraordinaires 2018-2019</u></b>					
PPL (AN) visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles	03.07.2019 accord	-	18.07.2019	24.07.2019 Adop. déf.	-
PJL (AN) de transformation de la fonction publique	04.07.2019 accord	-	18.07.2019	23.07.2019 Adop. déf.	-
PJL (S) relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace	11.07.2019 accord	-	25.07.2019 Adop. déf.	23.07.2019	-
PJL de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018	16.07.2019 échec	-	18.07.2019	23.07.2019 Rejet	25.07.2019
PJL (S) portant ratification de l'ordonnance n° 2019-207 du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024	23.07.2019 accord	-	25.07.2019 Adop. déf.	24.07.2019	-
PJL (AN) relatif à l'énergie et au climat	25.07.2019 accord	-	11.09.2019	26.09.2019 Adop. déf.	-

### 8. Nouvelle délibération (Article 10, alinéa 2, de la Constitution)

Date de la demande	Texte soumis à nouvelle délibération	Examen	
		À l'Assemblée nationale	Au Sénat
<b><u>Année parlementaire 2018-2019</u></b>			
<i>Néant</i>			

## 9. Délibérations législatives du Sénat

	Adoption en premier lieu	Adoption conforme					Adoption non conforme				Adoption CMP en premier lieu	Rejet			Total
		1ère lecture	2ème lecture	3ème lecture	CMP	Nvelle lecture	1ère lecture	2ème lecture	3ème lecture	Nvelle lecture		1ère lecture	CMP	Nvelle lecture	
<b>Session ordinaire 2018-2019</b>															
<b>Projets de loi A.N.</b>		<b>10</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>28</b>
<i>dont conventions</i>		8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<i>dont examinées selon PES</i>		6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>Projets de loi Sénat</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>23</b>
<i>dont conventions</i>	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<i>dont examinées selon PES</i>	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>Propositions de loi A.N.</b>		<b>5</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>14</b>
<b>Propositions de loi Sénat</b>	<b>32</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>37</b>
<b>Total</b> <i>(non compris 19résolutions : 3 au titre de l'article 34-1 de la Constitution, 14 résolutions européennes [1 avec débat] et 2 résolutions modifiant le Règlement du Sénat)</i>	<b>49</b>	<b>15</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>16</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>102</b>

	Adoption en premier lieu	Adoption conforme					Adoption non conforme				Adoption CMP en premier lieu	Rejet			Total
		1ère lecture	2ème lecture	3ème lecture	CMP	Nvelle lecture	1ère lecture	2ème lecture	3ème lecture	Nvelle lecture		1ère lecture	CMP	Nvelle lecture	
<b>Sessions extraordinaires 2018-2019</b>															
<b>Projets de loi A.N.</b>					7		1			1		1		1	11
<i>dont conventions</i>															
<i>dont examinées selon PES</i>															
<b>Projets de loi Sénat</b>	3										3			6	
<i>dont conventions</i>	1														
<i>dont examinées selon PES</i>															
<b>Propositions de loi A.N.</b>		2			2		2							6	
<b>Propositions de loi Sénat</b>			2					1						3	
<b>Total</b> <i>(non compris 1 résolution européenne)</i>	3	2	2	0	9	0	3	1	0	1	3	1	0	1	26

<b>Total</b> <i>(non compris 20: 3 au titre de l'article 34-1 de la Constitution, 15 résolutions européennes [1 avec débat] et 2 résolutions modifiant le Règlement du Sénat)</i>	52	17	5	0	11	0	19	2	0	5	7	3	0	7	128
--	----	----	---	---	----	---	----	---	---	---	---	---	---	---	-----





**D. AMENDEMENTS**

**1. « Braquet » d'examen des amendements (comparaison pluriannuelle)**

<b>Année parlementaire</b>	<b>Nombre moyen d'amendements examinés à l'heure</b>
1998-1999	15
1999-2000	17
2000-2001	17
2001-2002	17
2002-2003	17
2003-2004	17
2005-2006	16
2006-2007	17
2007-2008	14
2008-2009	13
2009-2010	13
2010-2011	13
2011-2012	13
2012-2013	16,1
2013-2014	16,9
2014-2015	14,9
2015-2016	15,6
2016-2017	14,6
2017-2018	16,4
2018-2019	17,8

**2. « Braquet » d'examen des amendements sur les principaux textes de l'année parlementaire 2018-2019**

<b>Texte</b>	<b>Durée de la discussion des articles</b>	<b>Amendements...</b>			<b>Taux d'adoption</b>	<b>Braquet (amts examinés par heure)</b>
		<b>déposés</b>	<b>examinés</b>	<b>adoptés</b>		
PLF 2019	86 h 55	2 015	1 715	556	32,4 %	19,7
PJL Orientation des mobilités	45 h 21	1 043	812	231	28,4 %	17,9

Texte	Durée de la discussion des articles	Amendements...			Taux d'adoption	Braquet (amts examinés par heure)
		déposés	examinés	adoptés		
PJL Croissance et transformation des entreprises	40 h 25	1 033	748	258	34,5 %	18,5
PJL Organisation et transformation du système de santé	37 h 26	832	623	123	19,7 %	16,6
PLFSS 2019	33 h 52	633	421	141	33,5 %	12,4
PJL École de la confiance	28 h 58	507	379	60	15,8 %	13,1
PJL Transformation de la fonction publique	27 h 06	600	497	126	25,4 %	18,3
PJL Programmation 2018-2022 et réforme pour la justice	23 h 46	377	330	114	34,5 %	13,9
PJL Économie circulaire	23 h 43	711	643	222	34,5 %	27,1
PJL Énergie et climat	21 h 28	518	395	117	29,6 %	18,4
PJL Création de l'AFB-ONCFS, mission des chasseurs et renforcement de la police de l'environnement	10 h 01	220	176	74	42,0 %	17,6



**E. ACCROISSEMENT TOTAL DES TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS PAR LE PARLEMENT (HORS CONVENTIONS INTERNATIONALES)**

	<b>Textes définitivement adoptés</b>	<b>Nombre de caractères texte initial</b>	<b>Nombre initial d'articles</b>	<b>Nombre final d'articles</b>	<b>Accroissement du texte en nombre d'articles (en %)</b>
1	<i>PJL (AN) Équilibre relations commerciales agricoles* (DM)</i>	36 716	17	98	476,47%
2	<i>PPL (AN) Comités protection personnes</i>	285	1	1	0,00%
3	<i>PJL (S) Lutte contre la fraude*</i>	50 364	11	38	245,45%
4	<i>PJL (AN) ELAN*</i>	259 043	65	234	260,00%
5	<i>PPL (S) Gens du voyage</i>	8 879	6	5	-16,67%
6	<i>PPL (AN) fausses informations* (DM)</i>	11 669	10	20	100,00%
7	<i>PPLO (AN) fausses informations* (DM)</i>	1 137	2	2	0,00%
8	<i>PLFR 2018 (DM)</i>	41 995	9	9	0,00%
9	<i>PLFSS 2019 (DM)</i>	248 489	59	89	50,85%
10	<i>PPL (S) Caisse français de l'étranger</i>	9 628	25	12	-52,00%
11	<i>PPL (AN) Indivision successorale outre-mer</i>	3 324	4	5	25,00%
12	<i>PPL (AN) Praticiens hors UE*</i>	262	1	1	0,00%
13	<i>PLF 2019 (DM)</i>	354 979	87	279	220,69%
14	<i>PJL (AN) MUES*</i>	9 320	4	4	0,00%
15	<i>PJL (S) Brexit*</i>	6 173	4	4	0,00%
16	<i>PPL (AN) Santé visuelle</i>	347	1	1	0,00%
17	<i>PPL (AN) JLD Mayotte*</i>	907	2	3	50,00%
18	<i>PJL (S) Réforme justice 2018-2022* (DM)</i>	285 583	58	111	91,38%
19	<i>PJLO (S) Organisation des juridictions* (DM)</i>	3 680	10	16	60,00%
20	<i>PPL (AN) Cancer pédiatrique</i>	2 804	6	9	50,00%
21	<i>PPL (S) Violences manifestation</i>	8 541	7	10	42,86%
22	<i>PPL (S) SDIS*</i>	310	1	1	0,00%
23	<i>PJL (AN) PACTE (DM)</i>	312 284	74	221	198,65%
24	<i>PPL (AN) Protection des activités agricoles</i>	2 155	4	4	0,00%
25	<i>PPL (S) Actionnariat des SPL et SEM</i>	1 726	2	5	150,00%
26	<i>PPL (S) Reconnaissance des proches aidants</i>	14 054	7	4	-42,86%
27	<i>PJL (AN) Représentants au Parlement européen élus en France</i>	1 224	1	1	0,00%
28	<i>PJL (S) Dispositions institutionnelles Polynésie</i>	1 938	3	16	433,33%
29	<i>PJLO (S) Statut d'autonomie Polynésie</i>	15 166	17	41	141,18%

	<b>Textes définitivement adoptés</b>	<b>Nombre de caractères texte initial</b>	<b>Nombre initial d'articles</b>	<b>Nombre final d'articles</b>	<b>Accroissement du texte en nombre d'articles (en %)</b>
30	<i>PPL (AN) Interdiction des violences éducatives ordinaires</i>	655	2	3	50,00%
31	<i>PJL (AN) Pour une école de la confiance*</i>	40 815	25	63	152,00%
32	<i>PPL (AN) Relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé*</i>	7 120	4	6	50,00%
33	<i>PPL (S) Portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires* (DM)</i>	9 573	12	15	25,00%
34	<i>PPLO (S) Relative à la nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires*</i>	421	1	1	0,00%
35	<i>PPL (S) De simplification, de clarification et d'actualisation du code de commerce</i>	21 457	60	37	-38,33%
36	<i>PJL (AN) Portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés*</i>	19 174	2	5	150,00%
37	<i>PJL (AN) Pour la restauration et la conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet* (DM)</i>	4 901	9	11	22,22%
38	<i>PJL (AN) Portant création de l'AFB-ONCFS, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement*</i>	20 136	10	25	150,00%
39	<i>PJL (AN) Relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé*</i>	103 529	23	81	252,17%
40	<i>PJLO (AN) Modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution*</i>	396	1	2	100,00%
41	<i>PPL (S) Visant à permettre aux conseillers de la métropole de Lyon de participer aux prochaines élections sénatoriales</i>	614	2	2	0,00%
42	<i>PPL (S) Tendrant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse</i>	8 532	4	15	275,00%

	<b>Textes définitivement adoptés</b>	<b>Nombre de caractères texte initial</b>	<b>Nombre initial d'articles</b>	<b>Nombre final d'articles</b>	<b>Accroissement du texte en nombre d'articles (en %)</b>
43	<i>PJL (AN) De transformation de la fonction publique*</i>	135 242	36	95	163,89%
44	<i>PPL (AN) Relative à la Polynésie française*</i>	7 762	6	6	0,00%
45	<i>PPL (AN) Visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles*</i>	4 818	3	5	66,67%
46	<i>PPL (S) Visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires</i>	4 058	4	14	250,00%
47	<i>PJL (S) Portant ratification de l'ordonnance n° 2019-207 du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024*</i>	4 288	3	4	33,33%
48	<i>PJL (S) Relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace*</i>	23 167	11	14	27,27%
49	<i>PLR (AN) Du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018* (DM)</i>	26 691	7	8	14,29%
50	<i>PJL (AN) Relatif à l'énergie et au climat*</i>	48 868	12	69	475,00%
	<b>MOYENNE TOTALE PONDEREE</b>	<b>2 185 199</b>	<b>735</b>	<b>1 725</b>	<b>134,69%</b>

\* Indique que la procédure accélérée a été engagée par le Gouvernement

(S) Indique un dépôt du texte au Sénat, (AN) un dépôt à l'Assemblée nationale

(DM) Indique que le texte a été adopté en lecture définitive par l'Assemblée nationale (« dernier mot »)

**F. EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES INITIALE (1<sup>RE</sup> LECTURE)**

<b>Loi de finances</b>	<b>Durée de discussion</b>	<b>Nombre d'amendements déposés</b>
1971 (exercice 1972)	139 h 00	
1972 (exercice 1973)	145 h 45	
1973 (exercice 1974)	149 h 25	
1974 (exercice 1975)	147 h 45	
1975 (exercice 1976)	147 h 15	
1976 (exercice 1977)	151 h 00	
1977 (exercice 1978)	160 h 50	214
1978 (exercice 1979)	170 h 35	309
1979 (exercice 1980)	166 h 45	409
1980 (exercice 1981)	168 h 50	380
1981 (exercice 1982)	165 h 35	577
1982 (exercice 1983)	160 h 55	234
1983 (exercice 1984)	161 h 35	300
1984 (exercice 1985)	173 h 25	255
1985 (exercice 1986)	49 h 45	80
1986 (exercice 1987)	167 h 45	389
1987 (exercice 1988)	166 h 40	356
1988 (exercice 1989)	170 h 10	425
1989 (exercice 1990)	170 h 00	380
1990 (exercice 1991)	183 h 50	506
1991 (exercice 1992)	175 h 00	446
1992 (exercice 1993)	17 h 25	16
1993 (exercice 1994)	167 h 05	470
1994 (exercice 1995)	154 h 50	340
1995 (exercice 1996)	171 h 30	494
1996 (exercice 1997)	141 h 55	513
1997 (exercice 1998)	146 h 40	378
1998 (exercice 1999)	150 h 55	465
1999 (exercice 2000)	131 h 40	427
2000 (exercice 2001)	131 h 50	429
2001 (exercice 2002)	134 h 00	446

<b>Loi de finances</b>	<b>Durée de discussion</b>	<b>Nombre d'amendements déposés</b>
2002 (exercice 2003)	134 h 45	402
2003 (exercice 2004)	138 h 55	539
2004 (exercice 2005)	135 h 55	562
2005 (exercice 2006)	149 h 10	793
2006 (exercice 2007)	131 h 05	627
2007 (exercice 2008)	130 h 15	591
2008 (exercice 2009)	134 h 25	716
2009 (exercice 2010)	151 h 10	993
2010 (exercice 2011)	140 h 18	1 104
2011 (exercice 2012)	123 h 00	686
2012 (exercice 2013)	40 h 47	502
2013 (exercice 2014)	43 h 19	624
2014 (exercice 2015)	122 h 31	899
2015 (exercice 2016)	115 h 01	967
2016 (exercice 2017)	11 h 04	71
2017 (exercice 2018)	108 h 55	1 360
2018 (exercice 2019)	129 h 49	2 029

**G. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION**

**1. Propositions de résolution déposées (hors article 88-4 de la Constitution)**

*a) Propositions de résolution de l'article 34-1 de la Constitution*

Date	N° et objet	Premier signataire	Groupe
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>			
19.10.2018	N° 68 - Réhabilitation de la Commune et des communards	M. Pierre LAURENT	CRCE
25.10.2018	N° 83 - Port du voile intégral dans l'espace public	M. Bruno RETAILLEAU	Les Républicains
29.10.2018	N° 86 - Services environnementaux rendus par les agriculteurs	M. Franck MONTAUGÉ	SOCR
29.10.2018	N° 88 - Surtranspositions pesant sur la compétitivité des entreprises	M. René DANESI	Les Républicains
05.11.2018	N° 107 - Embargo états-unien appliqué à Cuba	Mme Éliane ASSASSI	CRCE
07.12.2018	N° 187 - Répondre à l'état d'urgence sociale et démocratique	Mme Marie-Noëlle Lienemann	CRCE
20.12.2018	N° 228 - Efforts demandés par l'État aux collectivités territoriales	M. Édouard COURTIAL	Les Républicains
07.02.2019	N° 302 - Mariages et grossesses précoces, mutilations sexuelles	Mme Annick BILLON	UC
03.05.2019	N° 479 - Avenir du secteur hydro-électrique	M. Roland COURTEAU	SOCR
29.05.2019	N° 539 - Débarquement du 6 juin 1944 en Normandie	M. Christian CAMBON	Les Républicains
20.06.2019	N° 588 - Résilience alimentaire des territoires et sécurité nationale	Mme Françoise LABORDE	RDSE
26.06.2019	N° 617 - Secteur hydroélectrique	M. Roland COURTEAU	SOCR
<b><u>Session extraordinaire 2017-2018</u></b>			
08.07.2019	N° 639 - Violations des droits humains au Venezuela	M. Olivier CADIC	UC
11.07.2019	N° 664 - Pouvoir de dérogation aux normes attribué aux préfets	MM. Jean-Marie BOCKEL et Mathieu DARNAUD	UC Les Républicains
02.09.2019	N° 708 - Assurance récolte	M. Yvon COLLIN	RDSE
10.09.2019	N° 715 - Investissements publics de la transition écologique	M. Jean-François LONGEOT	UC
30.09.2019	N° 751 - Pénalisation accentuée de l'inceste	Mme Françoise LABORDE	RDSE

*b) Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat*

Date	N° et objet	Premier(s) signataire(s)	Groupe
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>			
19.03.2019	N° 387 - Contrôle de l'application et de l'évaluation des lois	M. Franck MONTAUGÉ	SOCR
12.04.2019	N° 458 - Clarifier et actualiser le Règlement du Sénat	M. Gérard LARCHER	Les Républicains
<b><u>Session extraordinaire 2018-2019</u></b>			
Néant			

*c) Propositions de résolution tendant à créer une commission d'enquête*

Date	N° et objet	Premier(s) signataire(s)	Groupe	Commission saisie au fond
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>				
08.10.2018	N° 21 - Lutte contre les déchets en plastique	Mme Nathalie GOULET	UC	Aménagement du territoire
09.10.2018	N° 24 - Abus sexuels sur mineurs au sein de l'Église catholique	M. Patrick KANNER	SOCR	Lois
11.10.2018	N° 39 - Développement de l'islamisme à l'école	M. Stéphane RAVIER	NI	Culture
18.10.2018	N° 61 - Lutte contre le terrorisme	Mme Joëlle GARRIAUD-MAYLAM	Les Républicains	Affaires étrangères
22.10.2018	N° 69 - Lutte contre l'arbitrage de dividendes	Mme Nathalie GOULET	UC	Finances
14.11.2018	N° 133 - Lutte contre l'habitat indigne par la ville de Marseille	M. Stéphane RAVIER	NI	Affaires économiques
06.12.2018	N° 182 - Concessions autoroutières	M. Vincent DELAHAYE	UC	Aménagement du territoire
19.03.2019	N° 383 - Souveraineté numérique	M. Bruno RETAILLEAU	Les Républicains	Affaires économiques
25.04.2019	N° 467 - Ventes d'armes de la France	M. Jean Louis MASSON	NI	Affaires étrangères
<b><u>Session extraordinaire 2018-2019</u></b>				
Néant				

## 2. Propositions de résolution adoptées (hors article 88-4 de la Constitution)

### a) Propositions de résolution de l'article 34-1 de la Constitution (3)

N° et objet	Premier signataire	Date d'examen et d'adoption en séance publique
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>		
N° 723 (2017-2018) - Pastoralisme	Mme Sophie PRIMAS (Les Républicains)	02.10.2018
N° 83 - Préservation de l'ordonnancement juridique relatif au port du voile intégral dans l'espace public	M. Bruno RETAILLEAU (Les Républicains)	11.12.2018
N° 302 - Lutte contre le mariage des enfants, les grossesses précoces et les mutilations sexuelles féminines	Mme Annick BILLON (UC)	14.03.2019
<b><u>Sessions extraordinaires 2018-2019</u></b>		
Néant		

### b) Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat (2)

N° et objet	Premier signataire	Commission saisie et rapporteur	Date d'examen et d'adoption en séance publique
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>			
N° 387 - Renforcer les capacités de contrôle de l'application et de l'évaluation des lois	M. Franck MONTAUGÉ (SOCR)	Commission des lois M. Philippe BONNECARRÈRE	07.05.2019
N° 458 - Clarifier et actualiser le Règlement du Sénat	M. Gérard LARCHER (Les Républicains)	Commission des lois M. Philippe BAS	18.06.2019
<b><u>Sessions extraordinaires 2018-2019</u></b>			
Néant			



*c) Propositions de résolution tendant à créer une commission d'enquête (-)*

N°, objet et date de dépôt	Premier signataire	Commission saisie et rapporteur	Date et résultat du rapport de la commission saisie
<u>Année parlementaire 2018-2019</u>			
Néant			

**H. CONSULTATION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL  
ET ENVIRONNEMENTAL**

Date	Objet de la saisine	Suite
<u>Année parlementaire 2018-2019</u>		
-	-	-

### III. DÉBATS ET CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

#### A. DÉBATS

##### 1. Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement

Date	Objet	Ministre(s) ayant lu la déclaration	Durée	
			Déclaration	Débat
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>				
10.04.19	Grand débat national (art. 50-1 de la Constitution)	M. Édouard PHILIPPE, Premier ministre	0 h 26	3 h 29
06.12.18	Fiscalité écologique et pouvoir d'achat (art. 50-1 de la Constitution)	M. Édouard PHILIPPE, Premier ministre	0 h 29	1 h 28
<b><u>Sessions extraordinaires 2018-2019</u></b>				
11.07.19	Orientation des finances publiques <sup>13</sup>	MM. Bruno LE MAIRE, ministre de l'économie et des finances, et Gérald DARMANIN, ministre de l'action et des comptes publics	0 h 34	1 h 48

##### 2. Débats préalables ou consécutifs aux réunions du Conseil européen

Date	Objet	Ministre intéressé	Durée
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>			
17.10.18	Débat préalable à la réunion du Conseil européen du 18 octobre	Mme Nathalie LOISEAU, ministre chargée des affaires européennes	2 h 07
17.12.18	Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 13 et 14 décembre	Mme Nathalie LOISEAU, ministre chargée des affaires européennes	2 h 00

<sup>13</sup> Débat commun avec la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018.

Date	Objet	Ministre intéressé	Durée
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>			
2.04.19	Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2019	Mme Amélie de MONTCHALIN, secrétaire d'État aux affaires européennes	1 h 59
25.06.19	Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 20 et 21 juin 2019	Mme Amélie de MONTCHALIN, secrétaire d'État aux affaires européennes	2 h 06
<b><u>Sessions extraordinaires 2018-2019</u></b>			
Néant			

### 3. Interventions des forces armées à l'étranger

#### *a) Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger*

Date	Objet	Ministre intéressé	Durée	
			Déclaration	Débat
<b><u>Année parlementaire 2018-2019</u></b>				
Néant				

#### *b) Demande d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger*

Date	Objet	Ministre intéressé	Autorisation	Durée	
				Déclaration	Débat
<b><u>Année parlementaire 2018-2019</u></b>					
Néant					

#### 4. Débats d'initiative sénatoriale

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Durée du débat
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>				
02.10.18	La politique énergétique	Groupe Les Républicains	M. François de RUGY, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire	1 h 37
03.10.18	La politique industrielle et avenir de notre industrie	Mission d'information Alstom et stratégie industrielle du pays	Mme Delphine GÉNY-STEPHANN, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie	1 h 31
03.10.18	La réforme du baccalauréat	Commission de la culture	M. Jean-Michel BLANQUER, ministre de l'éducation nationale	1 h 36
24.10.18	« Dette publique, dette privée : héritage et nécessité ? »	Groupe CRCE	M. Mounir MAHJOUBI, secrétaire d'État chargé du numérique	1 h 19
25.10.18	La scolarisation des enfants en situation de handicap	Groupe de l'Union centriste	M. Gabriel ATTAL, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse	1 h 22
30.10.18	« Crise migratoire : quelle gestion européenne ? »	Commission des affaires étrangères Commission des affaires européennes	M. Jean-Yves LE DRIAN, ministre de l'Europe et des affaires étrangères	1 h 49
31.10.18	Le financement de l'accompagnement médico-social des personnes handicapées	Commission des affaires sociales	Mme Sophie CLUZEL, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées	1 h 30

<b>Date</b>	<b>Objet du débat</b>	<b>Auteur de l'initiative</b>	<b>Ministre</b>	<b>Durée du débat</b>
31.10.18	Le préjudice représenté, pour les entreprises françaises, par la sur-transposition du droit européen en droit	Commission des affaires européennes Délégation aux entreprises	Mme Agnès PANNIER-RUNACHER, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances	1 h 25
20.11.18	La diplomatie de la France à l'aune de la COP 24	Groupe Les Républicains	Mme Brune POIRSON, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire	1 h 33
20.11.18	Les conditions de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global (CETA)	Groupe CRCE	M. Jean-Baptiste LEMOYNE, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères	1 h 29
21.11.18	La ruralité, une chance pour la France	Groupe du RDSE	M. Marc FESNEAU, ministre chargé des relations avec le Parlement	1 h 22
12.12.18	Emplois non pourvus en France : quelles réponses ? quelles actions ?	Groupe Les Indépendants	Mme Muriel PÉNICAUD, ministre du travail	1 h 31
15.01.19	La gouvernance des grands groupes coopératifs agricoles	Groupe de l'Union centriste	M. Didier GUILLAUME, ministre de l'agriculture et de l'alimentation	1 h 24
15.01.19	La programmation pluriannuelle de l'énergie	Groupe Les Républicains	M. François de RUGY, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire	1 h 41
15.01.19	Les mobilités du futur	Délégation sénatoriale à la prospective Commission de l'aménagement du territoire	Mme Élisabeth BORNE, ministre chargée des transports	1 h 42

<b>Date</b>	<b>Objet du débat</b>	<b>Auteur de l'initiative</b>	<b>Ministre</b>	<b>Durée du débat</b>
16.01.19	La solidarité intergénérationnelle	Délégation à la prospective	Mme Christelle DUBOS, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé	1 h 29
16.01.19	« Après un an d'application, bilan et évaluation de Parcoursup »	Groupe CRCE	Mme Frédérique VIDAL, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	1 h 33
16.01.19	« Quelle politique d'attractivité de la France à l'égard des étudiants internationaux ? »	Groupe Socialiste et républicain	Mme Frédérique VIDAL, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	1 h 32
17.01.19	Le retrait britannique de l'Union européenne	Groupe Les Républicains	Mme Nathalie LOISEAU, ministre chargée des affaires européennes	1 h 36
20.02.19	La fracture numérique et les inégalités d'accès aux services publics	Groupe Les Républicains	M. Julien DENORMANDIE, ministre chargé de la ville et du logement	1 h 48
20.02.19	L'hydrogène, une énergie d'avenir	Groupe du RDSE	Mme Emmanuelle WARGON, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire	1 h 20
13.03.19	La juste mesure du bénévolat dans la société française	Groupe de l'Union centriste	M. Gabriel ATTAL, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse	1 h 30
14.03.19	La précarité énergétique des ménages	Groupe CRCE	Mme Emmanuelle WARGON, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire	1 h 25

<b>Date</b>	<b>Objet du débat</b>	<b>Auteur de l'initiative</b>	<b>Ministre</b>	<b>Durée du débat</b>
14.03.19	Le bilan des dispositifs de soutien aux territoires ruraux les plus fragiles	Groupe du RDSE	M. Sébastien LECORNU, ministre chargé des collectivités territoriales	1 h 26
03.04.19	Les enjeux d'une politique industrielle européenne	Groupe Les Républicains	Mme Agnès PANNIER-RUNACHER, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances	1 h 36
29.04.19	Le programme de stabilité	Commission des finances	M. Bruno LE MAIRE, ministre de l'économie et des finances	1 h 50
30.04.19	La zone euro	Groupe Les Républicains	M. Bruno LE MAIRE, ministre de l'économie et des finances	1 h 39
30.04.19	« Quelle politique de lutte contre la pollution et le recyclage du plastique et, plus généralement, quelle utilisation du plastique en France ? »	Groupe Socialiste et républicain	Mme Brune POIRSON, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire	1 h 38
9.05.19	Le mécénat territorial au service des projets de proximité	Groupe Les Indépendants	M. Sébastien LECORNU, ministre chargé des collectivités territoriales	0 h 54
09.05.19	« La caducité du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union européenne rendra-t-elle une autonomie budgétaire aux États membres ? »	Groupe CRCE	M. Olivier DUSSOPT, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics	1 h 20
28.05.19	L'avenir de l'enseignement professionnel	Groupe Les Républicains	M. Jean-Michel BLANQUER, ministre de l'éducation nationale	1 h 33
28.05.19	L'avenir du cinéma français	Groupe Les Républicains	M. Franck RIESTER, ministre de la culture	1 h 37

<b>Date</b>	<b>Objet du débat</b>	<b>Auteur de l'initiative</b>	<b>Ministre</b>	<b>Durée du débat</b>
29.05.19	La lutte contre la fraude à la TVA transfrontalière	Groupe du RDSE	M. Gérard DARMANIN, ministre de l'action et des comptes publics	1 h 31
29.05.19	Le cannabis, un enjeu majeur de santé publique	Groupe du CRCE	M. Adrien TAQUET, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé	1 h 14



## B. QUESTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

### 1. Questions d'actualité au Gouvernement

	Les Républicains	Socialiste et républicain	UC	CRCE	RDSE	Les Indépendants	NI	La République En Marche	TOTAL
Nombre de questions posées	128	74	63	37	56	37	10	55	460
Temps théorique des auteurs	4 h 16	2 h 28	2 h 06	1 h 14	1 h 52	1 h 14	20'	1 h 50	15 h 20
Temps utilisé	4 h 30'49''	2 h 41'17''	2 h 12'27''	1 h 19'09''	1 h 58'01''	1 h 15'29''	21'38''	1 h 51'08''	16 h 09'58''
Écart	+ 14'49''	+ 13'17''	+ 6'27''	+ 5'09''	+ 6'01''	+ 1'29''	+ 1'38''	+ 1'08''	+ 49'58''
Réponses des ministres :									
- ministres compétents	36	23	29	16	29	15	2	41	191
- autres ministres	92	51	34	21	27	22	8	14	269
Temps utilisé par les ministres	5 h 01'20''	2 h 53'51''	2 h 26'45''	1 h 20'18''	2 h 04'16''	1 h 30'01''	20'10''	1 h 57'44''	17 h 34'25''
Écart	+ 45'20''	+ 25'51''	+ 20'45''	+ 6'18''	+ 12'16''	+ 16'01''	+ 10''	+ 7'44''	+ 2 h 14'25''

Total auteurs et ministres : 33 h 44'23

Total théorique : 30 h 40'

Dépassement total : 3 h 04'23''

## 2. Questions orales

### RÉPARTITION PAR GROUPES

<b>Groupes</b>	<b>Questions déposées</b>	<b>Questions discutées</b>
Les Républicains	209	166
Socialiste et républicain	84	89
UC	94	67
La République En Marche	23	18
RDSE	25	20
CRCE	25	22
Les Indépendants	5	7
Non-inscrits	2	2
<b>Totaux</b>	<b>467</b>	<b>391</b>

### 3. Questions écrites

#### RÉPARTITION PAR GROUPES

Groupes	Questions déposées	Réponses
Les Républicains	2 327 (43,05 %)	2 071 (42,52 %)
Socialiste et républicain	792 (14,65 %)	758 (15,56 %)
UC	750 (13,88 %)	616 (12,65 %)
RDSE	302 (5,59 %)	277 (5,69 %)
CRCE	281 (5,20 %)	187 (3,84 %)
LaREM	138 (2,55 %)	127 (2,61 %)
Les Indépendants République et Territoires	139 (2,57 %)	143 (2,94 %)
NI	676 (12,51 %)	692 (14,21 %)
<b>Total</b>	<b>5 405</b>	<b>4 871</b>

### C. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION EUROPÉENNE DÉPOSÉES

Tableau récapitulatif des propositions de résolution européenne déposées  
et/ou ayant connu un aboutissement en 2018-2019

N° de dépôt	Date de dépôt	Sujet	En app. de l'article	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée en 2018-2019
739 (2017-2018)	27.09.2018	Responsabilisation partielle des hébergeurs	73 <i>quinquies</i>	Mme Catherine MORIN-DESAILLY (UC)	Affaires économiques	devenue résolution le 30.11.2018
18	04.10.2018	Extraterritorialité des sanctions américaines	73 <i>quater</i>	M. Philippe BONNECARRÈRE	Affaires étrangères	devenue résolution le 12.11.2018
37	11.10.2018	Équité et transparence des entreprises	73 <i>quater</i>	M. André GATTOLIN et Mme Colette MÉLOT	Lois	devenue résolution le 16.11.2018
78	24.10.2018	Commission d'enquête sur Schengen	73 <i>quater</i>	MM. André REICHARDT et Olivier HENNO	Lois	devenue résolution le 30.11.2018
116	08.11.2018	Taux réduit de TVA pour la filière équine	73 <i>quater</i>	Mme Anne-Catherine LOISIER	Finances	devenue résolution le 14.12.2018
118	08.11.2018	Autorité européenne de sécurité des aliments	73 <i>quater</i>	Mme Laurence HARRIBEY et M. Pierre MÉDEVIELLE	Affaires sociales	devenue résolution le 14.12.2018
138	19.11.2018	Nouveau programme d'investissement pour l'Europe (InvestEU)	73 <i>quater</i>	MM. Didier MARIE et Cyril PELLEVAL	Finances	devenue résolution le 07.01.2019
155	22.11.2018	Programme-cadre « Horizon Europe »	73 <i>quater</i>	MM. André GATTOLIN et Jean-François RAPIN	Culture	devenue résolution le 07.01.2019
156	23.11.2018	Mécanisme de justice transitionnelle en Irak	73 <i>quinquies</i>	M. Bruno RETAILLEAU (Les Républicains)	Affaires étrangères	adoptée le 22.01.2019

N° de dépôt	Date de dépôt	Sujet	En app. de l'article	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée en 2018-2019
172	30.11.2018	Liaisons maritimes avec l'Irlande après le Brexit	73 quater	MM. Pascal ALLIZARD, Didier MARIE et Jean-François RAPIN	Aménagement du territoire	devenue résolution le 07.01.2019
280	31.01.2019	Investissements dans l'intelligence artificielle en Europe	73 quater	MM. André GATTOLIN, Claude KERN, Cyril PELLEVAT et Pierre OUZOULIAS	Affaires économiques	devenue résolution le 08.01.2019
316	14.02.2019	Réforme de la PAC	73 quater	M. Daniel GREMILLET, Mme Pascale GRUNY, MM. Claude HAUT et Franck MONTAUGÉ	Affaires économiques	adoptée le 07.05.2019
371	07.03.2019	Normes sociales européennes dans le secteur des transports	73 quater	Mme Fabienne KELLER et M. Didier MARIE	Affaires sociales	devenue résolution le 12.04.2019
510	16.05.2019	Coopération judiciaire en matière pénale et parquet européen	73 quater	M. Jacques BIGOT et Mme Sophie JOISSAINS	Lois	devenue résolution le 21.06.2019
637	04.07.2019	Politique spatiale de l'Union européenne	73 quater	MM. André GATTOLIN et Jean-François RAPIN	Affaires économiques	devenue résolution le 09.08.2019
672	16.07.2019	Système d'autorisation préalable de plantation viticole	73 quinquies	Mme Gisèle JOURDA (SOCR)	-	Retirée par son auteur le 26.07.2019
720	11.09.2019	Système d'autorisation préalable de plantation viticole	73 quinquies	Mme Gisèle JOURDA (SOCR)	Affaires économiques	-

**D. COMMISSIONS D'ENQUÊTE**

Date de désignation des membres	Auteur de l'initiative	Droit de tirage (art. 6 bis RS)	Objet	Président de la commission	Rapporteur de la commission
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>					
10 avril 2019	Groupe Les Républicains	oui	La souveraineté numérique	M. Franck MONTAUGÉ (SOCR)	M. Gérard LONGUET (Les Républicains)
<b><u>Sessions extraordinaires 2018-2019</u></b>					
Néant					

**E. MISSIONS D'INFORMATION**

**1. Missions d'information**

Date de désignation des membres	Auteur de l'initiative	Droit de tirage des groupes (Art. 6 bis du Règlement)	Objet	Président de la mission	Rapporteur de la mission
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>					
31 octobre 2018	Commissions des lois, de la culture et des affaires sociales	non	Les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par les personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de l'exercice de leur métier ou de leurs fonctions.	Mme Catherine DEROCHE (Les Républicains)	Mme Marie MERCIER (Les républicains) Mme Michelle MEUNIER (SOCR) Mme Dominique VÉRIEN (UC)
16 janvier 2019	Groupe Socialiste et républicain	oui	Gestion des risques climatiques et évolution de nos régimes d'indemnisation	M. Michel VASPART (Les Républicains)	Mme Nicole BONNEFOY (SOCR)

Date de désignation des membres	Auteur de l'initiative	Droit de tirage des groupes (Art. 6 bis du Règlement)	Objet	Président de la mission	Rapporteur de la mission
<b><u>Session ordinaire 2018-2019</u></b>					
30 janvier 2019	Groupe Union Centriste	oui	Les enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI <sup>e</sup> siècle : opportunité de croissance et de développement	M. Franck MENONVILLE (RDSE)	Mme Valérie LÉTARD (UC)
6 mars 2019	Groupe CRCE	oui	La gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ?	Mme Michèle VULLIEN (UC)	M. Guillaume GONTARD (CRCE)
30 avril 2019	Groupe RDSE	oui	Transports aériens et aménagement des territoires	M. Vincent CAPO-CANELLAS (UC)	Mme Josiane COSTES (RDSE)
22 mai 2019	Groupe Les Indépendants	oui	La sous-utilisation chronique des fonds européens en France	Mme Laurence HARRIBEY (SOCR)	Mme Colette MÉLOT (Les indépendants)
26 juin 2019	Groupe Les Républicains	non	Le sauvetage en mer	Mme Corinne FÉRET (SOCR)	M. Didier MANDELLI (Les Républicains)
<b><u>Sessions extraordinaires 2017-2018</u></b>					
Néant					

## 2. Missions d'information disposant des prérogatives d'une commission d'enquête

Date de la décision de création	Auteur de l'initiative	Objet	Président de la commission	Rapporteurs de la commission
<b><u>Année parlementaire 2018-2019</u></b>				
Néant				

**F. DÉPÔTS DE RAPPORTS AU PARLEMENT**

<b>Type de rapports Session parlementaire</b>	<b>Rapports périodiques</b>	<b>Rapports uniques</b>	<b>Rapports d'application des lois (art. 67 de la loi n° 2004- 1343 du 9 décembre 2004)</b>	<b>Total des rapports déposés</b>
2009-2010	49	23	24	96
2010-2011	39	29	22	90
2011-2012	46	26	44	116
2012-2013	38	26	13	67
2013-2014	33	37	17	87
2014-2015	19	79	17	115
2015-2016	27	80	14	121
2016-2017	26	81	14	121
2017-2018	35	56	9	100
<b>2018-2019</b>	<b>31</b>	<b>60</b>	<b>6</b>	<b>97</b>



**1. Liste des rapports périodiques déposés sur le bureau du Sénat  
(total : 31 rapports)**

N°	Année parlementaire 2018-2019	Périodicité	Date du dernier dépôt (date du premier dépôt)
2	Rapport annuel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique - édition 2017 (art. 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires)	Rapport annuel	04.10.2018 Premier rapport
5	Rapport annuel du Gouvernement au Parlement relatif à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (2018) (art. 51 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016)	Rapport annuel	11.10.2018 (01.12.2017)
6	Rapport au Parlement sur les remises et transactions à titre gracieux en matière fiscale pour l'année 2017 (art. L. 251 A du livre des procédures fiscales)	Rapport annuel (Peut faire l'objet d'un débat)	15.10.2018 (13.04.2017)
8	Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) en 2018 (art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016)	Rapport annuel avant le 1 <sup>er</sup> octobre	23.10.2018 (24.10.2016)
13	Rapport du Gouvernement au Parlement sur la procédure d'admission au séjour pour soins réalisés par le service médical de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile)	Rapport annuel	08.11.2018 Premier rapport
15	Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'activité du Fonds d'intervention régional pour l'exercice 2017 (art. L. 1435-10 du code de la santé publique)	Rapport annuel	15.11.2018 (02.12.2013)
19	Rapport du Gouvernement au Parlement d'analyse de l'impact économique lié à l'exonération fiscale des Grands Évènements Sportifs Internationaux (GESI) (art. 51 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014)	Rapport annuel	23.11.2018 (13.04.2017)
22	Rapport du Gouvernement au Parlement intitulé « <i>La feuille de route pour réussir la transition vers une économie circulaire et le plan ressources pour la France</i> » (art. 69 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte)	Rapport quinquennal	04.12.2018 Premier rapport

N°	Année parlementaire 2018-2019	Périodicité	Date du dernier dépôt (date du premier dépôt)
28	12 <sup>ème</sup> rapport du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire intitulé « <i>Revue annuelle de la condition militaire</i> » (art. L. 4111-1 du code de la défense)	Rapport annuel (en deux parties)	20.12.2018 (22.02.2007)
31	Rapport sur la mise en œuvre de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (art. L. 22-10-1 du code de la sécurité intérieure)		25.01.2019 Premier rapport
32	Rapport du Gouvernement au Parlement concernant le suivi de l'atteinte des objectifs de la politique énergétique (art. L. 100-4 du code de l'énergie)	Rapport annuel (dans les six mois précédant l'échéance d'une période de la programmation pluriannuelle de l'énergie)	28.01.2019 Premier rapport
33	Rapport 2018 du Gouvernement au Parlement relatif aux contribuables quittant le territoire national (art. 29 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 et 103 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014)	Rapport annuel	31.01.2019 (10.11.2017)
34	Rapport d'information au Parlement pour l'année 2017 présentant certains dispositifs mis en place par la France dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale internationale (art. 136 de la loi n° 2010-1657 de 29 décembre 2010 de finances pour 2011)	Rapport annuel	31.01.2019 (30.11.2016)
41	Avis du comité d'experts pour la transition énergétique (CETE) sur le respect des budgets-carbone nationaux déjà fixés et sur la mise en œuvre de la stratégie bas-carbone (art. L. 222-1 D du code de l'environnement)	Rapport quadriennal	12.02.2019 Premier rapport
43	Rapport annuel sur le coût pour les collectivités territoriales des mesures d'exonération et d'abattement d'impôts directs locaux au titre de l'année 2018 (art. 33 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017)	Rapport annuel	13.02.2019 (01.12.2017)
48	Rapport du Gouvernement au Parlement évaluant l'expérimentation de l'administration par les pharmaciens du vaccin contre la grippe saisonnière aux personnes adultes - saison 2017-2018 (art. 66 de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017)		05.03.2019 Premier rapport

N°	Année parlementaire 2018-2019	Périodicité	Date du dernier dépôt (date du premier dépôt)
51	Rapport du Gouvernement au Parlement pour l'exercice 2017 relatif au dispositif d'indemnisation des personnes étrangères aux administrations publiques qui ont fourni à l'administration fiscale des renseignements ayant permis la découverte de manquements à certaines dispositions fiscales (art. 109 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017)	Rapport annuel	18.03.2019
58	Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'expérimentation de la certification des comptes des collectivités locales (art. 110 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République)	Au terme d'un délai de 3 ans puis d'un délai définitif au terme de 8 ans à compter de la promulgation de la loi	08.04.2019
59	Rapport 2018 du Gouvernement au Parlement sur la situation financière des organismes complémentaires assurant une couverture santé (art. L. 862-7 du code de la sécurité sociale)	Rapport annuel	09.04.2019 (13.12.2011)
60	Programme national de réforme (art. 14 de la loi n° 2010-1645 du 28 décembre 2010 de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014)	Au moins 2 semaines avant sa transmission à la Commission européenne en application de l'article 121 du traité sur le fonctionnement de l'UE	10.04.2019 (20.04.2012)
61	Projet de programme de stabilité pour 2019-2022, accompagné de l'avis du Haut conseil des finances publiques sur ce programme (art. 14 de la loi n° 2010-1645 du 28 décembre 2010 de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014)	Au moins 2 semaines avant sa transmission à la Commission européenne en application de l'article 121 du traité sur le fonctionnement de l'UE	10.04.2019 (20.04.2012)

N°	Année parlementaire 2018-2019	Périodicité	Date du dernier dépôt (date du premier dépôt)
64	Rapport relatif aux agréments des conventions et accords applicables aux salariés des établissements sociaux et médicaux-sociaux privés à but non lucratif pour 2018 et aux orientations en matière d'agrément des accords et d'évolution de la masse salariale pour 2019 (art. L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles)	Rapport annuel	17.04.2019
68	Rapport sur le dernier exercice connu relatif à l'écart entre le montant des recettes réellement perçues et le montant théoriquement attendu en matière de taxe sur la valeur ajoutée (art. 25 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014)	Rapport annuel (au sein d'une annexe générale au projet de loi de finances)	23.04.2019
70	Rapport du Gouvernement au Parlement sur le dispositif d'indemnisation des aviseurs au titre de l'année 2018 (art. 109 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017)	Rapport annuel	29.04.2019 (18.03.2019)
73	Rapport du Gouvernement au Parlement sur le bilan de l'exécution de la programmation militaire (art. 10 de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense)	Rapport bisannuel (avant le 15 avril et avant le 15 septembre)	16.05.2019
82	Rapport du Gouvernement au Parlement sur les opérations extérieures et les missions intérieures de la France (art. 4 de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense)	Rapport annuel (avant le 30 juin)	25.06.2019
89	Quinzième rapport du Gouvernement au Parlement sur les chiffres de la politique de l'immigration et de l'intégration - Année 2017 (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile)	Rapport annuel (avant le 1 <sup>er</sup> octobre)	08.08.2019
92	Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'état semestriel des sommes restant dues par l'État aux régimes obligatoires de base de sécurité sociale au 31 décembre 2018 (art. L.O. 111-10-1 du code de la sécurité sociale)	Rapport bisannuel (avant la fin des mois de janvier et de juillet)	27.08.2019

N°	Année parlementaire 2018-2019	Périodicité	Date du dernier dépôt (date du premier dépôt)
94	13 <sup>ème</sup> rapport thématique du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire intitulé « <i>La mort, la blessure, la maladie</i> » (art. L. 4111-1 du code de la défense)	Rapport annuel	10.09.2019
95	Rapport du Gouvernement au Parlement au titre de l'année 2018 sur l'application de la circulaire du 21 juin 2013 relative au traitement des déclarations rectificatives des contribuables détenant des avoirs à l'étranger	Rapport annuel	12.09.2019
96	Rapport du Gouvernement au Parlement sur le bilan de l'exécution de la loi de programmation militaire (art. 10 de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense)	Rapport bisannuel (avant le 15 avril et avant le 15 septembre)	16.09.2019

## 2. Liste des rapports uniques déposés sur le bureau du Sénat (total : 60 rapports)

N°	Année parlementaire 2018-2019	Date de dépôt
1	Tableau de programmation des mesures d'application de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel	02.10.2018
3	Rapport du Gouvernement au Parlement sur les relations financières entre l'État et la sécurité sociale (art. 27 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022)	08.10.2018
4	Rapport du Gouvernement au Parlement sur les modalités de prise en compte dans la répartition des dotations et des fonds de péréquation des charges liées à l'accueil d'une population touristique non permanente par les collectivités territoriales (art. 161 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	11.10.2018
7	Rapport du Gouvernement au Parlement détaillant département par département le détail du paiement de la politique agricole commune pour les millésimes 2015, 2016 et 2017 (art. 9 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017)	17.10.2018
9	Rapport du Gouvernement au Parlement sur la pertinence des dispositifs publics d'accompagnement et de financement des entreprises en difficulté (art. 110 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	23.10.2018

N°	Année parlementaire 2018-2019	Date de dépôt
10	Rapport du Gouvernement au Parlement sur les modalités possibles de prise en compte dans la répartition de la dotation forfaitaire, au sein de la dotation globale de fonctionnement, des surfaces comprises dans les sites Natura 2000 mentionnés à l'article L. 414-1 du code de l'environnement, au même titre que celles des zones cœur des parcs nationaux et des parcs naturels marins (art. 162 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	31.10.2018
11	Rapport du Gouvernement au Parlement sur la technologie des broyeurs d'éviers (art. L. 541-1 du code de l'environnement)	06.11.2018
12	Avenant n° 3 à la convention du 8 décembre 2014 entre l'État, l'EPIC Bpifrance et Bpifrance Financement relative au programme d'investissements d'avenir (action « Prêts pour l'industrialisation Prêts Croissance Industrie ») (art 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	06.11.2018
14	Treize projets de décisions de redéploiement de crédits entre différentes actions du Programme d'investissements d'avenir préparés dans le cadre de la fin de gestion 2018 (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	09.11.2018
16	Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet de reconfiguration du site de Meaux St Faron (Grand hôpital de l'Est Francilien GHEF) accompagné de l'avis du Secrétariat général pour l'investissement (art. 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	15.11.2018
17	Rapport du Gouvernement au Parlement d'évaluation de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur de l'acquisition de logements neufs destinés à la location meublée non professionnelle : dispositif « Censi-Bouvard » - octobre 2018 (art. 78 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	15.11.2018
18	Rapport du Gouvernement au Parlement sur la compensation de la hausse de la CSG pour les agents publics (art. 112 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	16.11.2018
20	Convention financière portant avenant à la convention financière du 28 février 2017 entre l'État et l'ADEME dans le cadre du programme d'investissements d'avenir (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	26.11.2018
21	Convention entre l'État et Bpifrance relative à l'action « Intégration des SATT, incubateurs et accélérateurs » du programme d'investissements d'avenir (PIA 3) (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	26.11.2018
23	Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet du Village Olympique et Paralympique, accompagné de l'avis du Secrétariat général pour l'investissement (art. 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	10.12.2018
24	Avenant n° 1 à la convention du 7 avril 2017 entre l'État et Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « Accompagnement et transformation des filières ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	17.12.2018

N°	Année parlementaire 2018-2019	Date de dépôt
25	Avenant n° 1 à la convention du 29 décembre 2018 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Sociétés universitaires et de recherche ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	18.12.2018
26	Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet de prolongement de la ligne 11 de métro à Paris, accompagné de l'avis du Secrétariat général pour l'investissement (art. 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	19.12.2018
27	Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'intégration d'indicateurs dits « événementiels » au sein de la réglementation relative aux nuisances sonores des infrastructures ferroviaires (art. 36 de la loi n° 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire)	19.12.2018
29	Rapport du Gouvernement au Parlement sur les mesures de compensation de la hausse de la CSG pour les agents des réseaux consulaires (art. 112 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	20.12.2018
30	Avenant n° 1 à la convention du 14 février 2017 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action « Nouveaux cursus à l'université ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	07.01.2019
35	Avenant n° 4 à la convention du 3 août 2010 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action « Laboratoires d'excellence ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	01.02.2019
36	Rapport du Gouvernement au Parlement intitulé « Opportunités du recyclage des déchets des installations de stockage de déchets non dangereux » (art. 100 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte)	01.02.2019
38	Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux mesures prises concernant l'importation et la mise sur le marché à titre gratuit ou onéreux de toute denrée alimentaire contenant du dioxyde de titane en tant qu'additif alimentaire (E 171) et les usages grand public (art. 53 de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous)	05.02.2019
39	Rapport du Gouvernement au Parlement sur les nanomatériaux dans les médicaments et les dispositifs médicaux (art. 60 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé)	11.02.2019
40	Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux perturbateurs endocriniens et leurs effets sur la santé humaine (art. 58 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé)	12.02.2019

N°	Année parlementaire 2018-2019	Date de dépôt
42	Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet de cluster des médias (JO 2024), accompagné de l'avis du Secrétariat général pour l'investissement (art. 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	12.02.2019
45	Convention (portant avenant n° 2 à la convention du 13 octobre 2010 modifiée) entre l'État et Bpifrance relative au Programme d'investissements d'avenir (action « Renforcement des pôles de compétitivité » et volet « Projets de recherche et développement structurants des pôles de compétitivité ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	19.02.2019
46	Tableau de programmation des mesures d'application de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique	01.03.2019
47	Rapport du Gouvernement au Parlement d'évaluation des zones géographiques établies pour l'attribution du dispositif prévu à l'article 199 <i>novovicies</i> du code général des impôts ainsi que du dispositif prévu aux articles L. 31-10 à L. 31-10-12 du code de la construction et de l'habitation (art. 68 et 83 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	04.03.2019
49	Avenant n° 1 à la convention du 29 décembre 2017 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Accélération du développement des écosystèmes d'innovation performants » - volet « Technologies numériques »), relatif au volet « Nano 2022 » (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	07.03.2019
52	Avenant n° 1 à la convention du 29 novembre 2017 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Fonds à l'internationalisation des PME ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	21.03.2019
53	Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet de reconstruction in situ des activités MCO du CHU de Rennes, accompagné de l'avis du Secrétariat général pour l'investissement (art. 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	26.03.2019
54	Rapport du Gouvernement au Parlement sur le silence vaut acceptation (art. 72 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance)	01.04.2019
55	Avenant n° 1 à la convention du 13 janvier 2011 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Valorisation - Fonds national de valorisation relative au Fonds d'investissement dans les SATT ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	08.04.2018



N°	Année parlementaire 2018-2019	Date de dépôt
56	Convention portant avenant n° 7 à la convention du 29 juillet 2010 entre l'État et l'ANR relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Valorisation - Fonds national de valorisation ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	08.04.2019
57	Convention entre l'État, l'EPIC Bpifrance, Bpifrance et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Valorisation - Fonds national de valorisation relative au Fonds d'investissement dans les SATT ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	08.04.2019
62	Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en œuvre de la sortie progressive des effets du dispositif des zones de revitalisation rurale pour les communes concernées (art. 27 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	12.04.2019
63	Rapport du Gouvernement au Parlement sur la cohabitation intergénérationnelle (art. 17 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement)	17.04.2019
65	Rapport du Gouvernement au Parlement sur la mise en œuvre de la loi d'adaptation de la société au vieillissement (art. 86 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement)	18.04.2019
66	Rapport du Gouvernement au Parlement sur la structuration de l'offre d'hébergement temporaire pour personnes âgées et sur le développement éventuel de cette offre au sein des résidences autonomie (art. 10 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement)	18.04.2019
67	Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'impact environnemental et économique sur le littoral et l'écosystème marin des activités d'exploration ou d'exploitation des ressources minérales (art. 99 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages)	19.04.2019
72	Avenant n° 3 à la convention du 27 juillet 2010 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action « Instituts d'excellence - Programme : Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées (IEED) ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	15.05.2019
74	Avenant n° 1 à la convention du 15 décembre 2014 entre l'État et l'ADEME relative au programme d'investissements d'avenir (action « Véhicules et transports du futur ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	22.05.2019
75	Avenant n° 1 à la convention financière du 13 décembre 2018 entre l'État et l'ADEME (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	22.05.2019
76	Avenant n° 1 à la convention du 29 décembre 2017 entre l'État et l'ADEME relative au programme d'investissements d'avenir (action « Démonstrateurs et territoires d'innovation de grande ambition ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	22.05.2019

N°	Année parlementaire 2018-2019	Date de dépôt
77	Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application par la direction générale des douanes et droits indirects de la convention sur le commerce international des espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction (art. 143 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages)	24.05.2019
78	Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'accompagnement des entreprises et des salariés impactés par la fin progressive des activités d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures ainsi que sur la reconversion des territoires concernés (art. 7 de la loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement)	27.05.2019
79	Avenant n° 1 à la convention du 22 décembre 2017 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action « Grandes universités de recherche ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	07.06.2019
80	Rapport du Gouvernement au Parlement sur la mise en œuvre du compte d'engagement citoyen (IV de l'art. 2 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel)	11.06.2019
81	Avenant n° 2 à la convention du 28 décembre 2016 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative à la gestion des fonds du programme d'investissements d'avenir (action « Développement de l'économie numérique ») et du plan « France très haut débit » (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	13.06.2019
84	Avenant n° 1 à la convention du 20 juillet 2015 entre l'État, l'ANR et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Instituts d'excellence » - programme « instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	08.07.2019
(84)	Convention (portant avenant n° 1 à la convention du 2 juillet 2018) entre l'État et Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « Adaptation et qualification de la main d'œuvre » volet « French Tech ticket et diversité ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	08.07.2019
85	Rapport du Gouvernement au Parlement d'évaluation des conséquences de la prise de compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (art. 3 de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations)	23.07.2019
86	Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet d'Orcod-IN de Clichy-sous-Bois, accompagné de l'avis du secrétariat général pour l'investissement (art. 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	24.07.2019

N°	Année parlementaire 2018-2019	Date de dépôt
87	Avenant n° 1 à la convention du 3 avril 2019 (portant avenant n° 2 à la convention du 13 octobre 2010 modifiée) entre l'État et Bpifrance relative au Programme d'investissements d'avenir (action « Renforcement des pôles de compétitivité » et volet « Projets de recherche et développement structurants des pôles de compétitivité ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	26.07.2019
88	Rapport du Gouvernement au Parlement identifiant les produits qui, ne faisant pas l'objet d'un dispositif de responsabilité élargie du producteur, ont un potentiel de réemploi et de recyclage insuffisamment développé (art. 101 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte)	31.07.2019
90	Rapport du Gouvernement au Parlement sur les transferts financiers et les ressources mobilisables pour les collectivités territoriales du Département de Mayotte (art. 54 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017)	20.08.2019
91	Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet de franchissement urbain Pleyel, accompagné de l'avis du secrétariat général pour l'investissement (art. 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	22.08.2019
93	Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux violences éducatives (art. 3 de la loi n° 2019-721 du 10 juillet 2019 relative à l'interdiction des violences éducatives ordinaires)	06.09.2019

**3. Liste des rapports sur la mise en application des lois déposés sur le bureau du Sénat (Article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit) (total : 6 rapports)**

N°	Année parlementaire 2018-2019	Date de dépôt
37	Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense	05.02.2019
44	Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application de la loi n° 2018-509 du 25 juin 2018 relative à l'élection des représentants au Parlement européen	13.02.2019
50	Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance	12.03.2019
69	Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application de la loi n° 2018-778 du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie	29.04.2019
71	Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en œuvre de la loi n° 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire	02.05.2019

N°	Année parlementaire 2018-2019	Date de dépôt
97	Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application de la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique	30.09.2019

**G. LA PROCÉDURE D'AUDITION PUIS D'AVIS DES COMMISSIONS PERMANENTES**

**1. Nominations en application de l'article 13 de la Constitution**

**Année parlementaire 2018-2019**

N°	Fonction	Personnalité concernée	Structure	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date annonce séance 1	Date avis commission ou audition	Date JO
137	Président	M. Gilles BLOCH	Institut national de la santé et de la recherche médicale	Art. 5 du décret n° 83-975 du 10 novembre 1983	Culture	Favorable (12 voix pour, 1 voix contre)	13.11.2018	-	22.11.2018	23.11.2018
138	Membres	Mme Sandrine CLAVEL M. Yves SAINT-GEOURS M. Jean CABANNES (Sénat) Mme Natalie FRICERO (Sénat)	Conseil supérieur de la magistrature (CSM)	Art. 65 de la Constitution	Lois	Mme CLAVEL : favorable (21 voix pour, 6 voix contre) M. SAINT-GEOURS : défavorable (5 voix pour, 22 voix contre) M. CABANNES favorable (27 voix pour, 2 voix contre) Mme FRICERO favorable (29 voix pour, aucune voix contre)	13.12.2018	-	15.01.2019	16.01.2019 (candidats Sénat) 17.01.2019 (candidats PR)

N°	Fonction	Personnalité concernée	Structure	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date annonce séance 1	Date avis commission ou audition	Date JO
139	Président	M. Jean-François DELFRAISSY	Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé	Art. L. 1412-2 du code la santé publique	Affaires sociales	Favorable (32 voix pour, 9 voix contre)	14.12.2018	-	16.01.2019	17.01.2019
140	Présidente	Mme Marie-Laure DENIS	Commission nationale de l'informatique et des libertés	Art. 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978	Lois	Favorable (13 voix pour, 5 voix contre)	18.01.2019	-	29.01.2019	31.01.2019
141	Président	M. Roch-Olivier MAISTRE	Conseil supérieur de l'audiovisuel	Art. 4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986	Culture	Favorable (26 voix pour, aucune contre)	18.01.2019	-	30.01.2019	31.01.2019
142	Membre de la commission prévue à l'article 25 de la Constitution	M. Michel SAPPIN	Commission art. 25 C	Art. 25 C et art. L. 567-1 du code électoral	Lois	Favorable (28 voix pour, 3 voix contre)	-	-	23.01.2019	24.01.2019
143	Membres du Conseil constitutionnel	M. Jacques MÉZARD M. François PILLET	Conseil constitutionnel	Art. 56 de la Constitution	Lois	M. MEZARD : favorable (16 voix pour, 1 voix contre) M. PILLET : favorable (25 voix pour)	13.02.2019	-	21.02.2019	22.02.2019

N°	Fonction	Personnalité concernée	Structure	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date annonce séance 1	Date avis commission ou audition	Date JO
144	Directeur général	M. Julien BOUCHER	Office français de protection des réfugiés et apatrides	Art. L. 722-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	Lois	Favorable (21 voix pour, 3 voix contre)	11.03.2019	-	03.04.2019	04.04.2019
145	Président-directeur général	M. Jean-Bernard LÉVY	EDF	Art. 10 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 et décret n° 59-587 du 29 avril 1959	Affaires économiques	Favorable (8 voix pour, aucune contre)	09.04.2019	-	02.05.2019	03.05.2019
146	Président-directeur général	M. Augustin de ROMANET de BEAUNE	Aéroports de Paris	Art. 10 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 et décret n° 59-587 du 29 avril 1959	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (19 voix pour, 9 voix contre)	30.04.2019	-	22.05.2019	23.05.2019
147	Directeur général	M. Rémy RIOUX	Agence française de développement	Art. R. 51516 du code monétaire et financier	Affaires étrangères	Favorable (24 voix pour, 3 voix contre)	13.05.2019	-	22.05.2019	23.05.2019
148	Président-directeur général	Mme Stéphane PALLEZ	La Française des jeux	Art. 19 de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014	Finances	Favorable (19 voix pour, 2 voix contre)	19.06.2019	-	03.07.2019	04.07.2019
149	Président du conseil d'administration	M. Laurent HÉNART	Voies navigables de France	Art. L. 4312-2 du code des transports	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (14 voix pour, 1 voix contre)	24.06.2019	-	09.07.2019	11.07.2019

N°	Fonction	Personnalité concernée	Structure	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date annonce séance 1	Date avis commission ou audition	Date JO
150	Président-directeur général	Mme Catherine GUILLOUARD	RATP	Art. 10 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (18 voix pour)	25.06.2019	-	09.07.2019	11.07.2019
151	Président-directeur général	Mme Virginie SCHWARZ	Météo France	Art. 10 du décret n° 93-861 du 18 juin 1993	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (15 voix pour)	22.07.2019	-	11.09.2019	12.09.2019
152	Président du directoire	M. Jean-Pierre FARANDOU	SNCF	Art. L. 2010-9 du code des transports	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (29 voix pour)	19.09.2019	-	02.10.2019	03.10.2019



## 2. Auditions ou avis de commissions en application de divers textes législatifs

Année parlementaire 2018-2019

N°	Fonction	Personnalité concernée	Structure	Texte de référence	Commission compétente	Date saisine PM (ou Pt Sénat)	Date d'audition	Date courriers aux PM et SGG
1	Président du conseil d'administration	Mme Claire COMPAGNON	Office national d'indemnisation des accidents médicaux	Art. L. 1142-22 et R. 1142-42 du code de la santé publique	Affaires sociales	09.10.2018	25.10.2018	29.10.2018
2	Président du conseil d'administration	Mme Marie-France BELLIN	Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire	Art. L. 592-45 et R. 592-6 du code de l'environnement	Aménagement du territoire	23.10.2018	14.11.2018	16.11.2018
3	Directeur général	M. Stéphane LARDY	France compétences	Art. L. 6123-8 du code du travail	Affaires sociales	23.01.2019	06.02.2019	08.02.2019
4	Président du conseil d'administration	Mme Catherine de SALINS	Agence nationale de la sécurité du médicament et des produits de santé	Art. L. 5322-1 et R. 5322-3 du code de la santé publique	Affaires sociales	02.04.2019	15.05.2019	20.05.2019

N°	Fonction	Personnalité concernée	Structure	Texte de référence	Commission compétente	Date saisine PM (ou Pt Sénat)	Date d'audition	Date courriers aux PM et SGG
5 <sup>1</sup>	Directeur général	M. Roger GENET	Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	Art. L. 1313-5 du code de la santé publique	Affaires sociales	-	15.05.2019	-
6	Directeur général	M. Thierry BRETON	Institut national du cancer	Art. L. 1415-4 du code de la santé publique	Affaires sociales	24.06.2019	17.07.2019	19.07.2019
7	Directeur général	Mme Emmanuelle CORTOT-BOUCHER	Agence de la biomédecine	Art. L. 1418-3 du code de la santé publique	Affaires sociales	17.09.2019	16.10.2019	18.10.2019

---

<sup>1</sup> L'audition de M. Genet a été organisée sans que le président du Sénat ait été saisi par le Premier ministre, comme l'aurait voulu l'usage.

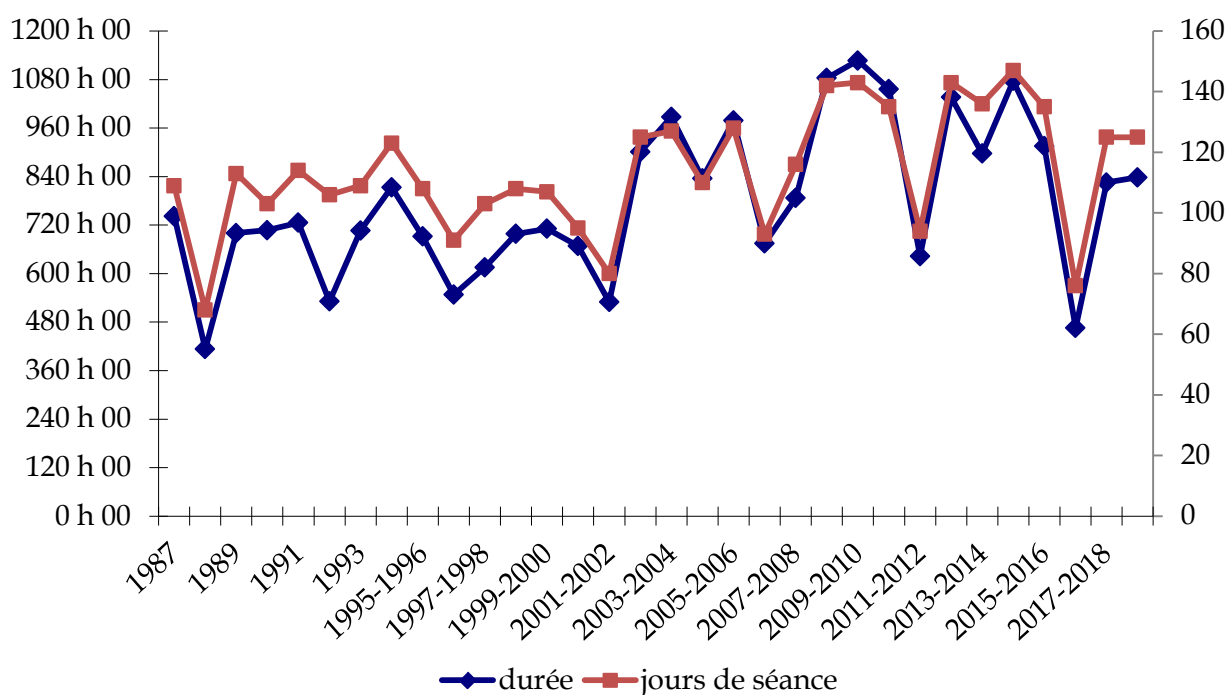
## IV. COMPARAISONS STATISTIQUES PLURIANNUELLES : LES 60 ANS DU SÉNAT

### 1. Nombre et durée des séances

Années	SESSIONS						TOTAUX	
	Ordinaire printemps		Ordinaire automne		Extraordinaires et de droit			
	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée
1958			2	5 h 00			2	5 h 00
1959	26	115 h 00	42	230 h 00	9	47 h 00	77	392 h 00
1960	39	216 h 00	43	185 h 00	2	19 h 00	84	420 h 00
1961	35	138 h 00	37	232 h 50	2	8 h 00	74	378 h 50
1962	31	131 h 30	12	25 h 00	7	29 h 10	50	185 h 40
1963	47	134 h 00	38	195 h 20	25	157 h 55	110	487 h 15
1964	31	126 h 20	38	232 h 15			69	358 h 35
1965	28	110 h 16	27	170 h 50	3	10 h 15	58	381 h 21
1966	33	137 h 02	37	222 h 40			70	359 h 42
1967	27	90 h 00	35	232 h 30			62	322 h 30
1968	13	23 h 15	36	233 h 05	12	50 h 00	61	306 h 20
1969	10	18 h 15	37	216 h 40	4	9 h 10	51	244 h 05
1970	33	161 h 30	37	239 h 20			70	400 h 50
1971	35	205 h 15	41	259 h 15			76	464 h 30
1972	32	179 h 10	39	245 h 45			71	424 h 55
1973	26	116 h 35	39	278 h 45			65	395 h 20
1974	12	36 h 15	45	312 h 45	11	48 h 00	68	397 h 00
1975	41	260 h 30	43	303 h 00	3	12 h 10	87	575 h 40
1976	37	190 h 50	43	284 h 10	7	37 h 05	87	512 h 05
1977	38	191 h 20	47	303 h 15			85	494 h 35
1978	42	196 h 35	50	396 h 55	5	16 h 40	97	610 h 10
1979	45	245 h 45	55	424 h 10	3	4 h 20	103	674 h 15
1980	48	309 h 25	54	378 h 55	14	89 h 35	116	777 h 55
1981	3	6 h 40	53	335 h 25	28	130 h 00	84	472 h 05
1982	47	259 h 20	53	346 h 25	31	123 h 05	131	728 h 50
1983	52	286 h 10	49	350 h 30	4	10 h 10	105	646 h 50
1984	49	241 h 35	50	339 h 50	22	88 h 55	121	670 h 20
1985	43	224 h 30	44	275 h 35	12	60 h 10	99	560 h 15
1986	38	225 h 50	48	378 h 00	43	324 h 30	129	928 h 20
1987	52	346 h 50	50	369 h 50	7	25 h 30	109	742 h 10
1988	5	14 h 05	51	350 h 20	12	48 h 40	68	413 h 05
1989	54	299 h 55	55	387 h 05	4	13 h 25	113	700 h 25
1990	51	294 h 30	51	407 h 55	1	4 h 50	103	707 h 15
1991	47	271 h 45	56	402 h 05	11	52 h 15	114	726 h 05
1992	45	209 h 35	40	216 h 20	21	105 h 20	106	531 h 15
1993	43	206 h 10	52	402 h 05	14	98 h 15	109	706 h 30
1994	45	248 h 35	54	409 h 25	24	155 h 30	123	813 h 30
1995* <sup>15</sup>	10	29 h 05	-	-	23	142 h 25	33	171 h 30

<sup>15</sup> Janvier à septembre.

Années	SESSIONS				TOTAUX	
	Ordinaire		Extraordinaires et de droit			
	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée
1995-1996	108	692 h 05	-	-	108	692 h 05
1996-1997	84	521 h 10	7	26 h 30	91	547 h 40
1997-1998	103	615 h 40	1	5 h 20	104	621 h 00
1998-1999	108	698 h 15	-	-	108	698 h 15
1999-2000	107	710 h 55	-	-	107	710 h 55
2000-2001	95	668 h 00	-	-	95	668 h 00
2001-2002	66	464 h 20	14	65 h 10	80	529 h 30
2002-2003	109	780 h 20	16	120 h 30	125	900 h 50
2003-2004	111	858 h 45	16	128 h 40	127	987 h 25
2004-2005	103	784 h 55	7	50 h 50	110	835 h 45
2005-2006	120	914 h 05	8	64 h 20	128	978 h 25
2006-2007	73	550 h 05	20	124 h 40	93	674 h 45
2007-2008	101	664 h 35	15	122 h 15	116	786 h 50
2008-2009	124	950 h 05	18	133 h 50	142	1083 h 55
2009-2010	123	984 h 41	20	142 h 22	143	<b>1127 h 03</b>
2010-2011	125	<b>996 h 23</b>	10	60 h 09	135	1056 h 32
2011-2012	75	512 h 48	19	129 h 59	94	642 h 47
2012-2013	122	866 h 28	<b>21</b>	<b>169 h 49</b>	143	1036 h 17
2013-2014	118	787 h 58	18	109 h 09	136	897 h 07
2014-2015	<b>126</b>	942 h 30	<b>21</b>	134 h 20	<b>147</b>	1076 h 50
2015-2016	121	847 h 57	14	67 h 04	135	915 h 01
2016-2017	60	381 h 14	16	84 h 04	76	465 h 18
2017-2018	105	659 h 34	20	165 h 38	125	825 h 12
2018-2019	110	734 h 23	15	103 h 27	125	837 h 50



## 2. Projets et propositions de loi déposés

ANNÉES	PROJETS DE LOI (hors conventions internationales)			PROPOSITIONS DE LOI	
	Assemblée Nationale	Sénat	Pourcentage Sénat	Assemblée Nationale	Sénat
1959	81	22	21 %	206	31
1960	85	26	23 %	165	30
1961	65	41	39 %	160	41
1962	51	11	18 %	85	28
1963	109	8	7 %	286	28
1964	91	9	9 %	119	19
1965	79	5	6 %	80	20
1966	88	10	10 %	134	18
1967	56	6	10 %	323	42
1968	90	5	5 %	421	31
1969	70	1	1,4 %	168	13
1970	72	18	20 %	196	53
1971	83	10	11 %	155	43
1972	71	27	27 %	217	48
1973	57	13	18 %	<b>558</b>	57
1974	49	28	36 %	227	82
1975	73	59	45 %	89	52
1976	87	31	26 %	167	66
1977	73	46	39 %	429	128
1978	60	36	37 %	469	130
1979	101	15	13 %	300	108
1980	48	17	26 %	286	121
1981	51	32	38 %	412	136
1982	83	42	33 %	147	107
1983	65	46	41 %	82	76
1984	74	37	34 %	99	76
1985	90	20	18 %	142	89
1986	41	34	45 %	362	153
1987	58	31	35 %	272	108
1988	37	27	42 %	366	126
1989	52	51	49,5 %	197	83
1990	56	38	40,4 %	202	84
1991	65	44	40,4 %	176	97
1992	56	36	39,1 %	194	57
1993	53	52	49,5 %	516	129
1994	58	52	47,3 %	390	98
1995*	31	20	39,2 %	160	80

\* Janvier à septembre.

ANNÉES	PROJETS DE LOI (hors conventions internationales)			PROPOSITIONS DE LOI	
	Assemblée nationale	Sénat	Pourcentage Sénat	Assemblée nationale	Sénat
1995-1996	55	36	39,6 %	264	91
1996-1997	51	53	51 %	378	93
1997-1998	44	47	51,6 %	329	160
1998-1999	26	67	72 %	211	83
1999-2000	30	49	62 %	255	94
2000-2001	37	35	48,6 %	202	93
2001-2002	20	73	<b>78,5 %</b>	222	61
2002-2003	55	37	40 %	367	72
2003-2004	74	54	42,2 %	253	73
2004-2005	59	53	46,9 %	209	100
2005-2006	63	53	45,2 %	338	104
2006-2007	34	71	64,7 %	275	65
2007-2008	51	45	44,9 %	425	88
2008-2009	77	59	36,0 %	323	137
2009-2010	76	43	56,6 %	346	130
2010-2011	52	38	42 %	391	166
2011-2012	84	46	54,7 %	374	<b>193</b>
2012-2013	<b>120</b>	31	20,7 %	491	146
2013-2014	57	35	28,1 %	272	124
2014-2015	51	63	53,8 %	297	88
2015-2016	63	48	43,2 %	297	155
2016-2017	44	<b>93</b>	70,8 %	229	119
2017-2018	55	31	34,4 %	457	157
2018-2019	38	24	38,7 %	432	163

### 3. Déclarations d'urgence et procédures accélérées

ANNÉES	DÉCLARATIONS D'URGENCE - PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES (Hors conventions)	NOMBRE TOTAL DE LOIS ADOPTÉES (Hors conventions)	NOMBRE D'URGENCES ET PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES SUR LE NOMBRE DE LOIS ADOPTÉES (Hors conventions)
1959	0	51	0,00%
1960	3	69	4,35%
1961	1	86	1,16%
1962	2	50	4,00%
1963	10	68	14,71%
1964	7	95	7,37%
1965	3	60	5,00%
1966	19	116	16,38%
1967	5	62	8,06%

ANNÉES	DÉCLARATIONS D'URGENCE - PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES (Hors conventions)	NOMBRE TOTAL DE LOIS ADOPTÉES (Hors conventions)	NOMBRE D'URGENCES ET PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES SUR LE NOMBRE DE LOIS ADOPTÉES (Hors conventions)
1968	14	49	28,57%
1969	7	71	9,86%
1970	18	73	24,66%
1971	20	92	21,74%
1972	15	102	14,71%
1973	8	55	14,55%
1974	12	49	24,49%
1975	20	112	17,86%
1976	20	83	24,10%
1977	44	102	43,14%
1978	22	59	37,29%
1979	8	47	17,02%
1980	14	49	28,57%
1981	7	33	21,21%
1982	36	71	50,70%
1983	21	87	24,14%
1984	27	73	36,99%
1985	<b>55</b>	81	67,90%
1986	25	44	56,82%
1987	35	79	44,30%
1988	7	23	30,43%
1989	30	63	47,62%
1990	28	69	40,58%
1991	28	58	48,28%
1992	34	71	47,89%
1993	14	54	25,93%
1994	16	71	22,54%
1995*	4	16	25,00%

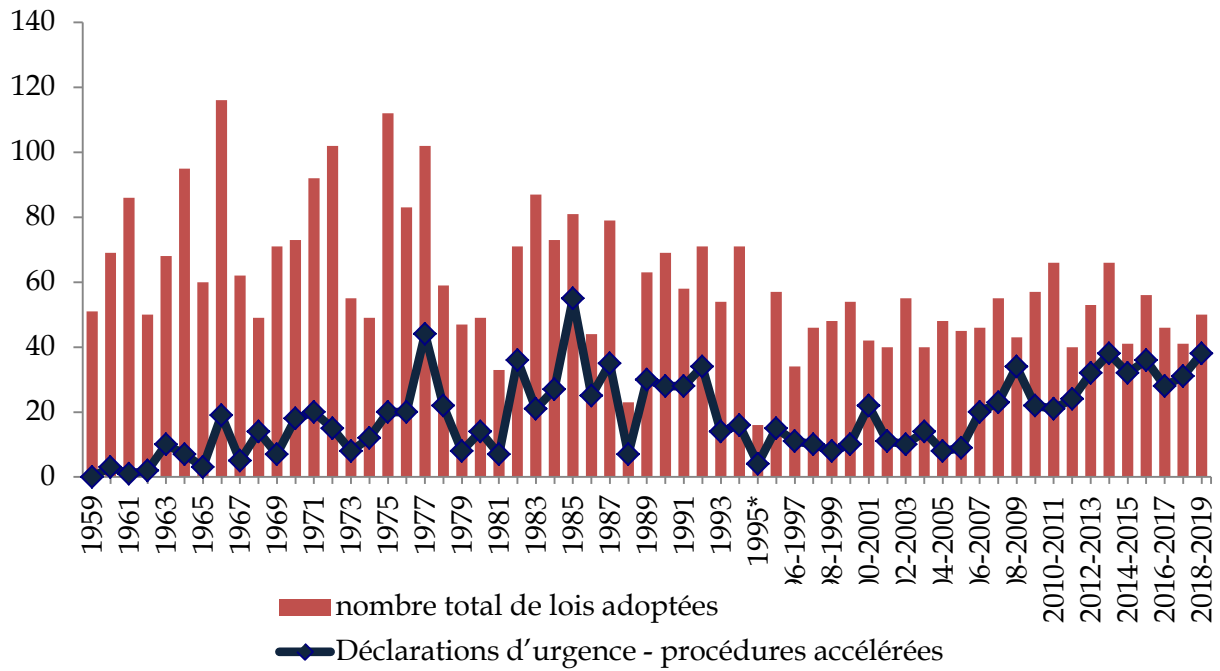
\* Janvier à septembre.

<b>ANNÉES</b>	<b>DÉCLARATIONS D'URGENCE - PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES (Hors conventions et lettres rectificatives)</b>	<b>NOMBRE TOTAL DE LOIS ADOPTÉES (Hors conventions)</b>	<b>NOMBRE D'URGENCES ET PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES SUR LE NOMBRE DE LOIS ADOPTÉES (Hors conventions)</b>
1995-1996	15	57	26,32%
1996-1997	11	34	32,35%
1997-1998	10	46	21,74%
1998-1999	8	48	16,67%
1999-2000	10	54	18,52 %
2000-2001	22	42	52,38 %
2001-2002	11	40	27,50 %
2002-2003	10	55	18,18 %
2003-2004	14	40	35,00 %
2004-2005	8	48	16,67 %
2005-2006	9	45	20,00 %
2006-2007	20	46	43,48 %
2007-2008	23	55	41,82 %
2008-2009*	34	43	79,07 %
2009-2010	22	57	38,6 %
2010-2011	21	66	31,8 %
2011-2012	24	40	60,0 %
2012-2013	32	53	60,4 %
2013-2014	38	66	57,6 %
2014-2015	32	41	78,0 %
2015-2016	39	56	69,6 %
2016-2017	28	46	60,9 %
2017-2018	31	41	75,6 %
2018-2019	37	50	74,0 %

---

\* À compter du 1<sup>er</sup> mars 2009 : la déclaration d'urgence devient l'engagement de la procédure accélérée.





#### 4. Nombre de lois adoptées définitivement et nombre d'amendements de séance déposés et adoptés

ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1959	51	-	51	-	-
1960	69	18	87	-	-
1961	86	17	103	-	-
1962	50	2	52	-	-
1963	68	30	98	-	-
1964	95	22	117	-	-
1965	60	15	75	-	-
1966	116	27	143	-	-
1967	62	18	80	-	-
1968	49	21	70	-	-
1969	71	7	78	576	211
1970	73	24	97	971	723
1971	92	23	115	1 745	1 178
1972	102	29	131	1 736	467
1973	55	16	71	727	468
1974	49	21	70	1 058	536
1975	112	37	149	2 185	1 246
1976	83	27	110	2 189	1 102
1977	102	61	<b>163</b>	2 185	952
1978	59	32	91	2 603	1 240

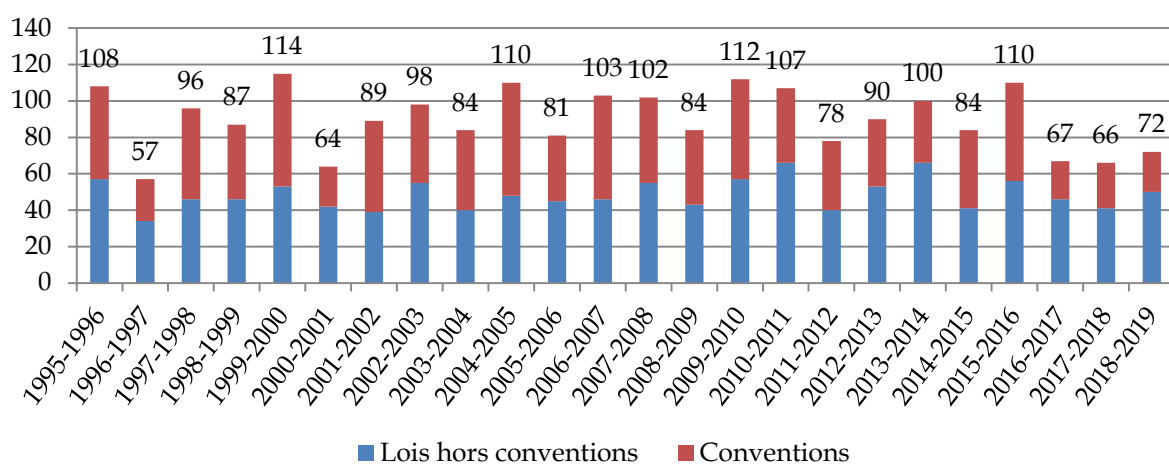
ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1979	47	34	81	3 083	1 109
1980	49	38	87	4 084	1 529
1981	33	23	56	2 692	887
1982	71	41	112	4 857	2 525
1983	87	34	121	4 403	2 680
1984	73	47	120	4 752	2 647
1985	81	43	124	4 180	2 551
1986	44	16	60	8 553	900
1987	79	38	117	4 478	1 222
1988	23	27	50	1 991	826
1989	63	29	92	4 025	1 987
1990	69	38	107	6 129	1 911
1991	58	30	88	4 736	2 617
1992	71	24	95	5 232	3 316
1993	54	24	78	7 808	1 523
1994	71	63	134	5 598	2 301
1995*	16	4	20	1 292	409

\* Janvier à septembre.

ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1995-1996	57	51	108	6 926	1 968
1996-1997	34	23	57	3 592	1 489
1997-1998	46	50	96	3 228	1 781
1998-1999	46	41	87	4 740	2 809
1999-2000	53	62	114	5 556	3 131
2000-2001	42	22	64	5 109	3 246
2001-2002	39	50	89	4 443	2 815
2002-2003	55	43	98	7 558	2 537
2003-2004	40	44	84	10 398	3 685
2004-2005	48	62	110	7 686	2 706
2005-2006	45	36	81	8 652	2 799
2006-2007	46	57	103	5 672	2 118
2007-2008	55	47	102	5 988	1 959
2008-2009	43	41	84	8 746	2 379
2009-2010	57	55	112	8 435	1 776
2010-2011	66	41	107	8 377	1 697
2011-2012	40	38	78	3 192	1 067
2012-2013	53	37	90	9 085	1 671
2013-2014	66	34	100	8 345	2 046
2014-2015	41	43	84	<b>10 608</b>	2 243

ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
2015-2016	56	54	110	9 888	2 479
2016-2017	46	21	67	3 411	984
2017-2018	41	25	66	8 557	1 816
2018-2019	50	22	72	10 175	2 404

### Nombre de lois adoptées définitivement



## 5. Modalités d'adoption des lois (hors conventions)

3 662 lois ont été adoptées de 1959 au 30 septembre 2019.  
876 lois ont été adoptées à partir du texte de la commission mixte paritaire et l'Assemblée nationale a statué en dernier lieu sur 454 textes.

### a) Tableau récapitulatif

Année	Nombre total de lois adoptées	Nombre de lois adoptées			Nombre de CMP
		par la navette	à partir du texte de CMP	dernier mot de l'AN	
1959	51	50	1	0	1
1960	69	64	2	3	5
1961	86	81	4	1	5
1962	50	48	1	1	2
1963	68	57	6	5	11
1964	95	84	5	6	11
1965	60	48	5	7	12
1966	116	102	8	6	14
1967	62	50	8	4	12
1968	49	38	6	5	11
1969	71	63	8	0	8
1970	73	55	16	2	18
1971	92	71	17	4	21
1972	102	86	9	7	16
1973	55	45	6	4	10
1974	49	36	13	0	13
1975	112	85	27	0	27
1976	83	59	23	1	24
1977	102	72	30	0	30
1978	59	29	29	1	30
1979	47	33	12	2	14
1980	49	33	13	3	16
1981	33	17	6	10	16
1982	71	28	11	32	43
1983	87	48	13	26	39
1984	73	31	16	26	42
1985	81	21	15	45	60
1986	44	24	19	1	20
1987	79	52	27	0	27
1988	23	13	2	8	10
1989	63	29	14	20	34
1990	69	32	18	19	37
1991	58	27	15	16	31
1992	71	25	30	16	46
1993	54	33	21	0	21
1994	71	42	28	1	29
1995*	16	7	9	0	9

\* Janvier à septembre.

Année	Nombre total de lois adoptées	Nombre de lois adoptées			Nombre de CMP
		par la navette	à partir du texte de CMP	dernier mot de l'AN	
1995-1996	57	38	19	0	19
1996-1997	34	17	16	1	17
1997-1998	46	25	6	15	21
1998-1999	48	31	6	11	18
1999-2000	54	31	7	16	23
2000-2001	42	18	6	18	25
2001-2002	40	15	13	12	23
2002-2003	55	41	14	0	14
2003-2004	40	21	19	0	19
2004-2005	48	32	16	0	16
2005-2006	45	27	18	0	18
2006-2007	46	27	19	0	19
2007-2008	55	37	18	0	18
2008-2009	43	24	19	0	20
2009-2010	57	35	21	1	23
2010-2011	66	39	27	0	27
2011-2012	40	17	10	13	23
2012-2013	53	26	18	9	30
2013-2014	66	27	27	12	38
2014-2015	41	15	12	14	27
2015-2016	56	19	25	12	39
2016-2017	46	20	12	14	22
2017-2018	41	11	18	12	35
2018-2019	50	21	17	12	28
<b>TOTAL</b>	<b>3 662</b>	<b>2 332</b>	<b>876</b>	<b>454</b>	<b>1 337</b>

*b) Les commissions mixtes paritaires réussies*

Depuis 1959, deux tiers des commissions mixtes paritaires ont réussi (66 %)

<b>Année</b>	<b>Pourcentage de réussites par rapport au total des CMP</b>
1959	100 %
1960	40 %
1961	80 %
1962	50 %
1963	55 %
1964	45 %
1965	42 %
1966	57 %
1967	67 %
1968	55 %
1969	100 %
1970	89 %
1971	81 %
1972	56 %
1973	60 %
1974	100 %
1975	100 %
1976	96 %
1977	100 %
1978	97 %
1979	86 %
1980	81 %
1981	38 %
1982	26 %
1983	33 %
1984	38 %
1985	25 %
1986	95 %
1987	100 %
1988	20 %
1989	41 %
1990	49 %
1991	48 %
1992	65 %
1993	100 %
1994	97 %
1995*	100 %

\* Janvier à septembre.

<b>Année</b>	<b>Pourcentage de réussites par rapport au total des CMP</b>
1995-1996	100 %
1996-1997	94 %
1997-1998	29 %
1998-1999	35 %
1999-2000	30 %
2000-2001	24 %
2001-2002	57 %
2002-2003	100 %
2003-2004	100 %
2004-2005	100 %
2005-2006	100 %
2006-2007	100 %
2007-2008	100 %
2008-2009	100 %
2009-2010	96 %
2010-2011	96 %
2011-2012	48 %
2012-2013	60 %
2013-2014	72 %
2014-2015	52 %
2015-2016	59 %
2016-2017	59 %
2017-2018	54 %
2018-2019	64 %
<b>Moyenne</b>	<b>66 %</b>

*c) Les lois adoptées par accord entre les deux assemblées (soit par le jeu de la navette, soit à la suite d'une commission mixte paritaire)*

Depuis 1959, près de 9 lois sur 10 (88 %) ont été adoptées par accord entre les deux assemblées, soit par le jeu de la navette, soit à la suite d'une commission mixte paritaire.

<b>Année</b>	<b>Pourcentage de lois adoptées par accord par rapport au nombre total de lois adoptées</b>
1959	100 %
1960	95,65 %
1961	98,84 %
1962	98,00 %
1963	92,65 %
1964	93,68 %
1965	88,33 %
1966	94,83 %
1967	93,55 %
1968	89,80 %
1969	100 %
1970	97,26 %
1971	95,65 %
1972	93,14 %
1973	92,73 %
1974	100 %
1975	100 %
1976	98,80 %
1977	100 %
1978	98,31 %
1979	95,74 %
1980	93,88 %
1981	69,70 %
1982	54,93 %
1983	70,11 %
1984	64,38 %
1985	44,44 %
1986	97,73 %
1987	100 %
1988	65,22 %
1989	68,25 %
1990	72,46 %
1991	72,41 %
1992	77,46 %
1993	100 %
1994	98,59 %
1995*	100 %

\*Janvier à septembre.



<b>Année</b>	<b>Pourcentage de lois adoptées par accord par rapport au nombre total de lois adoptées</b>
1995-1996	100 %
1996-1997	97,06 %
1997-1998	67,39 %
1998-1999	77,08 %
1999-2000	70,37 %
2000-2001	57,14 %
2001-2002	70,00 %
2002-2003	100 %
2003-2004	100 %
2004-2005	100 %
2005-2006	100 %
2006-2007	100 %
2007-2008	100 %
2008-2009	100 %
2009-2010	98,3 %
2010-2011	100 %
2011-2012	67,5 %
2012-2013	83 %
2013-2014	81,81 %
2014-2015	65,85 %
2015-2016	78,58 %
2016-2017	69,57 %
2017-2018	70,73 %
2018-2019	76,00 %
<b>Moyenne</b>	<b>87,60 %</b>

*d) Le dernier mot donné à l'Assemblée nationale*

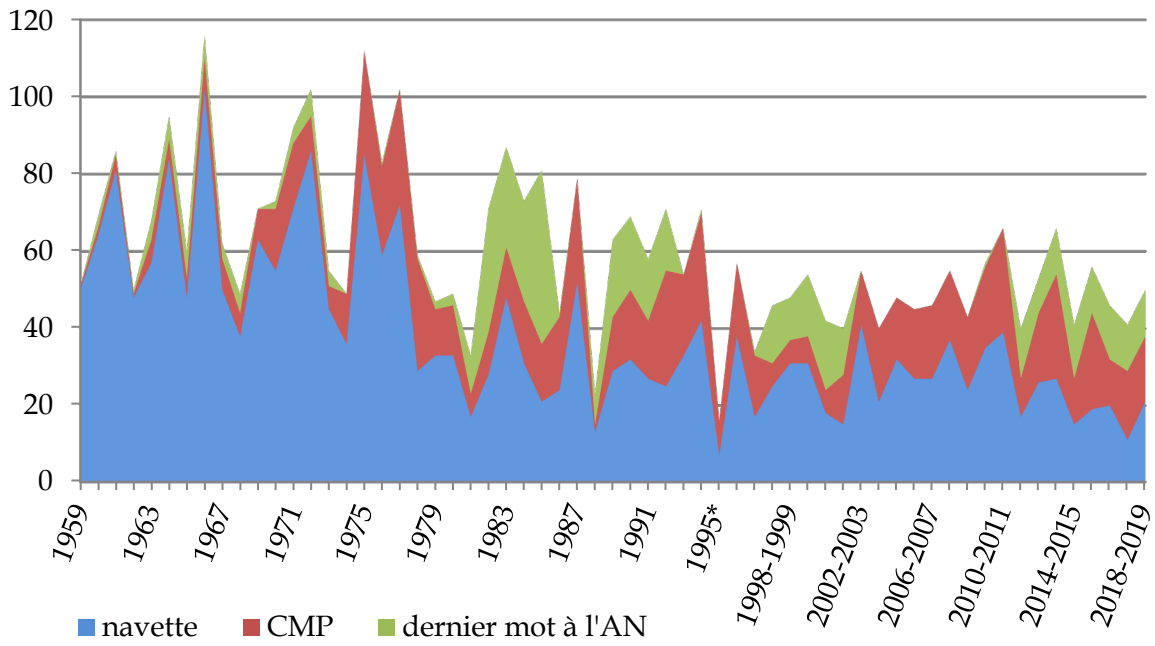
Depuis 1959, une loi sur neuf (12 %) a été adoptée par l'Assemblée nationale statuant en dernier lieu.

<b>Année</b>	<b>Pourcentage derniers mots par rapport au total des lois adoptées</b>
1959	0,00 %
1960	4,35 %
1961	1,16 %
1962	2,00 %
1963	7,35 %
1964	6,32 %
1965	11,67 %
1966	5,17 %
1967	6,45 %
1968	10,20 %
1969	0,00 %
1970	2,74 %
1971	4,35 %
1972	6,86 %
1973	7,27 %
1974	0,00 %
1975	0,00 %
1976	1,20 %
1977	0,00 %
1978	1,69 %
1979	4,26 %
1980	6,12 %
1981	30,30 %
1982	45,07 %
1983	29,89 %
1984	35,62 %
1985	55,56 %
1986	2,27 %
1987	0,00 %
1988	34,78 %
1989	31,75 %
1990	27,54 %
1991	27,59 %
1992	22,54 %
1993	0,00 %
1994	1,41 %
1995*	0,00 %

\*Janvier à septembre.

<b>Année</b>	<b>Pourcentage derniers mots par rapport au total des lois adoptées</b>
1995-1996	0,00 %
1996-1997	2,94 %
1997-1998	32,61 %
1998-1999	22,92 %
1999-2000	29,63 %
2000-2001	42,85 %
2001-2002	30,00 %
2002-2003	0,00 %
2003-2004	0,00 %
2004-2005	0,00 %
2005-2006	0,00 %
2006-2007	0,00 %
2007-2008	0,00 %
2008-2009	0,00 %
2009-2010	1,70 %
2010-2011	0,00 %
2011-2012	32,50 %
2012-2013	17,00 %
2013-2014	18,20 %
2014-2015	34,15 %
2015-2016	21,43 %
2016-2017	30,43 %
2017-2018	29,27 %
2018-2019	24,00 %
<b>Moyenne</b>	<b>12,40 %</b>

## MODALITÉS D'ADOPTION DES LOIS



## 6. Origine des lois promulguées depuis 1959

ANNÉES	LOIS					
	PJL (hors conventions)	PPL AN	PPL Sénat	Total (hors conventions)	Conventions	Total
1959	50	1	-	51	-	51
1960	62	5	2	69	18	87
1961	82	3	1	86	17	103
1962	43	3	4	50	2	52
1963	55	9	4	68	30	98
1964	84	8	3	95	22	117
1965	49	9	2	60	15	75
1966	102	13	1	116	27	143
1967	43	15	4	62	18	80
1968	40	9	-	49	21	70
1969	62	9	-	71	7	78
1970	60	13	-	73	24	97
1971	69	20	3	92	23	115
1972	78	20	4	102	29	131
1973	40	14	1	55	16	71
1974	42	4	3	49	21	70
1975	94	14	4	112	37	149
1976	68	7	8	83	27	110
1977	82	10	10	102	61	<b>163</b>
1978	51	7	1	59	32	91
1979	38	8	1	47	34	81
1980	36	5	8	49	38	87
1981	30	1	2	33	23	56
1982	63	4	4	71	41	112
1983	82	3	2	87	34	121
1984	65	5	3	73	47	120
1985	79	2	0	81	43	124
1986	38	3	3	44	16	60
1987	60	11	8	79	38	117
1988	12	8	3	23	27	50
1989	58	4	1	63	29	92
1990	58	7	4	69	38	107
1991	48	6	4	58	30	88
1992	68	2	1	71	24	95
1993	46	2	6	54	24	78
1994	63	5	3	71	63	134
1995	9	7	-	16	4	20

ANNÉES	LOIS					
	PJL (hors conventions)	PPL AN	PPL Sénat	Total (hors conventions)	Conventions	Total
1995-1996	43	10	4	57	51	108
1996-1997	22	6	6	34	23	57
1997-1998	30	10	6	46	50	96
1998-1999	32	8	6	46	41	87
1999-2000	35	12	6	53	62	114
2000-2001	26	11	5	42	22	64
2001-2002	22	11	6	39	50	89
2002-2003	38	6	11	55	43	98
2003-2004	33	2	5	40	44	84
2004-2005	36	7	5	48	62	110
2005-2006	33	5	7	45	36	81
2006-2007	36	2	8	46	57	103
2007-2008	42	8	5	55	47	102
2008-2009	34	5	4	43	41	84
2009-2010	33	12	12	57	55	112
2010-2011	42	9	15	66	41	107
2011-2012	21	13	6	40	38	78
2012-2013	34	8	11	53	37	90
2013-2014	40	17	9	66	34	100
2014-2015	28	7	6	41	43	84
2015-2016	26	18	12	56	54	110
2016-2017	25	12	9	46	21	67
2017-2018	29	10	2	41	25	66
2018-2019	24	12	13	49	22	71
Total	2 873	497	287	3 657	1 999	5 655

### 7. Taux de reprise par l'Assemblée nationale des amendements adoptés au Sénat depuis 1970

ANNÉE	TAUX DE REPRISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	MOYENNE DES ANNÉES
1970-1971	68 %	80 %
1971-1972	75 %	
1972-1973	73 %	
1973-1974	73 %	
1974-1975	93 %	
1975-1976	85 %	
1976-1977	85 %	

ANNÉE	TAUX DE REPRISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	MOYENNE DES ANNÉES
1977-1978	86 %	
Octobre à décembre 1978	86 %	
1979	79 %	
1980	77 %	
1981	57 %	49,6 %
1982	45 %	
1983	44 %	
1984	52 %	
1985	50 %	
1986	89 %	88,5 %
1987	88 %	
1988	58 %	57,4 %
1989	60 %	
1990	64 %	
1991	52 %	
1992	53 %	
1993	91 %	86,5 %
1994	88 %	
Janvier à septembre 1995	78 %	
1995-1996	87 %	
1996-1997	88 %	52,6 %
1997-1998	46 %	
1998-1999	54 %	
1999-2000	48 %	
2000-2001	50 %	
2001-2002	65 %	
2002-2003	92 %	
2003-2004	92 %	92 %
2004-2005	93 %	
2005-2006	93 %	
2006-2007	94 %	
2007-2008	91 %	
2008-2009	94 %	
2009-2010	94 %	
2010-2011	86 %	

ANNÉE	TAUX DE REPRISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	MOYENNE DES ANNÉES
2011-2012	49 %	62 %
2012-2013	65 %	
2013-2014	73 %	
2014-2015	60 %	63 %
2015-2016	61 %	
2016-2017	68 %	
2017-2018	53 %	
2018-2019	55 %	

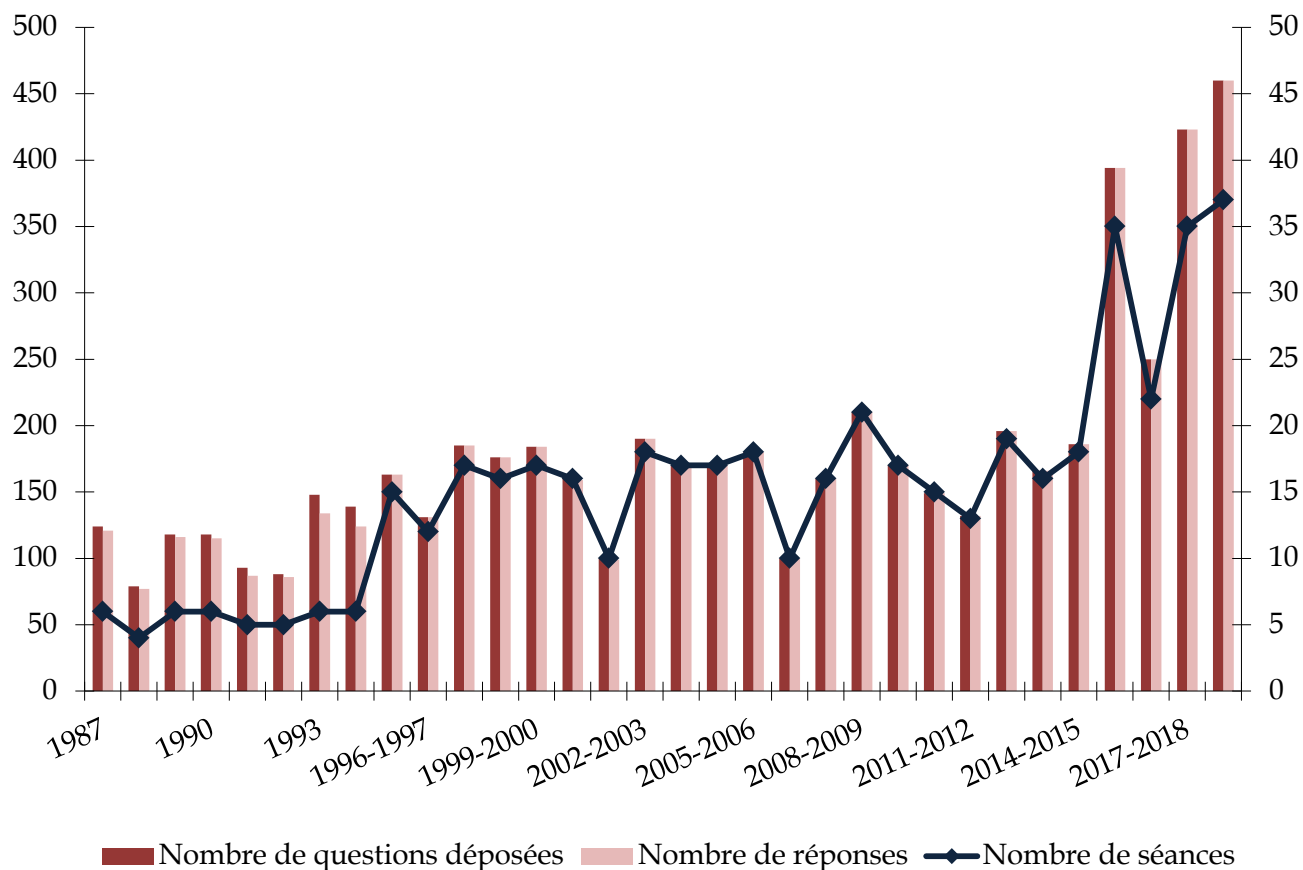
### 8. Questions d'actualité au Gouvernement

ANNÉES	NOMBRE DE QUESTIONS POSÉES	NOMBRE DE SÉANCES	DURÉE DES SÉANCES
1995-1996	163	15	15 h 55
1996-1997	131	12	12 h 40
1997-1998	185	17	19 h 23
1998-1999	176	16	16 h 17
1999-2000	184	17	17 h 10
2000-2001	159	16	15 h 47
2001-2002	99	10	10 h 00
2002-2003	190	18	17 h 53
2003-2004	170	17	17 h 00
2004-2005	170	17	17 h 00
2005-2006	180	18	18 h 05
2006-2007	100	10	10 h 00
2007-2008	160	16	15 h 55
2008-2009	210	21	21 h 05
2009-2010	170	17	17 h 00
2010-2011	149	15	14 h 55
2011-2012	132	13	12 h 27
2012-2013	196	19	18 h 44
2013-2014	166	16	16 h 37
2014-2015	186	18	16 h 26



ANNÉES	NOMBRE DE QUESTIONS POSÉES	NOMBRE DE SÉANCES	DURÉE DES SÉANCES
2015-2016	394	35	30 h 14
2016-2017	250	22	19 h 05
2017-2018	423	35	31 h 17
2018-2019	460	37	37 h 32

### QUESTIONS D'ACTUALITÉ AU GOUVERNEMENT



### 9. Questions orales avec débat

ANNÉES	QUESTIONS DÉPOSÉES	QUESTIONS DISCUTÉES	NOMBRE DE DÉBATS <sup>1</sup>	DURÉE DES SÉANCES
1959	41	24	12	
1960	33	10	7	
1961	42	26	11	
1962	39	17		
1963	44	33		
1964	66	54		

<sup>1</sup> La possibilité de joindre la discussion de plusieurs questions orales avec débat ayant été supprimée par la résolution du 21 novembre 1995, cette colonne n'a plus de raison d'être dans la suite du tableau.

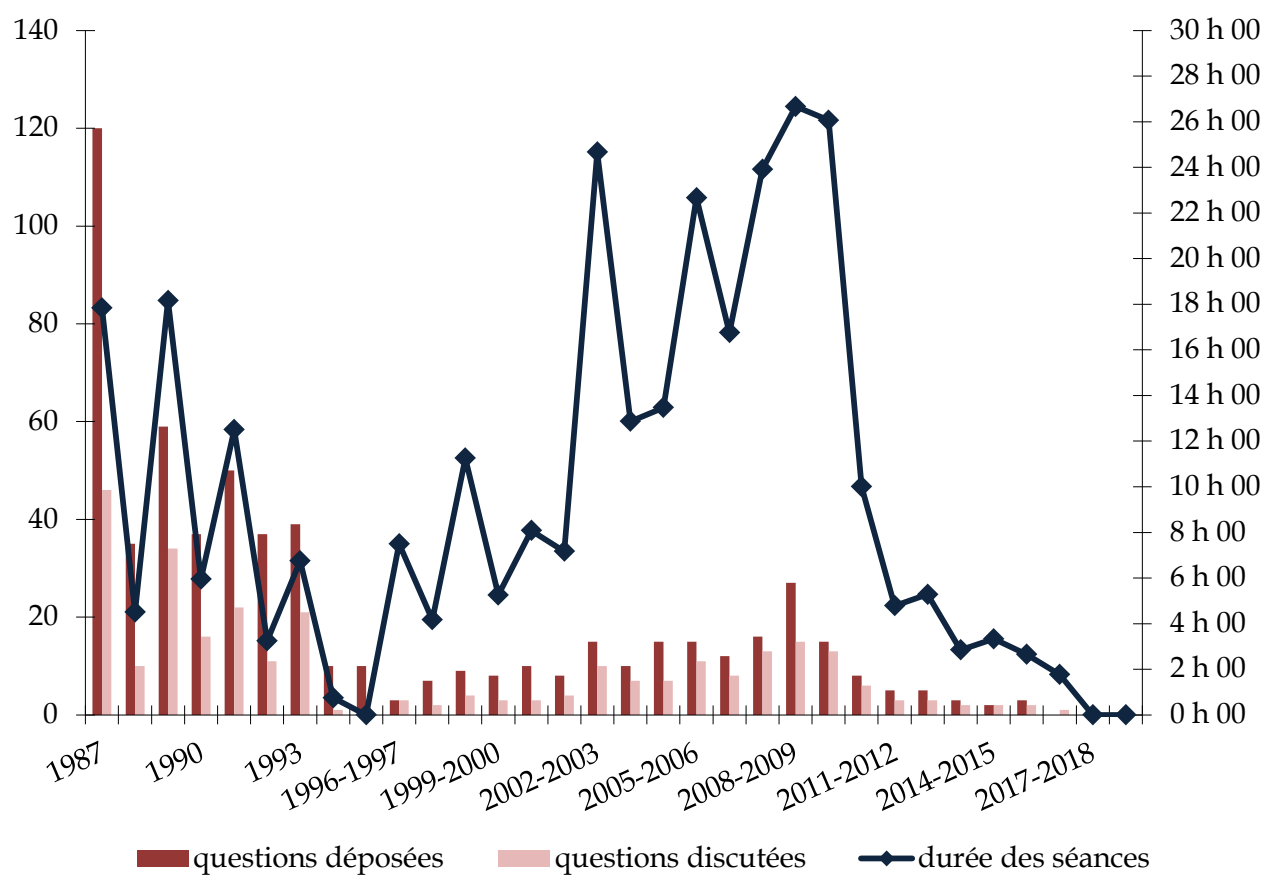
1965	38	19		
1966	58	35	19	33 h 00
1967	52	28	14	25 h 45
1968	44	10	8	12 h 20
1969	25	14	13	
1970	58	40	27	46 h 40
1971	46	29	20	37 h 40
1972	85	59	42	48 h 20
1973	95	64	42	62 h 30
1974	89	39	26	33 h 40
1975	94	69	46	61 h 50
1976	84	66	<b>62</b>	52 h 05
1977	127	76	44	66 h 20
1978	147	85	35	65 h 35
1979	<b>170</b>	<b>106</b>	34	69 h 55
1980	161	39	15	<b>78 h 40</b>
1981	122	42	17	21 h 25
1982	61	39	20	20 h 20
1983	100	47	17	21 h 55
1984	124	89	31	37 h 15
1985	116	76	26	31 h 20
1986	94	30	8	9 h 50
1987	120	46	6	17 h 50
1988	35	10	5	4 h 30
1989	59	34	8	18 h 10
1990	37	16	4	5 h 57
1991	50	22	7	12 h 30
1992	37	11	2	3 h 15
1993	39	21	4	6 h 45
1994	10	1	1	0 h 45
1995*	2	-	-	-

\* Janvier à septembre.

ANNÉES	QUESTIONS DÉPOSÉES	QUESTIONS DISCUTÉES	DURÉE DES SÉANCES
1995-1996	8	-	-
1996-1997	3	3	7 h 30
1997-1998	7	2	4 h 10
1998-1999	9	4	11 h 15
1999-2000	8	3	5 h 15
2000-2001	10	3	8 h 05
2001-2002	8	4	7 h 10
2002-2003	15	10	24 h 40
2003-2004	11	8	16 h 20

2004-2005	15	7	13 h 28
2005-2006	15	11	22 h 40
2006-2007	12	8*	16 h 45
2007-2008	16	13	23 h 55
2008-2009	27	15	26 h 40
2009-2010	15	13	26 h 04
2010-2011	8	6	10 h 00
2011-2012	5	3	4 h 53
2012-2013	5	3	5 h 17
2013-2014	3	2	2 h 51
2014-2015	2	2	3 h 20
2015-2016	3	2	2 h 39
2016-2017	0	1	1 h 46
2017-2018	0	0	-
2018-2019	0	0	-

*\*Compte non tenu de la question orale avec débat de M. Pierre LAFFITTE (RDSE) sur la transition énergétique et le plan climat, jointe le 13.12.06 à un débat de contrôle sur les énergies renouvelables.*

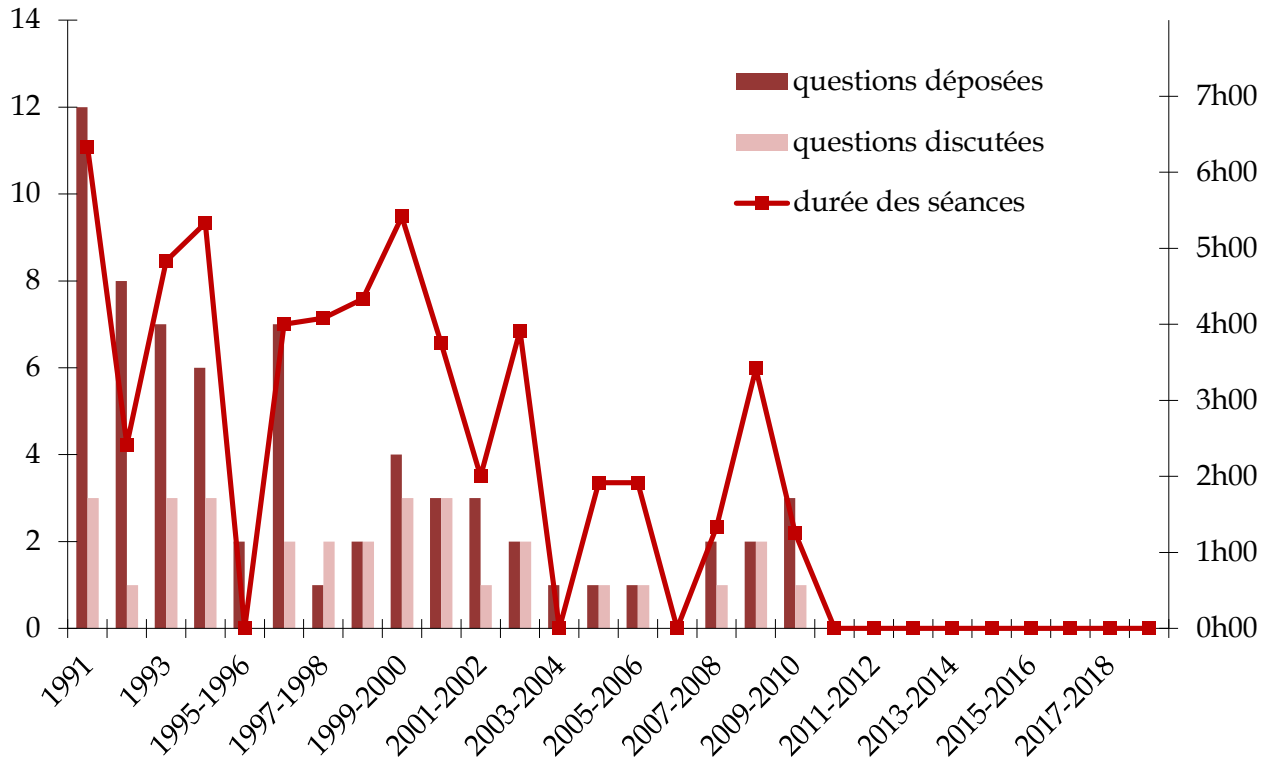


## 10. Questions orales avec débat européennes

ANNÉES	QUESTIONS DÉPOSÉES	QUESTIONS DISCUTÉES	DURÉE DES SÉANCES
1991	12	3	6 h 20
1992	8	1	2 h 25
1993	7	3	4 h 50
1994	6	3	5 h 20
1995*	2	-	-

1995-1996	7	2	4 h 00
1996-1997	1	2	4 h 05
1997-1998	2	2	3 h 40
1998-1999	2	2	4 h 20
1999-2000	4	3	5 h 25
2000-2001	3	3	3 h 45
2001-2002	3	1	2 h 00
2002-2003	2	2	3 h 55
2003-2004	1	-	-
2004-2005	1	1	1 h 55
2005-2006	1	1	1 h 55
2006-2007	-	-	-
2007-2008	2	1	1 h 20
2008-2009	2	2	3 h 25
2009-2010	3	1	1 h 15
2010-2011	-	-	-
2011-2012	-	-	-
2012-2013	-	-	-
2013-2014	-	-	-
2014-2015	-	-	-
2015-2016	-	-	-
2016-2017	-	-	-
2017-2018	-	-	-
2018-2019	-	-	-

### Questions orales avec débat européennes



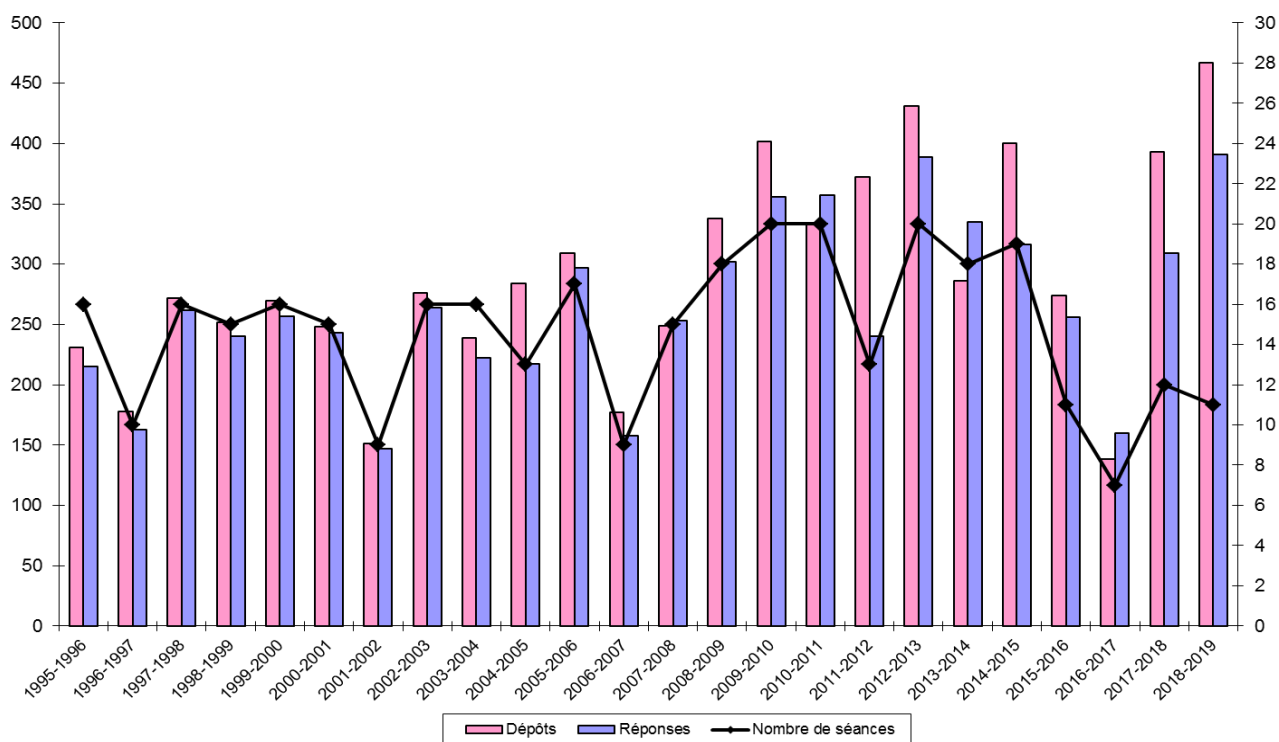
## 11. Questions orales

Années	Dépôts	Réponses	Nombre de séances	Durée des séances
<u>Années parlementaires</u>				
1959-1960	157	157		
1960-1961	120	120		
1961-1962	101	101		
1962-1963	86	86		
1963-1964	75	75		
1964-1965	75	75		
1965-1966	70	45		
1966-1967	61	42		
1967-1968	70	52		
1968-1969	58	30		
1969-1970	112	96		22 h 40
1970-1971	106	86		13 h 55
1971-1972	112	92		19 h 55

<u>Années civiles</u>				
1972	125	102	19	21 h 25
1973	126	100	18	24 h 25
1974	92	78	12	16 h 05
1975	200	154	19	28 h 40
1976	209	178	18	33 h 15
1977	195	170	18	32 h 40
1978	244	184	17	33 h 25
1979	260	205	19	<b>42 h 20</b>
1980	<b>292</b>	219	16	41 h 35
1981	214	80	11	18 h 00
1982	140	105	16	20 h 20
1983	136	91	14	18 h 15
1984	135	92	17	16 h 45
1985	158	105	15	17 h 35
1986	145	96	14	14 h 30
1987	142	122	16	19 h 35
1988	53	28	4	5 h 15
1989	126	93	19	15 h 00
1990	108	81	15	17 h 10
1991	112	95	14	16 h 00
1992	128	111	13	20 h 00
1993	92	82	11	12 h 30
1994	94	89	12	13 h 30
1995*	13	8	1	1 h 20

\* Janvier à septembre

Années parlementaires	Dépôts	Réponses	Nombre de séances	Durée des séances
1995-1996	231	215	16	30 h 25
1996-1997	178	163	10	22 h 00
1997-1998	272	262	17	37 h 45
1998-1999	252	240	15	33 h 28
1999-2000	270	257	16	34 h 48
2000-2001	248	243	15	33 h 00
2001-2002	151	147	9	19 h 30
2002-2003	276	264	16	37 h 55
2003-2004	239	222	16	31 h 35
2004-2005	284	217	13	29 h 30
2005-2006	309	297	17	42 h 35
2006-2007	177	158	9	22 h 10
2007-2008	249	253	15	36 h 05
2008-2009	338	302	18	42 h 40
2009-2010	402	356	20	46 h 50
2010-2011	334	357	20	50 h 05
2011-2012	372	240	13	33 h 12
2012-2013	431	389	20	50 h 42
2013-2014	286	335	18	41 h 24
2014-2015	400	316	18	39 h 38
2015-2016	274	256	11	26 h 31
2016-2017	138	160	7	18 h 06
2017-2018	393	309	12	30 h 34
2018-2019	467	391	11	32 h 34



## 11. Questions écrites

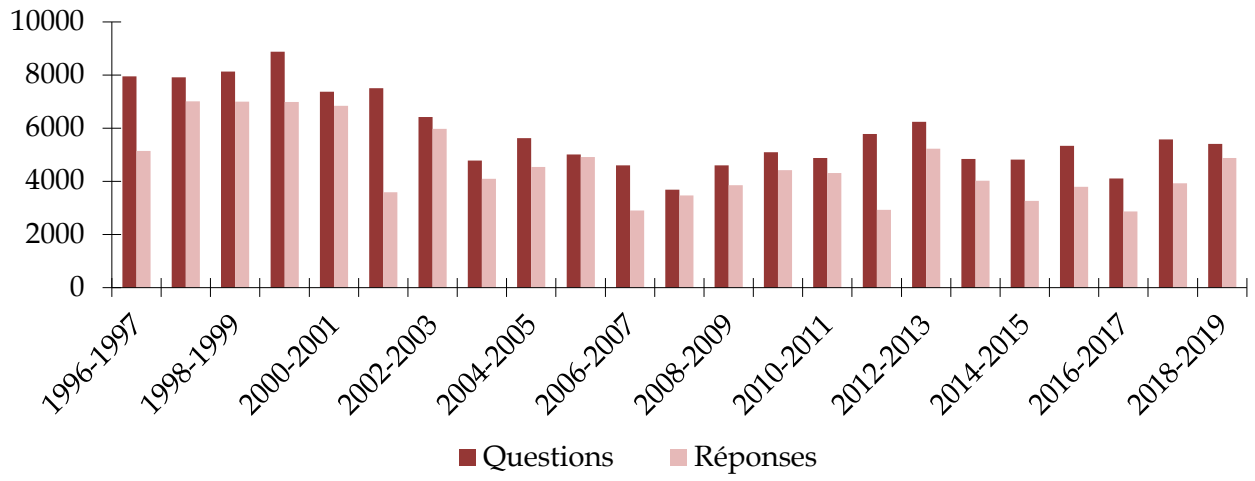
Années	Questions déposées	Réponses	Questions sur dernière liste de rappel
<u>Années parlementaires</u>			
1958-1959	189	186	
1959-1960	799	588	
1960-1961	848	701	
1961-1962	905	717	
1962-1963	798	620	
1963-1964	860	640	
1964-1965	761	584	
1965-1966	813	594	
1966-1967	874	486	
1967-1968	823	588	
1968-1969	862	707	
1969-1970	1 000	928	
1970-1971	947	930	
<u>Années civiles</u>			
1972	1 369	1 200	183
1973	1 402	1 368	177
1974	1 676	1 486	301
1975	3 292	2 788	407
1976	3 614	2 998	505
1977	2 771	2 714	819
1978	3 455	3 040	864
1979	3 828	3 834	832
1980	4 294	3 695	879
1981	5 244	3 456	732
1982	6 011	5 495	1 147
1983	5 179	5 171	1 321
1984	6 420	5 243	2 095
1985	6 417	5 959	2 377
1986	5 111	3 927	683
1987	5 168	4 552	1 350
1988	4 415	2 791	857
1989	4 802	4 327	1 185
1990	5 414	4 684	2 068
1991	6 168	4 919	2 988
1992	4 931	5 114	1 856
1993	5 231	3 769	820
1994	4 939	5 187	646
1995*	2 976	3 041	913

\* Janvier à septembre.



<b>Années</b>	<b>Questions déposées</b>	<b>Réponses</b>	<b>Questions sur dernière liste de rappel avant la session</b>
1995-1996	5 546	4 563	1 163
1996-1997	7 951	5 141	1 280
1997-1998	7 915	<b>7 013</b>	2 112
1998-1999	8 132	6 996	3 314
1999-2000	<b>8 875</b>	6 980	4 884
2000-2001	7 367	6 846	3 668
2001-2002	7 505	3 585	1 281
2002-2003	6 423	5 970	2 251
2003-2004	4 776	4 092	1 852
2004-2005	5 625	4 537	2 383
2005-2006	5 011	4 912	2 111
2006-2007	4 603	2 899	867
2007-2008	3 685	3 462	1 226
2008-2009	4 594	3 855	1 751
2009-2010	5 093	4 421	2 114
2010-2011	4 878	4 315	2 503
2011-2012	5 777	2 919	525
2012-2013	6 234	5 221	2 534
2013-2014	4 836	4026	3 369
2014-2015	4 815	3 267	3 727
2015-2016	5 340	3 794	4 828
2016-2017	4 101	2 869	186
2017-2018	5 580	3 925	2 038
2018-2019	5 405	4 871	2 362

### Questions écrites



## 12. Débats d'orientation des finances publiques

### Jeudi 14 juin 1990

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport relatif à l'évolution de la situation économique et financière :

(40 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la Commission des Finances,  
15 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées,  
Cinq heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	15 h 15	
<u>Suspension</u> :	20 h	
<u>Reprise</u> :	22 h 25	
<u>Fin</u> :	1 h 40	
<u>Durée</u> :	8 h	
dont <u>Gouvernement</u> :	2 h 30	
<u>Commissions</u> :	1 h 45	
	Président et rapporteur général de la commission des finances .....	64'
	Président de la commission des affaires sociales.....	23'
	Président de la commission des lois .....	18'
<u>Groupes</u> :	3 h 35	
<u>Divers</u> :	10'	

### Mercredi 22 mai 1996

Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(60 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;  
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;  
Cinq heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	15 h 05	
<u>Suspension</u> :	19 h 45	
<u>Reprise</u> :	22 h 00	
<u>Fin</u> :	1 h 50	
<u>Durée</u> :	8 h 30	
dont <u>Gouvernement</u> :	2 h 15	
<u>Commissions</u> :	1 h 47	
	Président et rapporteur général de la commission des finances .....	52'
	Président de la commission des affaires économiques.....	13'
	Président de la commission des affaires sociales.....	11'
	Président de la commission des lois .....	9'
	Président de la commission des Affaires étrangères .....	12'
<u>Groupes</u> :	4 h 20	
<u>Divers</u> :	8'	

### **Jeudi 25 juin 1998**

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport relatif à l'évolution de la situation économique et financière :

(60 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;  
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;  
Quatre heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	10 h 05	
<u>Suspension</u> :	12 h 50	
<u>Reprise</u> :	15 h 45	
<u>Fin</u> :	19 h 15	
<u>Durée</u> :	6 h 15	
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 15	
<u>Commissions</u> :	1 h 50	
	Rapporteur général de la commission des finances .....	25'
	Président de la commission des finances .....	35'
	Président de la commission des affaires économiques.....	8'
	Président de la commission des affaires culturelles .....	11'
	Président de la commission des affaires sociales.....	16'
	Président de la commission des affaires étrangères .....	15'
<u>Groupes</u> :	3 h 10	

### **Mardi 22 juin 1999**

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport relatif à l'évolution de la situation économique et financière :

(60 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;  
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;  
Quatre heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	17 h 35	
<u>Suspension</u> :	19 h 45	
<u>Reprise</u> :	21 h 50	
<u>Fin</u> :	1 h 50	
<u>Durée</u> :	6 h 10	
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 55	
<u>Commissions</u> :	1 h 40	
	Rapporteur général de la commission des finances .....	0 h 37
	Président de la commission des finances .....	0 h 15
	Président de la commission des affaires économiques.....	0 h 11
	Président de la commission des affaires sociales.....	0 h 13
	Président de la commission des affaires culturelles .....	0 h 12
	Président de la commission des affaires étrangères .....	0 h 12
<u>Groupes</u> :	2 h 30	
<u>Divers</u> :	0 h 05	

**Mardi 6 juin 2000**

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(60 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;

10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;

Quatre heures pour les groupes)

Début : 16 h 45

Suspension : 19 h 50

Reprise : 22 h 05

Fin : 1 h 50

Durée : 6 h 50

dont Gouvernement : 1 h 35

Commissions : 1 h 30

Rapporteur général de la commission des finances .....0 h 29

Président de la commission des finances .....0 h 19

Président de la commission des affaires économiques.....0 h 17

Président de la commission des affaires sociales.....0 h 12

Président de la commission des affaires étrangères .....0 h 12

Groupes : 3 h 40

Divers : 0 h 05

**Mardi 19 et mercredi 20 juin 2001**

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(60 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;

10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;

Quatre heures pour les groupes)

- Mardi 19 juin 2001

Début : 19 h 00

Suspension : 20 h 10

Reprise : 22 h 40

Fin : 1 h 00

Durée : 3 h 30

dont Gouvernement : 1 h 00

Commissions : 1 h 20

Rapporteur général de la commission des finances .....0 h 45

Président de la commission des finances .....0 h 11

Président de la commission des affaires économiques.....0 h 14

Président de la commission des affaires sociales.....0 h 09

Groupes : 1 h 10

**Mercredi 20 juin 2001**

<u>Début</u> :	10 h 00
<u>Fin</u> :	12 h 05
<u>Durée</u> :	2 h 05
dont <u>Groupes</u> :	1 h 30
<u>Commissions</u> :	0 h 10
Rapporteur général de la commission des finances .....	0 h 10
<u>Gouvernement</u> :	0 h 25

**- Récapitulation**

<u>Durée</u> :	5 h 35
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 25
<u>Commissions</u> :	1 h 30
Rapporteur général de la commission des finances .....	0 h 55
Président de la commission des finances .....	0 h 10
Président de la commission des affaires économiques.....	0 h 14
Président de la commission des affaires sociales.....	0 h 09
<u>Groupes</u> :	2 h 40

**Jeudi 26 juin 2003**

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(45 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;  
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;  
Quatre heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	16 h 18
<u>Fin</u> :	20 h 48
<u>Durée</u> :	4 h 30
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 52
<u>Commissions</u> :	0 h 57
Rapporteur général de la commission des finances .....	0 h 27
Président de la commission des finances .....	0 h 20
Président de la commission des affaires sociales.....	0 h 10
<u>Groupes</u> :	2 h 41

**Jeudi 8 juillet 2004**

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(45 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;  
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;  
Trois heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	9 h 35
<u>Fin</u> :	12 h 45
<u>Durée</u> :	3 h 10
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 50
<u>Commissions</u> :	0 h 39

Rapporteur général de la commission des finances .....	0 h 20
Président de la commission des finances .....	0 h 19
<u>Groupes</u> :	1 h 41

### **Jeudi 6 juillet 2005**

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(20 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;

10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;

Trois heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	15 h 30
<u>Fin</u> :	20 h 30
<u>Durée</u> :	5 h 00
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 12
<u>Commissions</u> :	1 h 38
Rapporteur général de la commission des finances .....	0 h 20
Président de la commission des finances .....	0 h 21
Président de la commission des Affaires culturelles .....	0 h 15
Président de la commission des Affaires économiques.....	0 h 12
Président de la commission des Affaires étrangères .....	0 h 09
Président de la commission des Affaires sociales.....	0 h 12
Président de la commission des lois .....	0 h 09
<u>Groupes</u> :	2 h 10

### **Jeudi 29 juin 2006**

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques et des finances sociales :

(20 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;

20 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur de la commission des Affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale ;

10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;

Quatre heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	9 h 35
<u>Fin</u> :	18 h 55
<u>Durée</u> :	5 h 50
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 33
<u>Commissions</u> :	1 h 31
Président de la commission des finances .....	0 h 19
Président de la commission des Affaires sociales.....	0 h 13
Rapporteur général de la commission des finances .....	0 h 24
Rapporteur de la commission des Affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale .....	0 h 26
Président de la commission des Affaires économiques.....	0 h 09
<u>Groupes</u> :	2 h 46 (14 orateurs)

### **Mardi 24 juillet 2007**

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(20 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;

20 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur de la commission des Affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale ;

10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;

Quatre heures pour les groupes)

Début : 10 h 05

Fin : 19 h 40

Durée : 6 h 05

dont Gouvernement : 1 h 37

Commissions : 1 h 28

Président de la commission des Finances.....0 h 18

Président de la commission des Affaires sociales.....0 h 16

Rapporteur général de la commission des Finances.....0 h 24

Rapporteur de la commission des Affaires sociales  
chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale .....0 h 30

Groupes : 3 h 00 (13 orateurs)

### **Mercredi 16 juillet 2008**

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(10 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;

10 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur de la commission des Affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale ;

5 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;

Deux heures pour les groupes)

Début : 10 h 00

Fin : 15 h 55

Durée : 3 h 50

dont Gouvernement : 0 h 56

Commissions : 1 h 16

Président de la commission des Finances.....0 h 17

Président de la commission des Affaires sociales.....0 h 11

Rapporteur général de la commission des Finances.....0 h 20

Rapporteur de la commission des Affaires sociales  
chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale .....0 h 21

Président de la commission des Affaires culturelles .....0 h 07

Groupes : 1 h 38 (8 orateurs)



### **Jeudi 16 juillet 2009**

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010 :

(10 minutes pour le temps réservé au président et au rapporteur général de la commission des finances ;  
10 minutes pour le temps réservé au président et au rapporteur général de la commission des affaires sociales ;  
5 minutes pour le temps réservé à chacun des présidents des autres commissions permanentes intéressées ;  
Deux heures pour les groupes)

Début : 16 h 40  
Fin : 20 h 25  
Durée : 3 h 45  
dont Gouvernement : 0 h 48  
Commissions : 1 h 06

Président de la commission des finances .....0 h 24  
Président de la commission des affaires sociales.....0 h 12  
Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....0 h 21  
Président de la commission de la culture.....0 h 09  
Groupes : 1 h 51 (9 orateurs)

### **Jeudi 8 juillet 2010**

Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat et d'un vote en application de l'article 50-1 de la constitution sur l'orientation des finances publiques pour 2011

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;  
10 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et pour le président de la commission des affaires sociales ;  
Deux heures pour les groupes ;  
Scrutin public ordinaire sur la déclaration)

Début : 15 h 35  
Fin : 19 h 20  
Durée : 3 h 45  
dont Gouvernement : 1 h 09  
Commissions : 0 h 51

Rapporteur général de la commission des finances .....0 h 15  
Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....0 h 14  
Président de la commission des finances .....0 h 14  
Président de la commission des affaires sociales.....0 h 08  
Groupes : 1 h 39 (9 orateurs)  
Scrutin public ordinaire (aucune explication de vote admise) : 0 h 06

### **Jeudi 7 juillet 2011**

Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques pour 2012

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;

10 minutes pour le président de la commission des finances (la présidente de la commission des affaires sociales est intervenue en remplacement du rapporteur général de la commission des affaires sociales;

Deux heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	16 h 18	
<u>Fin</u> :	18 h 58	
<u>Durée</u> :	2 h 40	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 28	
<u>Commissions</u> :	0 h 43	
	Rapporteur général de la commission des finances .....	0 h 18
	Présidente de la commission des affaires sociales en remplacement du rapporteur général de la commission des affaires sociales .....	0 h 10
	Président de la commission des finances .....	0 h 15
<u>Groupes</u> :	1 h 29 (7 orateurs)	

### **Jeudi 17 juillet 2012**

Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;

10 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et la présidente de la commission des affaires sociales ;

Deux heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	17 h 38	
<u>Fin</u> :	21 h 13	
<u>Durée</u> :	3 h 35	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 31	
<u>Commissions</u> :	1 h 06	
	Rapporteur général de la commission des finances .....	0 h 24
	Rapporteur général de la commission des affaires sociales .....	0 h 13
	Président de la commission des finances .....	0 h 17
	Présidente de la commission des affaires sociales .....	0 h 12
<u>Groupes</u> :	1 h 58 (9 orateurs)	

### **Jeudi 4 juillet 2013**

Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques.

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;

10 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et pour la présidente de la commission des affaires sociales ;

Deux heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	18 h 59	
<u>Fin</u> :	22 h 08	
<u>Durée</u> :	3 h 09	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 45	
<u>Commissions</u> :	0 h 48	
	Rapporteur général de la commission des finances .....	0 h 14
	Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 12
	Président de la commission des finances .....	0 h 12
	Présidente de la commission des affaires sociales.....	0 h 10
<u>Groupes</u> :	1 h 36 (8 orateurs)	

### **Mardi 15 juillet 2014**

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013

(20 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;

10 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et pour la présidente de la commission des affaires sociales ;

Deux heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	14 h 39	
<u>Fin</u> :	18 h 04 <sup>16</sup>	
<u>Durée</u> :	3 h 25	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 29	
<u>Commissions</u> :	0 h 59	
	Rapporteur général de la commission des finances .....	0 h 21
	Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 14
	Président de la commission des finances .....	0 h 14
	Présidente de la commission des affaires sociales.....	0 h 10
<u>Groupes</u> :	1 h 57 (10 orateurs)	

---

<sup>16</sup> Hors discussion des articles, explications de vote et vote sur l'ensemble du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année.

### **Jeudi 9 juillet 2015**

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;

Une heure trente pour les groupes ;

5 minutes pour la présidente de la commission des finances)

<u>Début</u> :	14 h 32	
<u>Fin</u> :	17 h 39 <sup>1</sup>	
<u>Durée</u> :	3 h 05	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 48	
<u>Commissions</u> :	0 h 26	
	Rapporteur général de la commission des finances .....	0 h 11
	Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 08
	Présidente de la commission des finances.....	0 h 07
<u>Groupes</u> :	1 h 33 (11 orateurs)	

### **Jeudi 7 juillet 2016**

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 :

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;

Une heure trente pour les groupes ;

5 minutes pour la présidente de la commission des finances)

<u>Début</u> :	16 h 32	
<u>Fin</u> :	18 h 56 <sup>1</sup>	
<u>Durée</u> :	2 h 24	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 32	
<u>Commissions</u> :	0 h 23	
	Rapporteur général de la commission des finances .....	0 h 10
	Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 08
	Présidente de la commission des finances.....	0 h 05
<u>Groupes</u> :	1 h 29 (10 orateurs)	

**Jeudi 20 juillet 2017**

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 :

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;

Une heure trente pour les groupes ;

5 minutes respectivement pour la présidente de la commission des finances et pour le président de la commission des affaires sociales)

Début : 16 h 30

Fin : 19 h 35<sup>17</sup> (suspension de 10 minutes)

Durée : 2 h 54

dont Gouvernement : 0 h 43

Commissions : 0 h 28

Rapporteur général de la commission des finances .....0 h 09

Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....0 h 08

Présidente de la commission des finances.....0 h 06

Président de la commission des affaires sociales.....0 h 05

Groupes : 1 h 34 (10 orateurs)

---

<sup>17</sup> Hors discussion des articles, explications de vote et vote sur l'ensemble du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année.

### **Jeudi 12 juillet 2018**

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 :

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;

Une heure pour les groupes ;

5 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et pour le président de la commission des affaires sociales)

<u>Début</u> :	15 h 31	
<u>Fin</u> :	17 h 51 <sup>1</sup>	
<u>Durée</u> :	2 h 19	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 42	
<u>Commissions</u> :	0 h 32	
	Rapporteur général de la commission des finances .....	0 h 11
	Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 10
	Président de la commission des finances .....	0 h 05
	Président de la commission des affaires sociales.....	0 h 06
<u>Groupes</u> :	0 h 52 (10 orateurs)	

### **Jeudi 11 juillet 2019**

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 :

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;

Une heure pour les groupes ;

5 minutes respectivement pour le présidente de la commission des finances et pour le président de la commission des affaires sociales)

<u>Début</u> :	14 h 33	
<u>Fin</u> :	16 h 55 <sup>18</sup>	
<u>Durée</u> :	2 h 22	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 43	
<u>Commissions</u> :	0 h 30	
	Rapporteur général de la commission des finances .....	0 h 11
	Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 08
	Président de la commission des finances .....	0 h 06
	Président de la commission des affaires sociales.....	0 h 05
<u>Groupes</u> :	1 h 02 (10 orateurs)	

---

<sup>18</sup> Hors discussion des articles, explications de vote et vote sur l'ensemble du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année.

### 13. Comparaisons pluriannuelles sur l'activité du Sénat lors de la session ordinaire

#### I - ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT

	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19
Jours de séance publique	124	123	125	75	122	118	126	121	60	105	110
Heures de séance publique :	<b>950 h 05</b>	<b>984 h 41</b>	<b>996 h 23</b>	<b>512 h 48</b>	<b>866 h 28</b>	<b>787 h 58</b>	<b>941 h 30</b>	<b>847 h 57</b>	<b>381 h 14</b>	<b>659 h 34</b>	<b>734 h 23</b>
- travaux législatifs	628 h 35	647 h 17	689 h 23	225 h 01	608 h 52	567 h 01	599 h 11	544 h 22	288 h 46	513 h 54	586 h 48
- travaux de contrôle	155 h 10	172 h 01	160 h 45	84 h 18	216 h 20	177 h 38	153 h 32	141 h 01	91 h 10	139 h 13	142 h 16
- projet de loi de finances (1 <sup>ère</sup> lecture)	134 h 25	151 h 10	140 h 18	123 h 53	40 h 47	43 h 19	115 h 01	130 h 50	11 h 06	108 h 55	129 h 49
Heures de séance de soir et nuit :	243 h 30 (25,6 %)	218 h 48 (22,2 %)	249 h 58 (25,1 %)	116 h 15 (22,7 %)	188 h 53 (22 %)	191 h 39 (24 %)	232 h 45 (25 %)	184 h 16 (22 %)	77 h 36 (20 %)	127 h 19 (19 %)	153 h 44 (21 %)

## II - ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT

### *A) DÉCLARATIONS D'URGENCE ET PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES\**

	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19
Procédures accélérées	32	12	18	30	31	41	36	38	34	34	36

*\* Déclarations d'urgence avant le 1<sup>er</sup> mars 2009.*

### *B) COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES*

	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19
Commissions mixtes paritaires (dont accord)	14 (14)	20 (19)	20 (20)	21 (9)	22 (15)	29 (21)	21 (9)	32 (19)	19 (10)	25 (14)	19 (11)



**C) TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS**

	<b>Session ordinaire 2008-09</b>	<b>Session ordinaire 2009-10</b>	<b>Session ordinaire 2010-11</b>	<b>Session ordinaire 2011-12</b>	<b>Session ordinaire 2012-13</b>	<b>Session ordinaire 2013-14</b>	<b>Session ordinaire 2014-15</b>	<b>Session ordinaire 2015-16</b>	<b>Session ordinaire 2016-17</b>	<b>Session ordinaire 2017-18</b>	<b>Session ordinaire 2018-19</b>
Textes de loi adoptés :											
- hors conventions	30	48	50	36	39	53	30	43	40	30	29
. dont lois issues de propositions de loi	8	20	17	19	15	23	11	24	21	7	15
- conventions	34	33	36	32	34	30	35	46	15	23	18

**D) MODALITÉS D'ADOPTION DES TEXTES (hors conventions)**

	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19
Adoption par la navette	51	62	68	15	20	23	14	15	17	7	15
- dont textes votés par le Sénat et adoptés par l'Assemblée nationale sans modification	8	8	18	4	10	8	8	9	5	4	5
Adoption textes commissions mixtes paritaires	13	13	18	8	13	21	9	19	10	14	5
Dernier mot de l'Assemblée nationale	-	1	-	13	6	9	7	9	13	8	9

**E) STATISTIQUES RELATIVES AUX AMENDEMENTS**

	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19
Amendements déposés	8 021	7 098	7 971	2 482	7 118	7 405	9 235	8 805	2 679	6 316	8 814
Origine des amendements déposés											
- Gouvernement	612	386	470	194	343	407	746	709	183	354	617
- Commissions	1 302	630	768	349	552	851	811	908	279	537	587
- Groupes	6 107	6 082	6 733	1 939	6 223	6 147	7 678	7 188	2 217	5 425	7 610
Amendements adoptés par le Sénat	2 274	1 546	1 625	908	1 224	1 875	1 988	2 266	875	1 355	2 009
Taux de reprise des amendements du Sénat par l'Assemblée nationale	94 %	-	-19	34 %	63%	73 %	63 %	66 %	67 %	54 %	54 %

<sup>19</sup> 86 % sur l'ensemble de l'année parlementaire

**F) ESPACES RESERVES**

	<b>Session ordinaire 2008-09</b>	<b>Session ordinaire 2009-10</b>	<b>Session ordinaire 2010-11</b>	<b>Session ordinaire 2011-12</b>	<b>Session ordinaire 2012-13</b>	<b>Session ordinaire 2013-14</b>	<b>Session ordinaire 2014-15</b>	<b>Session ordinaire 2015-16</b>	<b>Session ordinaire 2016-17</b>	<b>Session ordinaire 2017-18</b>	<b>Session ordinaire 2018-19</b>
Nombre de semaines comprenant des espaces réservés <sup>20</sup>	8	9	9	5	10	8	9	9	6	9	10
Heures de débat :	<b>48 h 35</b>	<b>69 h 58</b>	<b>102 h 47</b>	<b>50 h 55</b>	<b>104 h 57</b>	<b>99 h 18</b>	<b>89 h 36</b>	<b>66 h 06</b>	<b>40 h 04</b>	<b>75 h 45</b>	<b>70 h 50</b>
- dont travaux législatifs	34 h 35	55 h 36	91 h 25	48 h 54	95 h 39	95 h 15	61 h 10	54 h 27	30 h 25	45 h 04	59 h 41
- dont travaux de contrôle	12 h 45	14 h 22	11 h 22	2 h 01	9 h 18	4 h 03	28 h 26	11 h 39	9 h 39	30 h 40	11 h 08
- dont travaux d'ordre interne	1 h 15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

<sup>20</sup> Avant la session ordinaire 2008-2009, nombre de séances mensuelles.

**G) DIVERS**

	<b>Session ordinaire 2008-09</b>	<b>Session ordinaire 2009-10</b>	<b>Session ordinaire 2010-11</b>	<b>Session ordinaire 2011-12</b>	<b>Session ordinaire 2012-13</b>	<b>Session ordinaire 2013-14</b>	<b>Session ordinaire 2014-15</b>	<b>Session ordinaire 2015-16</b>	<b>Session ordinaire 2016-17</b>	<b>Session ordinaire 2017-18</b>	<b>Session ordinaire 2018-19</b>
Projets de loi déposés par le Gouvernement en premier lieu au Sénat (pourcentage du total)*	48 (33,9 %)	33 (46 %)	32 (44,4 %)	35 (50,7 %)	13 (18,8 %)	10 (26,3 %)	22 (52,4 %)	28 (47,5 %)	67 (75,3 %)	21 (38,2 %)	17 (42,5 %)
Propositions de loi déposées par les sénateurs	108	98	129	141	113	100	68	132	92	128	136
Motions de procédure (dont adoptées)	39 (1)	48 (6)	44 (4)	38 (16)	34 (5)	10 (4)	10 (3)	19 (9)	9 (8)	23 (6)	31 (8)
Motion de référendum	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Procédures de vote bloqué	2	2	1	-	3	2	-	-	-	1	-

\* Ce pourcentage correspond aux projets de loi déposés hors conventions internationales.

### III - CONTRÔLE PAR LE SÉNAT DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

#### A) DÉBATS

##### 1) Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement

Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19
8	4	3 **	1	3	2	1	3	3	2	2

\* Auxquels il convient d'ajouter une déclaration non suivie de débat, mais d'un droit de réponse \*\* - Dont 1 débat préalable au Conseil européen

##### 2) Demandes d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger

Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19
1	-	-	1	1	1	1	-	-	-

### 3) Débats sur les travaux du Sénat et débats d'initiative sénatoriale

Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19
15	23	24*	11**	40	36	30	24	21	33	34

\* Dont 2 débats préalables au Conseil européen \*\* Dont 3 débats préalables au Conseil européen

**B) QUESTIONS ORALES DISCUTÉES EN SÉANCE PUBLIQUE**

	<b>Session ordinaire 2008-09</b>	<b>Session ordinaire 2009-10</b>	<b>Session ordinaire 2010-11</b>	<b>Session ordinaire 2011-12</b>	<b>Session ordinaire 2012-13</b>	<b>Session ordinaire 2013-14</b>	<b>Session ordinaire 2014-15</b>	<b>Session ordinaire 2015-16</b>	<b>Session ordinaire 2016-17</b>	<b>Session ordinaire 2017-18</b>	<b>Session ordinaire 2018-19</b>
<b>Questions d'actualité au Gouvernement</b>											
Nombre de séances	18	14	14	11	16	14	15	32	18	30	33
Dépassement total	1 h 23'35''	36'40''	1 h 01'28''	1 h 11'00''	2 h 08'27''	1 h 42'19''	51'58 ''	2 h 39'10 ''	1 h 17'44 ''	2 h 32'13''	2 h 46'06''
Dépassement sénateurs	29'25''	13'53''	22'38''	31'40''	27'58''	20'01''	5'16''	26'55''	18'11''	36'42''	43'28''
Dépassement ministres	54'10''	22'47''	38'50''	39'20''	1 h 40'29''	1 h 22'18''	46'42''	2 h 12'15''	59'33''	1 h 55'31''	2 h 02'38''
Moyenne des ministres présents (Présence Premier ministre)	13 (12 fois)	12 (8 fois)	12,9 (6 fois)	12 (3 fois)	16 (6 fois)	14 (6 fois)	14 (7 fois)	17 (25 fois)	15 (13 fois)	15 (27 fois)	17 (28 fois)



	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19
<b>Questions cribles thématiques</b>											
Nombre de séances	-	13	16	6	15	12	11	-	-	-	-
Dépassement total	-	19'32''	1 h 03'51	25'00''	1 h 18'01''	27'14''	16'36''	-	-	-	-
Dépassement sénateurs	-	0'10''	21'12''	10'10''	27'34''	-04'57''	- 06'08''	-	-	-	-
Dépassement ministres	-	19'22''	42'39''	14'50''	50'27''	32'11''	22'44''	-	-	-	-
<b>Questions orales avec débat</b>											
Nombre de séances	15	13	6	3	12	2	2	2	1	-	-
<b>Questions orales</b>											
Nombre de questions discutées	267	303	320	184	348	302	279	233	135	233	355

**C) QUESTIONS ÉCRITES POSÉES PAR LES SÉNATEURS ET RÉPONSES**

Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19
3 652 (2 994)	3 977 (3 212)	3 937 (3 199)	3 617 (2 669)	5 052 (3 872)	3 965 (3 140)	3 870 (2 303)	4 575 (2 699)	2 680 (2 688)	4 530 (2 596)	4 205 (3 755)

**D) LE DÉBAT EUROPÉEN**

	Session ordinaire 2008-09	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19
Questions orales avec débat portant sur des sujets européens	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de propositions de résolution déposées sur les propositions d'actes communautaires (88-4 C°)	8	3	18	15	25	25	27	14	16	21	13
Nombre de résolutions adoptées (88-4 C°) (dont en séance publique)	11 (-)	3 (1)	10 (2)	11 (-)	15 (1)	24 (1)	24 (3)	18 (1)	15 (1)	16 (2)	12 (2)

#### IV - SESSIONS EXTRAORDINAIRES DEPUIS 2012-2013

	<b>2012 - 2013</b> 02.07 - 25.07.13	<b>2012 - 2013</b> 04 et 10.09 - 19.09.13	<b>2013 - 2014</b> 01.07 - 24.07.14	<b>2013 - 2014</b> 16 et 24.09.14	<b>2014 - 2015</b> 01.07 - 23.07.15	<b>2014 - 2015</b> 15.09 - 30.09.15	<b>2015 - 2016</b> 01.07 - 21.07.16	<b>2015 - 2016</b> 27.09 - 30.09.16	<b>2016 - 2017</b> 04.07 - 03.08.17	<b>2017 - 2018</b> 01.07 - 31.07.18	<b>2017 - 2018</b> 25.09 - 30.09.18	<b>2018- 2019</b> 02.07 - 24.07.19	<b>2018- 2019</b> 24.09 - 27.09.19
Jours de séance publique	12	9	18	2	12	9	11	14	16	19	1	11	4
Heures de séance publique	<b>95 h 56</b>	<b>73 h 53</b>	<b>109 h 09</b>	<b>3 h 30</b>	<b>62 h 39</b>	<b>72 h 41</b>	<b>52 h 43</b>	<b>67 h 04</b>	<b>84 h 04</b>	<b>162 h 31</b>	<b>3 h 07</b>	<b>72 h 09</b>	<b>31 h 18</b>
- dont travaux législatifs	81 h 37	67 h 08	99 h 27	-	52 h 40	67 h 30	48 h 31	61 h 40	72 h 54	150 h 30	2 h 12	61 h 43	30 h 15
- dont travaux de contrôle	13 h 58	6 h 45	9 h 42	3 h 30	9 h 59	5 h 11	4 h 12	5 h 19	10 h 25	12 h 01	0 h 56	10 h 26	0 h 57
Heures de séance du soir et de nuit	20 h 18	21 h 41	26 h 58	-	9 h 31	25 h 35	13 h 29	15 h 48	14 h 33	42 h 54	-	13 h 27	9 h 22

#### **14. Liste des 63 commissions de contrôle et commissions d'enquête créées par le Sénat depuis 1959**

- 1960 : (1) Commission de contrôle sur la **gestion de la réunion des théâtres lyriques nationaux**  
Président : M. MASTEAU  
Rapporteur : M. PELLENC
  
- 1966 : (2) Commission de contrôle sur les **problèmes d'orientation dans le service public de l'enseignement**  
Président et rapporteur : M. GROS
  
- 1967 : (3) Commission de contrôle sur les **missions de l'ORTF**  
Président : M. DAILLY  
Rapporteur : M. DILIGENT
  
- 1969 : (4) Commission de contrôle sur **l'état d'exécution du V<sup>e</sup> Plan en matière d'équipement sanitaire et social**  
Président : M. GRAND  
Rapporteur : M. CHAUVIN
  
- 1970 : (5) Commission d'enquête sur la **conception, la construction, l'aménagement et la gestion des abattoirs de la Villette**  
Président : M. MARCILHACY  
Rapporteur : M. MIGNOT
  
- 1973 : (6) Commission de contrôle sur les **écoutes téléphoniques**  
Président : M. MARCILHACY  
Rapporteur : M. MONORY
  
- 1978 : (7) Commission d'enquête sur **l'Amoco Cadiz**  
Président : M. COLIN  
Rapporteur : M. GIRAULT
  
- (8) Commission d'enquête sur les **conditions financières de la production des programmes des sociétés nationales de télévision**  
Président : M. MIROUDOT  
Rapporteur : M. CLUZEL

- 1980 : (9) Commission d'enquête sur l'**industrie textile**  
Président : M. VALLON  
Rapporteur : M. PONCELET
- 1982 : (10) Commission de contrôle sur les **services de l'État chargés d'une mission de sécurité publique**  
Président : M. GIRAULT  
Rapporteur : M. TOMASINI
- (11) Commission de contrôle sur les **établissements chargés d'accueillir les personnes âgées**  
Président : M. COLIN  
Rapporteur : M. CHERIOUX
- 1983 : (12) Commission de contrôle sur le **fonctionnement des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme**  
Président : M. PELLETIER  
Rapporteur : M. MASSON
- (13) Commission d'enquête sur l'**évolution de la dette extérieure depuis 1981**  
Président : M. COLIN  
Rapporteur : M. LUCOTTE
- (14) Commission de contrôle sur l'**application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques**  
Président : M. DAILLY  
Rapporteur : M. LEGRAND
- 1984 : (15) Commission de contrôle sur la **situation en Nouvelle-Calédonie**  
Président : M. BOURGES  
Rapporteurs : MM. GIRAULT et TIZON
- (16) Commission de contrôle sur la **gestion de la S.N.C.F.**  
Président : M. FOSSET  
Rapporteur : M. MASSON
- (17) Commission de contrôle sur le **fonctionnement du service public des postes**  
Président : M. de MONTALEMBERT  
Rapporteur : M. VALLON
- (18) Commission de contrôle sur **Télédiffusion de France (T.D.F.)**  
Président : M. PINTAT  
Rapporteur : M. PASQUA

- (19) Commission d'enquête sur les **conditions de conclusion des concessions de canaux de communication audiovisuelle**  
Président : M. RAUSCH  
Rapporteur : M. de ROHAN
- 1986 : (20) Commission d'enquête sur les **manifestations étudiantes de novembre et décembre 1986**  
Président : M. TAITTINGER  
Rapporteur : M. MASSON
- 1988 : (21) Commission de contrôle sur les **opérations financières sur le capital des sociétés privatisées**  
Président : M. de VILLEPIN  
Rapporteur : M. CHINAUD
- 1990 : (22) Commission de contrôle sur la **gestion des services relevant du ministère de l'Intérieur chargés d'assurer le maintien de l'ordre et la sécurité des personnes**  
Président : M. Louis BOYER  
Rapporteur : M. LANIER
- (23) Commission de contrôle sur le **fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire**  
Président : M. HAENEL  
Rapporteur : M. ARTHUIS
- (24) Commission de contrôle sur l'**organisation et le fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré**  
Président : M. BLIN  
Rapporteur : M. BOURDIN
- (25) Commission de contrôle sur **Air France**  
Président : M. CARTIGNY  
Rapporteur : M. VINÇON
- 1991 : (26) Commission de contrôle sur la **mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen**  
Président : M. MASSON  
Rapporteur : M. de VILLEPIN
- (27) Commission d'enquête sur le **fonctionnement du marché laitier**  
Président : M. GRUILLOT  
Rapporteur : M. DAUNAY
- (28) Commission d'enquête sur le **fonctionnement des juridictions administratives**  
Président : M. HAENEL  
Rapporteur : M. ARTHUIS

- (29) Commission d'enquête sur le **système transfusionnel français**  
Président : M. SOURDILLE  
Rapporteur : M. HURIET
- 1992 : (30) Commission d'enquête sur les **conditions d'accueil de M. HABACHE sur le territoire français**  
Président : M. LAURENT  
Rapporteur : M. LARCHER
- (31) Commission d'enquête sur la **situation financière de la S.N.C.F.**  
Président : M. HAENEL  
Rapporteur : M. BELOT
- 1997 : (32) Commission d'enquête sur la **politique énergétique de la France**  
Président : M. VALADE  
Rapporteur : M. REVOL
- (33) Commission d'enquête sur les **grands projets d'infrastructures terrestres d'aménagement du territoire**  
Président : M. FRANCOIS-PONCET  
Rapporteur : M. LARCHER
- (34) Commission d'enquête sur les **35 heures**  
Président : M. GOURNAC  
Rapporteur : M. ARTHUIS
- (35) Commission d'enquête sur la **régularisation des « sans-papiers »**  
Président : M. MASSON  
Rapporteur : M. BALARELLO
- 1998 : (36) Commission d'enquête sur les **personnels des écoles et de l'enseignement du second degré**  
Président : M. GOUTEYRON  
Rapporteur : M. GRIGNON
- 1999 : (37) Commission d'enquête sur la conduite de la **politique de sécurité menée par l'État en Corse**  
Président : M. COURTOIS  
Rapporteur : M. GARREC
- 2000 : (38) Commission d'enquête sur les **conditions de détention dans les établissements pénitentiaires** en France  
Président : M. HYEST  
Rapporteur : M. CABANEL

(39) Commission d'enquête sur les **conditions d'utilisation des farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage** et les conséquences qui en résultent pour la santé des consommateurs

Président : M. DÉRIOT

Rapporteur : M. BIZET

- 2001 : (40) Commission d'enquête sur les **inondations de la Somme**, afin d'établir les causes et les responsabilités de ces crues, d'évaluer les coûts et de prévenir les risques d'inondation

Président : M. DENEUX

Rapporteur : M. MARTIN

- 2002 : (41) Commission d'enquête sur les diverses mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation auxquelles **les mineurs délinquants** peuvent être soumis et leur adaptation à la nécessité de réinsertion de ces mineurs

Président : M. SCHOSTECK

Rapporteur : M. CARLE

- 2003 : (42) Commission d'enquête sur la politique nationale de lutte contre les **drogues illicites**

Présidente : Mme OLIN

Rapporteur : M. PLASAIT

(43) Commission d'enquête sur **la maltraitance envers les personnes handicapées** accueillies en institution et les moyens de la prévenir

Président : M. P. BLANC

Rapporteur : M. JUILHARD

- 2005 : (44) Commission d'enquête sur **l'immigration clandestine**

Président : M. G. OTHILY (RDSE)

Rapporteur : M. F.-N. BUFFET (UMP)

- 2010 : (45) Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la **gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)** - Droit de tirage du groupe CRC-SPG<sup>21</sup>

Président : M. François AUTAIN (CRC-SPG)

Rapporteur : M. Alain MILON (UMP)

---

<sup>21</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.



- 2012 : (46) Commission d'enquête sur **l'évasion des capitaux** et des actifs hors de France et ses incidences fiscales – Droit de tirage du groupe CRC<sup>1</sup>  
Président : M. Philippe DOMINATI (UMP)  
Rapporteur : M. Éric BOCQUET (CRC)
- (47) Commission d'enquête sur le **coût réel de l'électricité** afin d'en déterminer l'imputation aux différents agents économiques – Droit de tirage du groupe écologiste<sup>1</sup>  
Président : M. Ladislav PONIATOWSKI (UMP)  
Rapporteur : M. Jean DESESSARD (ÉCOLO)
- 2013 : (48) Commission d'enquête sur **l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** – Droit de tirage du groupe RDSE<sup>1</sup>  
Président : M. Alain MILON (UMP)  
Rapporteur : M. Jacques MÉZARD (RDSE)
- (49) Commission d'enquête sur **l'efficacité de la lutte contre le dopage** – Droit de tirage du groupe socialiste<sup>1</sup>  
Président : M. Jean-François HUMBERT (UMP)  
Rapporteur : M. Jean-Jacques LOZACH (SOC)
- (50) Commission d'enquête sur le **rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** et ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre – Droit de tirage du groupe CRC<sup>221</sup>  
Président : M. François PILLET (UMP)  
Rapporteur : M. Éric BOCQUET (CRC)
- 2014 : (51) Commission d'enquête sur les **modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine** pour la mise en œuvre de **l'écotaxe poids lourds** – Droit de tirage du groupe socialiste<sup>1</sup>  
Présidente : Mme Marie-Hélène DES ESGAULX (UMP)  
Rapporteuse : Mme Virginie KLÈS (SOC)
- 2015 : (52) Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la **lutte contre les réseaux djihadistes** en France et en Europe – Droit de tirage du groupe UDI-UC<sup>1</sup>  
Présidents : Mme Nathalie GOULET (UDI-UC) – M. André REICHARDT (UMP)  
Rapporteur : M. Jean-Pierre SUEUR (SOC)

---

<sup>22</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(53) Commission d'enquête sur la réalité du **détournement du crédit d'impôt recherche** de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays - Droit de tirage du groupe CRC<sup>1</sup>

Président : M. Francis DELATTRE (UMP)

Rapporteuse : Mme Brigitte GONTHIER-MAURIN (CRC)

(54) Commission d'enquête sur le **fonctionnement du service public de l'éducation**, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession - Droit de tirage du groupe UMP<sup>1</sup>

Présidente : Mme Françoise LABORDE (RDSE)

Rapporteur : M. Jacques GROSPERRIN (UMP)

(55) Commission d'enquête sur le coût économique et financier de la **pollution de l'air** - Droit de tirage du groupe écologiste<sup>1</sup>

Président : M. Jean-François HUSSON (UMP)

Rapporteuse : Mme Leïla AÏCHI (ECOLO)

(56) Commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des **autorités administratives indépendantes** - Droit de tirage du groupe RDSE<sup>23</sup>

Présidente : Mme Marie-Hélène DES ESGAULX (UMP)

Rapporteur : M. Jacques MEZARD (RDSE)

- 2016 : (57) Commission d'enquête sur les **chiffres du chômage en France** et dans les pays de l'**Union européenne**, ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage - Droit de tirage du groupe Les Républicains<sup>1</sup>

Présidente : Mme Anne EMERY-DUMAS  
(Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Philippe DALLIER (Les Républicains)

- 2017 : (58) Commission d'enquête sur les **frontières européennes**, le **contrôle des flux des personnes** et des **marchandises en Europe** et l'**avenir de l'espace Schengen** - Droit de tirage du groupe Les Républicains<sup>1</sup>

Président : M. Jean-Claude REQUIER (RDSE)

Rapporteur : M. François-Noël BUFFET (Les Républicains)

---

<sup>23</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(59) Commission d'enquête sur la réalité des **mesures de compensation des atteintes à la biodiversité** engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi - Droit de tirage du groupe écologiste<sup>1</sup>

Président : M. Jean-François LONGEOT (UDI-UC)

Rapporteur : M. Ronan DANTEC (Écologiste)

- 2018 : (60) Commission d'enquête sur l'**état des forces de sécurité intérieure** - Droit de tirage du groupe Les Républicains<sup>1</sup>

Président : M. Michel BOUTANT (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. François GROSDIDIER (Les Républicains)

(61) Commission d'enquête sur l'**organisation** et les **moyens** des **services** de l'**État** pour **faire face** à l'**évolution** de la **menace terroriste** après la **chute** de l'**État Islamique** - Droit de tirage du groupe UC<sup>1</sup>

Président : M. Bernard CAZEAU (LaREM)

Rapporteur : Mme Sylvie GOY-CHAVENT (UC)

(62) Commission d'enquête sur les **mutations** de la **Haute fonction publique** et leurs **conséquences** sur le **fonctionnement** des **institutions** de la **République** - Droit de tirage du groupe CRCE<sup>1</sup>

Président : M. Vincent DELAHAYE (UC)

Rapporteur : M. Pierre-Yves COLLOMBAT (CRCE)

- 2019 : (63) Commission d'enquête sur la **souveraineté numérique** - Droit de tirage du groupe Les Républicains<sup>124</sup>

Président : M. Franck MONTAUGÉ (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Gérard LONGUET (Les Républicains)

---

<sup>24</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

## 15. Liste des 73 missions d'information créées par le Sénat depuis 1969

- 1969 : (1) Mission d'information sur l'étude de l'ensemble des questions nucléaires  
Président : M. COUDE DU FORESTO  
Rapporteurs : MM. ARMENGAUD, CHAUTY, HOUDET, MAURICE-BOKANOWSKI et VERILLON
  
- 1971 : (2) Mission d'information sur la régularité de la gestion de l'O.R.T.F. et les relations entretenues par cet organisme avec diverses entreprises publiques ou semi-publiques dans le domaine de la publicité  
Président : M. CAILLAVET  
Rapporteur : M. DILIGENT
  
- 1977 : (3) Mission d'information sur les enjeux et les conditions des équilibres extérieurs de la France
  
- 1979 : (4) Mission d'information sur les perspectives des équilibres extérieurs de la France dans le nouvel environnement international
  
- 1980 : (5) Mission d'information sur l'industrie automobile et son avenir  
Président : M. BRACONNIER  
Rapporteur : Mme Brigitte GROS
  
- 1983 : (6) Mission d'information sur le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation et dressant un premier bilan  
Président : M. HOEFFEL  
Rapporteur : M. PONCELET
  
- 1984 : (7) Mission d'information sur le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation (2<sup>ème</sup> bilan)  
Président : M. HOEFFEL  
Rapporteur : M. PONCELET

- 1986 : (8) Mission d'information sur l'**avenir des télécommunications en France et en Europe**  
Président : M. LAFFITTE  
Rapporteur : M. RAUSCH
- 1988 : (9) Mission d'information sur la **situation matérielle et professionnelle des personnels soignants non médecins des établissements hospitaliers publics, privés et privés à but non lucratif et sur la qualité de la vie en milieu hospitalier et les moyens de les améliorer**  
Président : M. HURIET  
Rapporteur : M. DESCOURS
- 1989 : (10) Mission d'information sur les **problèmes posés par l'avenir de l'espace rural français et les propositions d'éléments d'une politique d'aménagement**  
Président : M. FRANCOIS-PONCET  
Rapporteur : MM. HAENEL, HUCHON et du LUART
- (11) Mission d'information sur les **problèmes posés par l'immigration en France et les propositions d'éléments d'une politique d'intégration**  
Président : M. CHERIOUX  
Rapporteur : M. THYRAUD
- 1990 : (12) Mission d'information sur le **déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation (3<sup>ème</sup> bilan)**  
Président : M. PASQUA  
Rapporteur : M. HOEFFEL
- 1991 : (13) Mission d'information sur les **conditions de la gestion technique, administrative et financière de la transfusion sanguine en France et les moyens de l'améliorer, notamment dans le respect des principes du don bénévole de sang**  
Président : M. SOURDILLE  
Rapporteur : M. HURIET
- (14) Mission d'information sur la **mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985**  
Président : M. P. MASSON  
Rapporteur : M. de VILLEPIN

- 1992 : (15) Mission d'information sur les **problèmes de l'aménagement du territoire**  
Président : M. FRANCOIS-PONCET  
Rapporteurs : MM. LARCHER, HUCHON, du LUART et PERREIN
- (16) Mission d'information sur la **télévision éducative**  
Président : M. LAFFITTE  
Rapporteur : M. TREGOUET
- 1994 : (17) Mission d'information sur les **conditions de sécurité du transport maritime et les risques de pollution du littoral**  
Président : M. de CATUELAN  
Rapporteur : M. J.F. LE GRAND
- 1996 : (18) Mission d'information sur la **contribution des nouvelles technologies de l'information au développement économique, social et culturel de la France**  
Président : M. LAFFITTE  
Rapporteur : M. JOYANDET assisté de MM. HERISSON et TÜRK
- 1996 : (19) Mission d'information sur la **place et le rôle des femmes dans la vie publique**  
Président : Mme OLIN  
Rapporteur : M. RICHERT
- 1998 : (20) Mission d'information sur le **bilan de la décentralisation et les améliorations de nature à faciliter l'exercice des compétences locales**  
Président : M. DELEVOYE  
Rapporteur : M. MERCIER
- 2000 : (21) Mission d'information sur les **questions liées à la marée noire provoquée par le naufrage du navire Erika**  
Président : Mme HEINIS  
Rapporteur : M. de RICHEMONT
- (22) Mission d'information sur les **questions liées à l'expatriation des compétences, des capitaux et des entreprises**  
Président : M. BADRÉ  
Rapporteur : M. FERRAND

- 2002 : (23) Mission d'information chargée de dresser un **bilan de la politique de la montagne**  
Président : M. J. BLANC  
Rapporteur : M. AMOUDRY
- 2003 : (24) Mission d'information sur **la France et les Français face à la canicule : les leçons d'une crise**  
Président : M. PELLETIER  
Rapporteurs : MM. FLANDRE et LEPELTIER, Mme LÉTARD
- 2005 : (25) Mission d'information sur le bilan et les conséquences de la **contamination par l'amiante**  
Président : M. VANLERENBERGHE (UC-UDF)  
Rapporteur : M. DÉRIOT (UMP)
- (26) Mission d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des **politiques conduites envers les quartiers en difficulté** depuis une quinzaine d'années  
Président : M. TÜRK (NI)  
Rapporteur : M. P. ANDRÉ (UMP)
- 2006 : (27) Mission d'information sur la **notion de centre de décision économique** et les conséquences qui s'attachent, dans ce domaine, à l'attractivité du territoire national  
Président : M. MARINI (UMP)  
Rapporteur : M. C. GAUDIN (UC-UDF)
- 2007 : (28) Mission d'information sur **le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle**  
Président : M. CARLE (UMP)  
Rapporteurs : M. SEILLIER (RDSE), Mmes DEMONTÈS (SOC) et DINI (UC-UDF)
- (29) Mission d'information sur la **sécurité d'approvisionnement électrique de la France** et les moyens de la préserver  
Président : M. SIDO (UMP)  
Rapporteurs : MM. PASTOR (SOC), DENEUX (UC-UDF) et BILLOUT (CRC)

(30) Mission d'information sur la **prise en charge de la dépendance** et la création du cinquième risque

Président : M. MARINI (UMP)

Rapporteur : M. VASSELLE (UMP)

- 2008 : (31) Mission d'information sur les **politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion**

Président : M. DEMUYNCK (UMP)

Rapporteur : M. SEILLIER (RDSE)

(32) Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales

Président : M. BELOT (UMP)

Rapporteurs : Mme GOURAULT (UC) et M. KRATTINGER (SOC)

- 2009 : (33) Mission d'information sur la situation des **départements d'outre-mer**

Président : M. S. LARCHER (App. SOC)

Rapporteur : M. DOLIGÉ (UMP)

(34) Mission d'information sur la **politique en faveur des jeunes**

Président : Mme LE TEXIER (SOC)

Rapporteur : M. DEMUYNCK (UMP)

- 2009 : (35) Mission commune d'information sur le **traitement des déchets** - Droit de tirage du groupe UC<sup>25</sup>

Président : M. BRAYE (UMP)

Rapporteur : M. SOULAGE (UC)

- 2010 : (36) Mission commune d'information sur les **conséquences de la tempête Xynthia**

Président : M. RETAILLEAU (NI)

Rapporteur : M. ANZIANI (SOC)

(37) Mission commune d'information sur la **désindustrialisation des territoires** - Droit de tirage du groupe socialiste<sup>1</sup>

Président : M. BOURQUIN (SOC)

Rapporteur : M. CHATILLON (Ratt. UMP)

---

<sup>25</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.



(38) Mission commune d'information Assemblée/Sénat sur les **toxicomanies**

Président : M. François PILLET (pour le Sénat) (UMP)

Rapporteur : M. Gilbert BARBIER (pour le Sénat) (RDSE)

(39) Mission commune d'information sur **l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation** - Droit de tirage du groupe UMP<sup>1</sup>

Président : M. Serge LAGAUCHE (SOC)

Rapporteur : M. Jean-Claude CARLE (UMP)

- 2011 : (40) Mission commune d'information sur le « **Mediator** »

Président : M. François AUTAIN (CRC-SPG)

Rapporteur : Mme Marie-Thérèse HERMANGE (UMP)

(41) Mission commune d'information sur la **Révision générale des politiques publiques** - Droit de tirage du groupe socialiste<sup>1</sup>

Président : M. François PATRIAT (SOC)

Rapporteur : M. Dominique de LEGGE (UMP)

(42) Mission commune d'information sur « **Pôle emploi** »

Président : M. Claude JEANNEROT (SOC)

Rapporteur : M. Jean-Paul ALDUY (UMP)

(43) Mission commune d'information sur les **conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - Droit de tirage du groupe RDSE<sup>26</sup>

Président : Mme Anne-Marie ESCOFFIER (RDSE)

Rapporteur : M. Charles GUENÉ (UMP)

- 2012 : (44) Mission commune d'information sur **les inondations qui se sont produites dans le Var** et, plus largement, dans le Sud-Est de la France au mois de novembre 2011

Président : M. Louis NÈGRE (UMP)

Rapporteur : M. Pierre-Yves COLLOMBAT (RDSE)

(45) Mission commune d'information sur les **dispositifs médicaux implantables** et les interventions à visées esthétiques - Droit de tirage du groupe UMP<sup>1</sup>

Présidente : Mme Chantal JOUANNO (UMP)

Rapporteur : M. Bernard CAZEAU (SOC)

---

<sup>26</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(46) Mission commune d'information sur **les pesticides et leur impact sur la santé** et l'environnement – Droit de tirage du groupe socialiste<sup>1</sup>

Présidente : Mme Sophie PRIMAS (UMP)

Rapporteuse : Mme Nicole BONNEFOY (SOC)

(47) Mission commune d'information sur le fonctionnement, la méthodologie et la crédibilité **des agences de notation** – Droit de tirage du groupe UCR<sup>1</sup>

Présidente : Mme Frédérique ESPAGNAC (SOC)

Rapporteur : M. Aymeri de MONTESQUIOU (UCR)

(48) Mission commune d'information sur la **filière viande** en France et en Europe – Droit de tirage du groupe UDI-UC<sup>1</sup>

Présidente : Mme Bernadette BOURZAI (SOC)

Rapporteuse : Mme Sylvie GOY-CHAVENT (UDI-UC)

- 2013 : (49) Mission commune d'information sur l'**action extérieure** de la France en matière de **recherche** et de **développement** – Droit de tirage du groupe écologiste<sup>1</sup>

Président : M. Henri de RAINCOURT (UMP)

Rapporteuse : Mme Kalliopi ANGO ELA (ÉCOLO)

(50) Mission commune d'information sur l'avenir de l'**organisation décentralisée** de la **République** – Droit de tirage du groupe UMP<sup>27</sup>

Président : M. Jean-Pierre RAFFARIN (UMP)

Rapporteur : M. Yves KRATTINGER (SOC)

- 2014 : (51) Mission commune d'information sur le **sport professionnel** et les **collectivités territoriales** – Droit de tirage du groupe RDSE<sup>1</sup>

Président : M. Michel SAVIN (UMP)

Rapporteur : M. Stéphane MAZARS (RDSE)

(52) Mission commune d'information sur la réforme des **rythmes scolaires** – Droit de tirage du groupe UMP<sup>1</sup>

Présidente : Mme Catherine TROENDLÉ (UMP)

Rapporteuse : Mme Françoise CARTRON (SOC)

(53) Mission commune d'information sur le **nouveau rôle** et la **nouvelle stratégie** pour l'**Union européenne** dans la **gouvernance mondiale** de l'**Internet** – Droit de tirage du groupe UDI-UC<sup>1</sup>

Président : M. Gaëtan GORCE (SOC)

Rapporteuse : Mme Catherine MORIN-DESAILLY (UDI-UC)

---

<sup>27</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(54) Mission commune d'information sur l'**accès** aux **documents administratifs** et aux **données publiques** - Droit de tirage du groupe écologiste<sup>1</sup>

Président : M. Jean-Jacques HYEST (UMP)

Rapporteuse : Mme Corinne BOUCHOUX (Écologiste)

(55) Mission commune d'information sur la réalité de l'**impact** sur l'**emploi** des **exonérations** de **cotisations sociales** accordées aux **entreprises** - Droit de tirage du groupe CRC<sup>1</sup>

Président : M. Charles GUENÉ (UMP)

Rapporteuse : Mme Michelle DEMESSINE (CRC)

- 2015 : (56) Mission commune d'information sur la commande publique - Droit de tirage du groupe socialiste<sup>1</sup>

Président : M. Philippe BONNECARRÈRE (UDI-UC)

Rapporteur : M. Martial BOURQUIN (SOC)

(57) Mission d'information sur l'**organisation**, la **place** et le **financement** de l'**Islam** en **France** et de ses **lieux** de **culte** - Droit de tirage du groupe UDI-UC<sup>281</sup>

Présidente : Mme Corinne FÉRET (Socialiste et républicain)

Rapporteur : Mme Nathalie GOULET (UDI-UC)

Co-rapporteur : M. André REICHARDT (Les Républicains)

- 2016 : (58) Mission d'information sur la **position** de la **France** à l'égard de l'**accord** de mars 2016 entre l'**Union européenne** et la **Turquie** relatif à la **crise** des **réfugiés** et sur les **conditions** de **mise en œuvre** de cet accord - Droit de tirage du groupe Communiste républicain et citoyen<sup>1</sup>

Président : M. Jacques LEGENDRE (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel BILLOUT (CRC)

(59) Mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France - Droit de tirage du groupe socialiste et républicain<sup>1</sup>

Président : M. Jean-Marie VANLERENBERGHE (UDI-UC)

Rapporteur : M. Daniel PERCHERON (Socialiste et républicain)

(60) Mission d'information sur l'**inventaire** et le **devenir** des **matériaux** et **composants** des **téléphones mobiles** - Droit de tirage du groupe écologiste<sup>1</sup>

Président : M. Jean-François LONGEOT (UDI-UC)

Rapporteuse : Mme Marie-Christine BLANDIN (Écologiste)

---

<sup>28</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

- 2017 : (61) Mission d'information sur la **situation** de la **psychiatrie des mineurs en France** – Droit de tirage du groupe RDSE<sup>1</sup>  
Président : M. Alain MILON (Les Républicains)  
Rapporteur : M. Michel AMIEL (RDSE)
- (62) Mission d'information sur : « **Démocratie représentative, démocratie participative, démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 ?** » – Droit de tirage du groupe UDI-UC<sup>1</sup>  
Président : M. Henri CABANEL (Socialiste et républicain)  
Rapporteur : M. Philippe BONNECARRÈRE (UDI-UC)
- 2018 : (63) Mission d'information sur **Alstom** et la **stratégie industrielle** du pays – Droit de tirage du groupe socialiste et républicain<sup>29</sup>  
Président : M. Alain CHATILLON (Les Républicains)  
Rapporteur : M. Martial BOURQUIN (Socialiste et républicain)
- (64) Mission d'information sur la **réinsertion des mineurs enfermés** – Droit de tirage du groupe LaREM<sup>1</sup>  
Présidente : Mme Catherine TROENDLÉ (Les Républicains)  
Rapporteur : M. Michel AMIEL (LaREM)
- (65) Mission d'information sur le **développement de l'herboristerie** et des **plantes médicinales**, des **filières** et **métiers d'avenir** – Droit de tirage du groupe RDSE<sup>1</sup>  
Présidente : Mme Corinne IMBERT (Les Républicains)  
Rapporteur : M. Joël LABBÉ (RDSE)
- (66) Mission d'information sur la **pénurie de médicaments** et de **vaccins** – Droit de tirage du groupe Les Indépendants<sup>1</sup>  
Président : M. Yves DAUDIGNY (Socialiste et républicain)  
Rapporteur : M. Jean-Pierre DECOOL (Les Indépendants)
- 2019 : (67) Mission commune d'information sur les **politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements** et de **répression des infractions sexuelles** susceptibles d'être commises par des **personnes en contact avec des mineurs** dans le cadre de l'exercice de leur métier ou de leurs fonctions  
Présidente : Mme Catherine DEROCHE (Les Républicains)  
Rapporteurs : Mmes Marie MERCIER (Les Républicains),  
Michelle MEUNIER (Socialiste et républicain)  
et Dominique VÉRIEN (Union Centriste)

---

<sup>29</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(68) Mission d'information sur la **gestion des risques climatiques** et l'**évolution** de nos **régimes d'indemnisation** - Droit de tirage du groupe socialiste et républicain<sup>30</sup>

Président : M. Michel VASPART (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Nicole BONNEFOY

(Socialiste et républicain)

(69) Mission d'information sur le thème : « **Enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI<sup>ème</sup> siècle** : opportunité de croissance et de développement » - Droit de tirage du groupe UC<sup>31</sup>

Président : M. Franck MENONVILLE (Les Indépendants)

Rapporteuse : Mme Valérie LÉTARD (Union Centriste)

(70) Mission d'information sur le thème : « **Gratuité des transports collectifs** : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » - Droit de tirage du groupe CRCE<sup>1</sup>

Présidente : Mme Michèle VULLIEN (Union Centriste)

Rapporteur : M. Guillaume GONTARD (CRCE)

(71) Mission d'information sur les **transports aériens** et l'**aménagement des territoires** - Droit de tirage du groupe RDSE<sup>1</sup>

Président : M. Vincent CAPO-CANELLAS (Union Centriste)

Rapporteuse : Mme Josiane COSTES (RDSE)

(72) Mission d'information sur la **sous-utilisation chronique des fonds européens** en France - Droit de tirage du groupe Les Indépendants<sup>1</sup>

Présidente : Laurence HARRIBEY (Socialiste et républicain)

Rapporteuse : Colette MÉLOT (Les Indépendants)

(73) Mission commune d'information relative au **sauvetage en mer** et à la **sécurité maritime**

Présidente : Corinne FÉRET (Socialiste et républicain)

Rapporteur : Didier MANDELLI (Les Républicains)

---

<sup>30</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

<sup>31</sup> En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

## V. CALENDRIERS DE LA SESSION 2018-2019

### 1. Dates des réunions de la Conférence des Présidents

DATE	HEURE
- 17 octobre 2018	19 h 30
- 7 novembre 2018	19 h 30
- 20 novembre 2018	19 h 30
- 24 novembre 2018	9 h 00
- 4 décembre 2018	14 h 00
- 18 décembre 2018	18 h 30
- 23 janvier 2019	19 h 30
- 20 février 2019	19 h 30
- 20 mars 2019	19 h 30
- 9 avril 2019	19 h 30
- 14 mai 2019	19 h 30
- 11 juin 2019	14 h 15
- 19 juin 2019	19 h 30
- 17 juillet 2019	19 h 30
- 24 septembre 2019	19 h 30

### 2. Date des espaces réservés et des séances de questions

<u>Octobre 2018</u>	
mardi 2 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement
jeudi 11 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 16 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 23 octobre	Questions orales
mercredi 24 octobre	Espace réservé au groupe CRCE
jeudi 25 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé au groupe UC
mardi 30 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement

---

<b><u>Novembre 2018</u></b>	
jeudi 8 novembre	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 13 novembre	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 20 novembre	Questions orales
mercredi 21 novembre	Espace réservé au groupe RDSE
	Espace réservé au groupe LaREM
jeudi 22 novembre	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 27 novembre	Questions d'actualité au Gouvernement

<b><u>Décembre 2018</u></b>	
mardi 4 décembre	Questions orales
mercredi 12 décembre	Espace réservé au groupe SOCR
	Espace réservé au groupe Les Indépendants
jeudi 13 décembre	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 18 décembre	Questions d'actualité au Gouvernement

<b><u>Janvier 2019</u></b>	
jeudi 17 janvier	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 22 janvier	Questions orales
	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 23 janvier	Espace réservé au groupe UC
jeudi 24 janvier	Espace réservé au groupe SOCR
jeudi 31 janvier	Questions d'actualité au Gouvernement

<b><u>Février 2019</u></b>	
mardi 5 février	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 12 février	Questions orales
jeudi 14 février	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 19 février	Questions orales
mercredi 20 février	Espace réservé au groupe RDSE
jeudi 21 février	Espace réservé au groupe UC

---

<b><u>Mars 2019</u></b>	
mercredi 6 mars	Espace réservé au groupe LaREM
	Espace réservé au groupe SOCR
jeudi 7 mars	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé au groupe CRCE
mardi 12 mars	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 19 mars	Questions orales
jeudi 21 mars	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 26 mars	Questions d'actualité au Gouvernement

<b><u>Avril 2019</u></b>	
mercredi 3 avril	Espace réservé au groupe SOCR
jeudi 4 avril	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé au groupe UC
mardi 9 avril	Questions orales
jeudi 11 avril	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 30 avril	Questions d'actualité au Gouvernement

<b><u>Mai 2019</u></b>	
jeudi 2 mai	Espace réservé au groupe LaREM
	Espace réservé au groupe SOCR
mardi 7 mai	Questions d'actualité au Gouvernement
jeudi 9 mai	Espace réservé au groupe Les Indépendants
mardi 14 mai	Questions orales
jeudi 16 mai	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 21 mai	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 28 mai	Questions d'actualité au Gouvernement

<b><u>Juin 2019</u></b>	
mardi 4 juin	Questions orales
jeudi 6 juin	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 11 juin	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 12 juin	Espace réservé au groupe CRCE
jeudi 13 juin	Espace réservé au groupe RDSE
jeudi 20 juin	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 25 juin	Questions d'actualité au Gouvernement

---



<b><u>Juillet 2019</u></b>	
jeudi 4 juillet	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 9 juillet	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 16 juillet	Questions orales
jeudi 18 juillet	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 23 juillet	Questions d'actualité au Gouvernement

<b><u>Septembre 2019</u></b>	
mardi 24 septembre	Questions d'actualité au Gouvernement

### 3. Calendrier de la session 2018-2019

**CALENDRIER DE LA SESSION 2018-2019**  
**(SEMAINES DU GOUVERNEMENT ET SEMAINES SÉNATORIALES, QUESTIONS, ESPACES RÉSERVÉS AUX GROUPES)**  
**adopté par la Conférence des Présidents le 25 juillet et modifié par la Conférence des Présidents des 25 septembre, 7 novembre 2018 et 23 janvier 2019**

Octobre 2018		Novembre 2018		Décembre 2018		Janvier 2019		Février 2019		Mars 2019		Avril 2019		Mai 2019		Juin 2019	
lun 01	Jeu 01	Jeu 01	mar 01	ven 01	ven 01	ven 01	mar 01	ven 01	ven 01	ven 01	ven 01	mar 01	mar 01	mer 01	mer 01	lun 01	lun 01
mar 02	ven 02	Toussaint	mer 02	sam 02	dim 02	dim 02	jeu 02	dim 02	dim 02	dim 02	dim 02	jeu 02	jeu 02	jeu 02	jeu 02	jeu 02	jeu 02
mer 03	sam 03		jeu 03	dim 03	dim 03	dim 03	ven 03	dim 03	dim 03	dim 03	dim 03	ven 03	ven 03	ven 03	ven 03	ven 03	ven 03
jeu 04	dim 04		ven 04	mar 04	mar 04	mar 04	sam 04	jeu 04	jeu 04	jeu 04	jeu 04	jeu 04	jeu 04	jeu 04	jeu 04	jeu 04	jeu 04
ven 05	lun 05		sam 05	mer 05	mer 05	mer 05	dim 05	dim 05	dim 05	dim 05	dim 05	dim 05	dim 05	dim 05	dim 05	dim 05	dim 05
sam 06	mar 06		jeu 06	ven 06	ven 06	ven 06	jeu 06	jeu 06	jeu 06	jeu 06	jeu 06	jeu 06	jeu 06	jeu 06	jeu 06	jeu 06	jeu 06
dim 07	mer 07		mer 07	ven 07	ven 07	ven 07	jeu 07	jeu 07	jeu 07	jeu 07	jeu 07	jeu 07	jeu 07	jeu 07	jeu 07	jeu 07	jeu 07
lun 08	jeu 08		mer 08	sam 08	sam 08	sam 08	ven 08	ven 08	ven 08	ven 08	ven 08	ven 08	ven 08	ven 08	ven 08	ven 08	ven 08
mar 09	ven 09		mer 09	dim 09	dim 09	dim 09	jeu 09	jeu 09	jeu 09	jeu 09	jeu 09	jeu 09	jeu 09	jeu 09	jeu 09	jeu 09	jeu 09
mer 10	sam 10		jeu 10	lun 10	lun 10	lun 10	mar 10	mar 10	mar 10	mar 10	mar 10	mar 10	mar 10	mar 10	mar 10	mar 10	mar 10
jeu 11	dim 11	Armistice 1918	ven 11	mar 11	mar 11	mar 11	jeu 11	jeu 11	jeu 11	jeu 11	jeu 11	jeu 11	jeu 11	jeu 11	jeu 11	jeu 11	jeu 11
ven 12	lun 12		sam 12	mer 12	mer 12	mer 12	dim 12	dim 12	dim 12	dim 12	dim 12	dim 12	dim 12	dim 12	dim 12	dim 12	dim 12
sam 13	mar 13		jeu 13	jeu 13	jeu 13	jeu 13	ven 13	ven 13	ven 13	ven 13	ven 13	ven 13	ven 13	ven 13	ven 13	ven 13	ven 13
dim 14	mer 14		ven 14	sam 14	sam 14	sam 14	jeu 14	jeu 14	jeu 14	jeu 14	jeu 14	jeu 14	jeu 14	jeu 14	jeu 14	jeu 14	jeu 14
lun 15	jeu 15		sam 15	mer 15	mer 15	mer 15	ven 15	ven 15	ven 15	ven 15	ven 15	ven 15	ven 15	ven 15	ven 15	ven 15	ven 15
mar 16	ven 16		jeu 16	dim 16	dim 16	dim 16	jeu 16	jeu 16	jeu 16	jeu 16	jeu 16	jeu 16	jeu 16	jeu 16	jeu 16	jeu 16	jeu 16
mer 17	sam 17		dim 17	lun 17	lun 17	lun 17	mar 17	mar 17	mar 17	mar 17	mar 17	mar 17	mar 17	mar 17	mar 17	mar 17	mar 17
jeu 18	dim 18		jeu 18	mar 18	mar 18	mar 18	jeu 18	jeu 18	jeu 18	jeu 18	jeu 18	jeu 18	jeu 18	jeu 18	jeu 18	jeu 18	jeu 18
ven 19	lun 19		mer 19	mer 19	mer 19	mer 19	jeu 19	jeu 19	jeu 19	jeu 19	jeu 19	jeu 19	jeu 19	jeu 19	jeu 19	jeu 19	jeu 19
sam 20	mar 20		jeu 20	jeu 20	jeu 20	jeu 20	ven 20	ven 20	ven 20	ven 20	ven 20	ven 20	ven 20	ven 20	ven 20	ven 20	ven 20
dim 21	mer 21		jeu 21	jeu 21	jeu 21	jeu 21	ven 21	ven 21	ven 21	ven 21	ven 21	ven 21	ven 21	ven 21	ven 21	ven 21	ven 21
lun 22	jeu 22		mer 22	jeu 22	jeu 22	jeu 22	ven 22	ven 22	ven 22	ven 22	ven 22	ven 22	ven 22	ven 22	ven 22	ven 22	ven 22
mar 23	ven 23		jeu 23	jeu 23	jeu 23	jeu 23	ven 23	ven 23	ven 23	ven 23	ven 23	ven 23	ven 23	ven 23	ven 23	ven 23	ven 23
mer 24	sam 24		jeu 24	jeu 24	jeu 24	jeu 24	ven 24	ven 24	ven 24	ven 24	ven 24	ven 24	ven 24	ven 24	ven 24	ven 24	ven 24
jeu 25	dim 25		ven 25	jeu 25	jeu 25	jeu 25	ven 25	ven 25	ven 25	ven 25	ven 25	ven 25	ven 25	ven 25	ven 25	ven 25	ven 25
ven 26	lun 26		mer 26	jeu 26	jeu 26	jeu 26	ven 26	ven 26	ven 26	ven 26	ven 26	ven 26	ven 26	ven 26	ven 26	ven 26	ven 26
sam 27	mar 27		jeu 27	jeu 27	jeu 27	jeu 27	ven 27	ven 27	ven 27	ven 27	ven 27	ven 27	ven 27	ven 27	ven 27	ven 27	ven 27
dim 28	mer 28		jeu 28	jeu 28	jeu 28	jeu 28	ven 28	ven 28	ven 28	ven 28	ven 28	ven 28	ven 28	ven 28	ven 28	ven 28	ven 28
lun 29	jeu 29		mer 29	jeu 29	jeu 29	jeu 29	ven 29	ven 29	ven 29	ven 29	ven 29	ven 29	ven 29	ven 29	ven 29	ven 29	ven 29
mar 30	ven 30		jeu 30	jeu 30	jeu 30	jeu 30	ven 30	ven 30	ven 30	ven 30	ven 30	ven 30	ven 30	ven 30	ven 30	ven 30	ven 30
mer 31	jeu 31		jeu 31	jeu 31	jeu 31	jeu 31	ven 31	ven 31	ven 31	ven 31	ven 31	ven 31	ven 31	ven 31	ven 31	ven 31	ven 31

Séances du Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances de contrôle  
 Séances de Gouvernement  
 Séances